

Module 2 – La Charte humanitaire

NB : Il n'y a pas de notes de référence pour ce module.

Dans le module consacré à la Charte humanitaire, nous nous sommes efforcés de laisser de la place pour la réflexion sur certains des défis auxquels se confronte la communauté humanitaire et sur les implications de la Charte humanitaire tant pour les personnes que pour les organisations. Nous ne suggérons pas qu'il existe des solutions simples aux défis que doit actuellement relever la communauté humanitaire.

Ce module cherche tout simplement à fournir un cadre d'apprentissage facilitant un examen approfondi de certaines des questions clés.

Il est important que les quatre sessions décrites dans ce module soient utilisées à la discrétion du formateur et en fonction des besoins de son "public".

Notes du formateur

Le module 2 est conçu pour permettre aux participants :

- d'explorer les questions humanitaires ;
- d'identifier le rôle de la Charte humanitaire ;
- d'identifier les éléments clés du contenu de la Charte humanitaire ;
- de réfléchir à l'impact de la Charte humanitaire sur leur travail et leurs performances.

Vous pouvez utiliser le module 2 de plusieurs manières, au choix :

- 4 sessions centrales de 90 minutes ;
- 15 exercices facultatifs (plus de 13 heures de matériaux parmi lesquels effectuer votre choix).

Veillez :

- lire ces matériaux minutieusement ;
- les adapter pour satisfaire les besoins de votre public ;
- vous référer à la Première partie, section D : Guide du formateur, pour des conseils sur la manière d'optimiser l'impact de votre formation.

Utilisez ces matériaux de formation :

- pour toutes les notes du formateur relatives au module 2 ;
- comme kit d'exercices facultatifs et de documents de travail que vous pourrez choisir d'incorporer dans le programme de formation.

Lisez les diapositives pour ce module :

- utilisez les "Diapositives du module 2" sur le CD ;
- Cf. versions imprimées dans la Première partie, section E : Guide du formateur.

Pour des renseignements et des conseils sur la manière de tirer le meilleur parti de ces matériels, y compris des exemples d'ordre du jour, Cf. Première partie, section B : Guide du formateur.

SESSIONS

	Utilisation	Page
<u>Session 1 : Principaux messages de la Charte humanitaire</u> 90 minutes	Permettre aux participants : <ul style="list-style-type: none"> d'identifier les messages clés de la Charte humanitaire ; de démontrer comment la Charte humanitaire fournit un cadre permettant de comprendre les travaux humanitaires. 	71
<u>Session 2 : Concepts fondamentaux relatifs aux droits de l'homme</u> 90 minutes	Permettre aux participants : <ul style="list-style-type: none"> d'identifier les sources du Principe 1 de la Charte humanitaire "le droit de vivre dans la dignité" ; de décrire les concepts de base des droits de l'homme et de la dignité ; de décrire les devoirs et obligations légaux et moraux par rapport aux droits de l'homme ; d'examiner l'universalité des droits de l'homme et des valeurs. 	77
<u>Session 3 : Le cadre juridique international</u> 90 minutes	Permettre aux participants : <ul style="list-style-type: none"> d'identifier la source du principe 2 "la distinction entre les combattants et les non-combattants" et du principe 3 "le droit au non-refoulement" présents dans la Charte humanitaire ; de décrire les principes fondamentaux et la portée du droit international humanitaire ; de décrire les devoirs et obligations juridiques des États en ce qui concerne la protection des civils et l'apport d'une assistance ; d'examiner le droit relatif aux réfugiés et aux IDP (<i>Internally Displaced People</i> - personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays). 	95
<u>Session 4 : Implications de la Charte humanitaire</u> 90 minutes	Permettre aux participants : <ul style="list-style-type: none"> de décrire les implications de la Charte humanitaire sur la planification et la conception des programmes ; de reconnaître l'importance des droits de l'homme et de la "dignité" humaine en tant que principes qui sous-tendent les opérations humanitaires ; d'identifier comment les activités actuelles de leurs organisations respectives pourraient être améliorées pour aider les personnes affectées par des catastrophes à faire respecter leurs droits de l'homme. 	125

Durée totale pour les sessions 1 - 4 = environ 6 heures

Kit d'exercices facultatifs

En plus des quatre sessions centrales d'au moins 90 minutes chacune, 15 exercices facultatifs vous sont proposés qui représentent plus de 13 heures de formation. Ils vous permettent d'utiliser les modules avec souplesse afin de satisfaire les besoins spécifiques de votre public.

Lisez ces exercices pour voir comment vous pouvez les incorporer dans votre programme de formation afin d'en accroître l'impact et de favoriser la mémorisation par les participants. Des exercices facultatifs supplémentaires sont disponibles dans les autres modules et en ligne sur le site : www.sphereproject.org

SECTION A : Concepts fondamentaux – droits, principes, citoyenneté et droits de l'homme

Vous pouvez utiliser ces exercices pour accompagner :

- Session 1 : Principaux messages de la Charte humanitaire.

Exercices du kit facultatif	Utilisation	Page
1 Que sont les principes ? 40 minutes	<ul style="list-style-type: none"> • sensibiliser les participants à la façon dont naît la nécessité du droit ; • concentrer l'attention du groupe sur les droits civils et sociétaux fondamentaux ; • se concentrer sur les concepts fondamentaux de société civile, y compris les devoirs. 	134
2 Culture et droits 20 minutes	<ul style="list-style-type: none"> • permettre aux participants d'élargir leur manière de voir les facteurs en faveur et contre la Charte humanitaire ; • sensibiliser les participants au danger de faire des suppositions ; • comme une activité rapide pour concentrer le groupe sur le contexte plus général, par exemple après avoir examiné les détails juridiques durant le module 2. 	136
3 Les principes humanitaires et la personne 60 minutes	<ul style="list-style-type: none"> • faire mieux prendre conscience aux participants du Code de conduite pour la CR/le CR et les ONG ; • établir un lien entre le Code de conduite pour la CR/le CR et les ONG et la Charte humanitaire. 	137
4 Une allégorie : exercice basé sur un conte 90 minutes	<ul style="list-style-type: none"> • permettre aux participants de mieux comprendre les concepts humanitaires centraux ; • mettre en question l'idée que se font les participants de la citoyenneté et des principes sociaux ; • explorer les facteurs qui influent sur les contextes humanitaires. 	138

SECTION B : Les droits de l'homme et le cadre juridique international

Vous pouvez utiliser ces exercices pour appuyer :

- Session 2 : Concepts fondamentaux relatifs aux droits de l'homme
- Session 3 : Le cadre juridique international

Exercices du kit facultatif	Utilisation	Page
5 Questions sur les concepts Discussion 60 minutes	<ul style="list-style-type: none"> • à la fin d'une session, comme un exercice de bilan des enseignements ; • comme un quiz-concours afin de stimuler l'intérêt ; • comme un exercice d'étude pour chaque participant. 	146
6 Quiz sur les instruments juridiques Quiz 30 minutes	<ul style="list-style-type: none"> • à la fin d'une session, comme un exercice de bilan des enseignements ; • comme un quiz-concours afin de stimuler l'intérêt ; • comme un exercice d'étude pour chaque participant. 	148
7 Déclarations de droit international Jeu 90 minutes	<ul style="list-style-type: none"> • à la fin d'une session, pour tester et renforcer les enseignements ; • pour explorer davantage certains des concepts du droit international. 	151

SECTION C – Les implications de la Charte humanitaire

Vous pouvez utiliser ces exercices pour appuyer :

- Session 3 : Implications de la Charte humanitaire

Exercices du kit facultatif	Utilisation	Page
8 Protection Étude de cas 60 minutes	<ul style="list-style-type: none"> • après la session 3 ou 4 ; • consolider ce qui a été appris dans le domaine spécialisé de la protection des réfugiés ; • examiner les questions ayant trait à la protection, au droit des réfugiés et au plaidoyer ; • encourager les participants à réfléchir aux modalités de l'engagement. 	156
9 Cartographie (mapping) des acteurs Exercice de cartographie des parties prenantes 90 minutes	<ul style="list-style-type: none"> • démontrer l'importance des mandats, de la coordination et de l'analyse des acteurs (à utiliser à n'importe quel moment du module de formation) ; • explorer les rôles et les responsabilités des acteurs sur le terrain. 	162
10 Débat sur les questions Débat 60 minutes	<ul style="list-style-type: none"> • redynamiser les participants (à utiliser à n'importe quel moment du module) ; • aider le groupe à traiter d'un sujet controversé. 	166
11 Protection et complémentarité Études de cas 60 minutes	<ul style="list-style-type: none"> • après la session 4 ; • développer les compétences d'analyse afin de permettre aux organisations de planifier des programmes basés sur les droits. 	169

SECTION D - Principes et dilemmes humanitaires

Vous pouvez utiliser ces exercices comme des matériaux de formation supplémentaires afin d'explorer des questions plus larges se dégageant de la Charte humanitaire.

Exercices du kit facultatif	Utilisation	Page
12 Dilemme de l'arrêt de bus Exercice de sensibilisation 10 minutes	<ul style="list-style-type: none"> • introduire le concept des dilemmes dans l'humanitarisme ; • en tant qu'introduction à des exercices plus complexes relatifs aux principes et aux dilemmes. 	176
13 Plaidoyer Simulation 60 minutes	<ul style="list-style-type: none"> • aider les participants à appliquer les instruments juridiques internationaux clés ; • développer les compétences ; • faire un bilan des enseignements. 	177
14 Dilemmes humanitaires Études de cas 60 minutes	<ul style="list-style-type: none"> • explorer certains des dilemmes auxquels se confrontent le personnel et les agences humanitaires dans les situations d'urgence complexes ; • permettre aux participants d'appliquer ce qu'ils ont appris à des situations réelles ; • permettre aux participants d'identifier les implications des dilemmes ; • stimuler le débat et la discussion sur les questions clés soulevées par les travaux humanitaires ; • aider les participants à développer des stratégies pour faire face aux dilemmes humanitaires. 	185
15 Humanitarisme : impératifs et principes Étude de cas en équipes 45 minutes	<ul style="list-style-type: none"> • aider les participants à comprendre de façon plus approfondie les conséquences de leurs décisions ; • explorer le droit international humanitaire, les protocoles d'accord et les principes humanitaires dans un contexte réaliste ; • permettre aux participants de consolider, de développer et d'appliquer les enseignements du module 2. 	190

Durée totale pour les sessions 1 – 6 = environ 10 heures

Module 2

Session 1 : Principaux messages de la Charte humanitaire Vue d'ensemble

Objectifs de l'apprentissage

À la fin de la session, les participants seront capables :

- d'identifier les messages clés de la Charte humanitaire ;
- de démontrer comment la Charte humanitaire fournit un cadre permettant de comprendre les travaux humanitaires.

Principaux messages :

- La Charte humanitaire aide les agences et les individus à réfléchir à l'identité humanitaire.
- Les valeurs et les principes exposés dans la Charte humanitaire.
- Une vue d'ensemble des instruments juridiques internationaux et du Code de conduite.

Durée ⌚ 90 minutes

Méthode Travail en équipes/discussion facilitée

Ressources nécessaires Ordinateur portable / projecteur de données / écran / tableau de conférence et feutres / le manuel de Sphère

Support visuel Diapositives PowerPoint

Session 1 : Principaux messages de la Charte humanitaire

Durée	Activité
5	1 : Introduction
10	2 : Étude individuelle de la Charte humanitaire
40	3 : Travail en équipes sur l'identité humanitaire
30	4 : Discussion en plénière facilitée
5	5 : Conclusion
90	DURÉE TOTALE

Vous trouverez des copies de toutes les diapositives de ce module dans la Première partie : Guide du formateur, section E.

Activité 1 : Introduction – Qu'est-ce que l'humanitarisme ?

5 min.

- ☐ Projetez la diapositive : “Diapositive titre : Module 2 - La Charte humanitaire”.

Laissez cette diapositive sur l'écran pendant que les participants arrivent.

- ☐ Projetez la diapositive titre de la session : “Session 1 : Principaux messages de la Charte humanitaire”.

Souhaitez la bienvenue au groupe.

- ☐ Projetez la diapositive : “Objectifs de l'apprentissage”.

Expliquez les objectifs de la session :

- identifier les messages clés de la Charte humanitaire ;
- démontrer comment la Charte humanitaire fournit un cadre permettant de comprendre les travaux humanitaires.

Expliquez que :

- l'expression “travailleur humanitaire” (ou “membre du personnel humanitaire”) a différentes significations selon la situation dans laquelle elle est utilisée ;
- il est important qu'en tant que communauté, nous comprenions de la même manière ce que signifie être un travailleur humanitaire, ce que font les travailleurs humanitaires et la façon dont ils le font ;
- nous avons donc besoin de comprendre de manière claire et commune l'“identité du travailleur humanitaire” ;
- nous pouvons commencer à la comprendre en étudiant un cadre des actions réglées par des principes que les travailleurs humanitaires entreprennent pour soulager la souffrance humaine.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, introduire la session remue-méninges suivante en demandant comment les participants expliquent leur vocation à leur mère ou à un inconnu.

Dessinez sur le tableau de conférence un grand cercle et inscrivez-y les mots “travailleur humanitaire”.

Inscrivez dans le cercle les deux titres :

- Quoi ?
- Comment ?

Demandez :

- Répondez à la question “Quoi ?” en indiquant ce que font les travailleurs humanitaires.

Consignez les idées des participants sur le tableau de conférence sous le titre QUOI.

Examinez les réponses avec le groupe. S'ils n'ont pas été proposés, suggérez les termes suivants :

- plaidoyer, impératif humanitaire, protection, assistance, atténuer la souffrance.

Demandez :

- “**Comment** travaillent les travailleurs humanitaires ?”

Consignez les idées des participants sur le tableau de conférence sous le titre COMMENT.

Examinez les réponses avec le groupe. S'ils n'ont pas été proposés, suggérez les termes suivants :

- service volontaire, respect de la dignité, redevabilité, participation.

Expliquez que :

- cette session donne l'occasion de réfléchir à la Charte humanitaire comme un cadre permettant de discuter de l'action humanitaire ou de l'humanitarisme.

Activité 2 : Étude individuelle de la Charte humanitaire

10 min.

Demandez aux participants de :

- lire la Charte humanitaire figurant dans le manuel de Sphère ;
- souligner ou surligner pendant leur lecture les expressions clés qui leur semblent importantes.

 Laissez-leur un maximum de 10 minutes pour lire la Charte humanitaire.

Activité 3 : Travail en équipes sur l'identité humanitaire

40 min.

Demandez aux participants de :

- travailler en équipes de 5 à 6 personnes.

Assurez-vous que chaque équipe a une feuille de tableau de conférence et des feutres.

☐ Projetez la diapositive : "Tâche : Identité humanitaire".

Demandez à chaque équipe :

- de discuter des questions figurant sur la diapositive ;
 1. Quels sont les principes qui influencent la manière dont l'action humanitaire (protection et assistance) est entreprise ?
 2. Pourquoi est-il nécessaire que les agences humanitaires prennent en compte les rôles et les responsabilités des autres ?
 3. Envers qui les agences humanitaires sont-elles redevables ?
- d'écrire quelques messages principaux ressortant de leur discussion sur une feuille de tableau de conférence pour en faire part au groupe dans le cadre d'une présentation de deux minutes au maximum ;
- de centrer et d'éclairer leur discussion en se référant à la Charte humanitaire.

 Laissez aux équipes environ 40 minutes pour préparer leur présentation.


Circulez entre les équipes pour leur proposer votre soutien et vous assurer que les discussions sont sur la bonne voie.

Activité 4 : Discussion en plénière facilitée

30 min.

Rassemblez le groupe.

Demandez aux équipes de présenter, à tour de rôle et en deux minutes, un exposé concis de leur travail.

 Prévoyez un maximum de 10 minutes en tout pour les exposés des équipes, selon le nombre d'équipes.

Facilitez une discussion en plénière. Le guide suivant suggère des questions, des réponses et des commentaires afin de stimuler et d'éclairer la discussion dans le cadre de chaque sujet.

Guide de la discussion à l'attention du formateur : question 1

Quels sont les principes qui influencent la manière dont l'action humanitaire (protection et assistance) est entreprise ?

Référez-vous à la section 1 de la Charte humanitaire, principes :

- Principe 1 – Le droit de vivre dans la dignité
 - Principe 2 – La distinction entre les combattants et les non-combattants
 - Principe 3 – Le principe de non-refoulement
- La Charte humanitaire souligne également qu'en adhérant à la Charte humanitaire et aux normes minimales, les agences humanitaires s'engagent [...] à promouvoir le respect des principes humanitaires fondamentaux.

Quels sont certains des principes humanitaires fondamentaux ?

- Par exemple : les 7 principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (humanité, impartialité, neutralité, indépendance, service volontaire, unité et universalité). Les conditions de l'action humanitaire (qui doit être impartiale et indépendante) sont également mentionnées dans les Conventions de Genève de 1949 et leurs Protocoles additionnels de 1977. Nous examinerons ces aspects de plus près dans la session 3.

De plus, les 10 principes du Code de conduite pour la CR/le CR et les ONG (1994), en particulier le principe 1 – "L'impératif humanitaire", qui signifie que toutes les mesures possibles doivent être prises pour soulager la souffrance humaine.

- Est-ce que cela signifie que les agences sont tenues d'agir chaque fois qu'elles sont confrontées à la souffrance humaine ?
- Est-ce que cela signifie que les travailleurs humanitaires pris individuellement sont tenus d'agir s'ils reçoivent des informations qui empêcheront ou soulageront la souffrance humaine ?

Que signifie promouvoir ? Quel type d'action humanitaire peut-on entreprendre pour promouvoir les droits des personnes et aider ces dernières à les faire respecter ? Pouvez-vous nommer des organisations qui font de cet aspect leur principale préoccupation ? (Par exemple le CICR, l'UNHCR, MSF, Amnesty International, Human Rights Watch, etc.)

Guide de la discussion à l'attention du formateur : question 2

Est-il nécessaire que les agences humanitaires prennent en compte les rôles et les responsabilités des autres ?

-
- Référez-vous à la section 2 de la Charte humanitaire, Rôles et responsabilités.

-
- Est-ce que cela veut dire que les agences doivent travailler en plus étroite collaboration avec les gouvernements ? La Charte humanitaire stipule : "Nous reconnaissons que c'est tout d'abord grâce **aux efforts qu'elles déploient elles-mêmes** que les personnes affectées par une catastrophe ou par un conflit armé voient leurs **besoins satisfaits**". Cependant, la

Charte humanitaire reconnaît également que **“c’est aux États qu’incombent, au premier chef, la tâche et la responsabilité de fournir une assistance** lorsque la capacité de la population à faire face à la situation se trouve dépassée”.

- Sur le plan des droits des personnes, la Charte humanitaire affirme que : “Le droit international reconnaît que **les personnes affectées sont en droit d’attendre protection et assistance.**” Et que, en temps de conflit, il y a des **“obligations juridiques opposables aux États et aux belligérants ...** soit de fournir une telle assistance, soit de permettre qu’elle soit assurée ... de s’interdire tout comportement allant à l’encontre des droits fondamentaux de la personne humaine”.
- La Charte humanitaire, tout en respectant le cadre juridique de la responsabilité des civils, reconnaît que les gouvernements ne sont pas toujours en mesure de s’acquitter de leurs obligations, ce qui suppose un devoir moral pour d’autres entités d’apporter leur assistance : “Ce sont ces rôles et responsabilités majeurs qui définissent notre rôle en tant qu’agences humanitaires. La fonction que nous assumons dans le cadre des actions de secours humanitaire reflète une réalité, à savoir que ceux tenus, au premier chef, d’assumer la charge de l’assistance ne sont pas toujours capables, ou désireux, de le faire...”.
- Les ONG assument la responsabilité de “minimiser les effets néfastes de nos interventions”.
- Enfin, les ONG respectent les différents mandats d’organisations comme le CICR et l’UNHCR : “... reconnaissons et appuyons les mandats de protection et d’assistance que le droit international confère au Comité international de la Croix-Rouge et au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés...”. Ceci implique que l’action humanitaire englobe une gamme d’activités différentes qui doivent être complémentaires.

Guide de la discussion à l'attention du formateur : question 3

Envers qui les agences humanitaires sont-elles redevables ?

- Référez-vous à la section 3 de la Charte humanitaire, normes minimales. La dernière phrase comporte un message clé concernant les normes minimales : "...nous nous engageons néanmoins à nous efforcer systématiquement de les respecter et nous acceptons de rendre compte de nos actions en conséquence...".
 - Ce que cette section implique, c'est que les agences humanitaires, en collaboration avec les États bien disposés et d'autres acteurs, doivent constamment reconnaître que : "...notre responsabilité fondamentale est celle que nous assumons vis-à-vis de ceux que nous nous efforçons d'aider".
 - De plus, cette section parle de la redevabilité par rapport à nos propres efforts en vue de satisfaire les normes lors de la prestation d'une assistance aux personnes affectées par des catastrophes ; elle affirme en effet que ces personnes doivent avoir "au moins, accès à l'essentiel ... afin de satisfaire leur droit fondamental de vivre dans la dignité". Ceci étend donc nos attributions, puisque nous promettons également de continuer à "... à encourager les gouvernements et les autres parties à honorer leurs obligations...".
-

Activité 5 : Conclusion 5 min.

Effectuez un bilan de cette activité par rapport aux objectifs de l'apprentissage. Demandez à quelques participants de citer un message clé qu'ils ont tiré de cette session et qui pourrait les inciter à faire leur travail différemment.

Répondez aux questions ou commentaires éventuels qui pourraient être soulevés.

Module 2

Session 2 : Concepts fondamentaux relatifs aux droits de l'homme

Vue d'ensemble

À la fin de cette session, les participants seront capables :

- d'identifier les sources du principe 1 de la Charte humanitaire : “le droit de vivre dans la dignité” ;
- de décrire les concepts fondamentaux des droits de l'homme et de la dignité ;
- de décrire les devoirs et obligations légaux et moraux par rapport aux droits de l'homme ;
- d'examiner l'universalité des droits de l'homme et des valeurs.

Principaux messages

- La Charte humanitaire compte trois principes, qui se basent sur le droit international, et qui se réfèrent aux rôles et aux responsabilités pour les porteurs de devoirs.
- Les droits de l'homme sont universels et inclus dans le droit international des droits de l'homme, et ils imposent des devoirs aux États. Les droits de l'homme supposent également une obligation morale pour la société civile.
- Le principe 1 de la Charte humanitaire, “le droit de vivre dans la dignité”, décrit l'une des motivations premières de l'action humanitaire.

Durée ⌚ 90 minutes

Méthode Présentation / conférence / Travail en équipes - Étude de cas contextuelle / Discussion en plénière

Ressources nécessaires Ordinateur portable / projecteur de données / écran / logiciel / tableau de conférence et feutres / le manuel de Sphère

Support visuel Diapositives PowerPoint

Préparation

Document de travail : “Glossaire des termes juridiques”

Document de travail : “La Déclaration universelle des droits de l'homme (1948)”

Document de travail : “Résumé des traités de l'ONU relatifs aux droits de l'homme”

- préparez une série de cartes de couleurs différentes pour les participants à l'activité 1 ;
- photocopiez tous les documents de travail à distribuer à tous les participants ;
- familiarisez-vous avec la section du manuel de Sphère consacrée à la Charte humanitaire ;
- préparez-vous à utiliser les diapositives PowerPoint de la manière décrite dans la Première partie, section E : Guide du formateur.

Session 2 : Concepts fondamentaux relatifs aux droits de l'homme

Durée	Activité
30	1 : Introduction
35	2 : Concepts
20	3 : Présentation
5	6 : Conclusions
90	DURÉE TOTALE

Vous trouverez des copies de toutes les diapositives de ce module dans la Première partie : Guide du formateur, section E.

Activité 1 : Introduction 30 min.

☐ Projetez la diapositive titre de la session : “Session 2 : Concepts fondamentaux relatifs aux droits de l'homme”.

☐ Projetez la diapositive : “Objectifs de l'apprentissage”.

Laissez cette diapositive sur l'écran pendant que les participants arrivent.

Souhaitez la bienvenue au groupe.

Expliquez les objectifs de la session :

- identifier les sources du principe 1 de la Charte humanitaire : “le droit de vivre dans la dignité” ;
- décrire les concepts fondamentaux des droits de l'homme et de la dignité ;
- décrire les devoirs et obligations légaux et moraux par rapport aux droits de l'homme ;
- examiner l'universalité des droits de l'homme et des valeurs.

Donnez à chaque participant le document de travail : “Glossaire des termes juridiques clés”.

Expliquez que :

- il leur sera utile comme référence tout au long de cette session et pendant le reste du module.

Distribuez deux cartes de couleurs différentes à chaque participant.

Demandez-leur :

- d'imaginer qu'ils se trouvent chez eux/dans leur village/dans leur lieu d'origine (le lieu de leur citoyenneté) ;
- de passer deux minutes à réfléchir à cet endroit, à leur famille, aux paysages, aux écoles et à la communauté au sein de laquelle ils vivent ;
- d'écrire sur une carte de couleur une valeur faisant partie intégrante de leur culture ;
- d'écrire sur une autre carte de couleur un droit qui fait partie intégrante de leur culture.

Demandez-leur :

- de disposer les cartes sur deux feuilles de tableau de conférence ou deux murs opposés ;
- d'intituler une feuille ou mur “valeurs” et l'autre “droits”.

 Prévoyez un maximum de 5 minutes.

Rassemblez le groupe.

Lisez les valeurs et les droits et demandez des éclaircissements au besoin.

Déplacez toutes les cartes qui ne se trouvent pas sur le bon tableau ou mur.

Demandez :


- “Est-ce que quelqu’un voit des valeurs reflétées dans les droits ?”

Par exemple :

- la valeur du respect se reflète dans le droit de vivre dans la dignité ;
- la valeur de l’apprentissage se reflète dans le droit à l’éducation.

Expliquez que :

- les droits de l’homme qui sont sauvegardés dans le droit international des droits de l’homme sont le reflet de valeurs universelles.

 Prévoyez un maximum de 5 minutes.

Remarque à l’attention du formateur :

N’entrez pas dans une discussion sur la religion ou la coutume, car ce n’est pas de cela qu’il s’agit. L’accent doit être mis sur les droits de l’homme comme une expression de valeurs et sur la mesure dans laquelle les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l’homme fournissent un outil pour leur mise en application en indiquant qui a des devoirs.

Donnez à chaque participant les documents de travail suivants :

- La Déclaration universelle des droits de l’homme (1948)
- Résumé des traités des Nations Unies relatifs aux droits de l’homme

Demandez aux participants de :

- lire les deux documents.

 Prévoyez 10 minutes.

Demandez :

- “Avez-vous trouvé ces documents faciles à comprendre ?”

Expliquez que :

- bien que les travailleurs humanitaires ne soient pas censés être juristes, il est important qu’ils connaissent bien les instruments juridiques pertinents ;
- les valeurs qui influencent ces droits proviennent de nombreuses cultures différentes.


Demandez :

- “Est-ce que quelqu’un voit les droits figurant sur le tableau de conférence reflétés dans ce document ?”

Si quelqu’un réagit, demandez-lui de lire l’article à voix haute.

Demandez :

- “Est-ce qu’il y en a parmi vous qui ne sont pas d’accord avec les articles figurant dans ces documents ?”

 Prévoyez 10 minutes.

Remarque à l’attention du formateur :

L’un des buts de cet exercice est de donner aux participants l’occasion de lire vraiment une partie du texte juridique, pour qu’ils voient qu’il est accessible aux non-spécialistes.

Activité 2 : Concepts

35 min.

Demandez aux participants de :

- travailler en petites équipes ;
- sélectionner cinq droits sur les cartes préparées plus tôt par le groupe ;
- répondre aux questions figurant sur la diapositive.

☐ Projetez la diapositive : “Tâche : Concepts”

Guide de la discussion à l’attention des formateurs

Question	Conseils
1 : D’où viennent les droits de l’homme ?	Nous avons des droits de l’homme parce que nous sommes humains ; personne ne peut nous les donner et personne ne peut nous les enlever – mais ils peuvent être violés
2 : Qui jouit des droits de l’homme ?	Tout le monde. Les droits de l’homme sont universels et s’appliquent à chacun.
3 : Qui peut violer les droits de l’homme ?	N’importe qui peut violer les droits des êtres humains. Les États ont le devoir, aux termes du droit international, de faire respecter les droits de l’homme et nous avons tous la responsabilité de respecter les droits des autres.
4. Combien de nourriture représente le droit de l’homme à la nourriture ?	Un droit de l’homme suppose une certaine norme à respecter, le droit de vivre dans la dignité. Les droits de l’homme garantissent plus que la survie, ils identifient les normes minimales à satisfaire pour vivre dans la dignité. Les normes minimales de Sphère cherchent à quantifier et à qualifier ce droit, tout au moins dans les situations de catastrophes.
5. À qui incombe la responsabilité de veiller à ce que les personnes obtiennent leurs droits ?	Les États et les parties en conflit ont des responsabilités légales aux termes du droit international, bien que nous ayons tous le devoir moral de respecter les droits des autres.
6. Que signifie être un citoyen ?	Vous avez des droits et des obligations morales aux termes du droit national du pays en question.



Prévoyez un maximum de 15 minutes pour que les équipes discutent.

Rassemblez le groupe.

Expliquez que :

- il n’y a pas forcément de réponses “correctes” ou “incorrectes” à certaines des questions ;
- il s’agit d’un sujet qui soulève les passions ;
- cette partie de l’exercice donne une occasion de discuter de certains des concepts, d’exprimer des vues et de clarifier les concepts.

Menez une discussion en plénière sur les questions clés, en inscrivant les points importants sur le tableau de conférence.

Expliquez que :

- il est essentiel de faire la distinction entre les obligations “juridiques” et “morales” ;

- les droits de l'homme, lorsqu'ils sont liés au droit international des droits de l'homme, entraînent un devoir correspondant pour l'État de protéger ces droits de l'homme au travers de structures, de services et de mécanismes de mise en application nationaux ;
- ceci signifie qu'"un droit à/de" (faire) quelque chose signifie toujours qu'un État a le "devoir de protéger ce droit" ;
- cependant, nous avons tous des obligations morales d'aider les personnes à jouir de leurs droits de l'homme en vertu du fait que nous faisons partie de la société civile.

Activité 3 : Présentation

20 min.

☐ Projetez la diapositive : "La Charte humanitaire".

Expliquez la structure de la Charte humanitaire :

- la raison d'être
- les principes
- les rôles et responsabilités
- la redevabilité
- le lien avec le Code de conduite
- sources

Expliquez que :

- bien que de nombreuses personnes se concentrent sur les trois principes, les cinq pages de la Charte humanitaire doivent être lues ensemble, car elles sont toutes interdépendantes ;
- par exemple, il ne sert à rien de proclamer que les personnes ont le droit de vivre dans la dignité si les responsabilités qui accompagnent ce droit ne sont pas elles aussi prises en compte.



Prévoyez 3 minutes.



Projetez la diapositive : "La raison d'être"

Expliquez que :

- la Charte humanitaire affirme que les personnes affectées par une catastrophe jouissent du droit à ce que leurs besoins les plus fondamentaux soient satisfaits en vue du maintien de la vie et de la dignité ;
- les normes minimales décrivent ce que peuvent être ces besoins fondamentaux et comment ils peuvent assurer la dignité ;
- ainsi, la Charte humanitaire reflète une motivation pour l'action humanitaire, dans le cadre de laquelle on peut maintenir la vie dans la dignité et protéger les droits.



Prévoyez 3 minutes.



Projetez la diapositive : "Les principes".

Expliquez que :


- les trois principes de la Charte humanitaire se concentrent sur les motivations pour l'action humanitaire ;
- la Charte humanitaire s'aligne également sur les principes guidant l'action humanitaire exposés dans le Code de conduite pour la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge et pour les ONG.

INFORMATION À L'APPUI

Sur la diapositive figure l'extrait suivant :

Les principes

“Nous réaffirmons notre foi en l’impératif humanitaire et en sa primauté... Nous agissons conformément aux principes d’humanité et d’impartialité, ainsi qu’aux autres principes énoncés dans le Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les organisations non gouvernementales lors des opérations de secours en cas de catastrophe”

 Prévoyez 3 minutes.

☐ Projetez la diapositive : “Le droit de vivre dans la dignité”.

Demandez à un participant de lire cette diapositive à haute voix.

INFORMATION À L’APPUI


Sur la diapositive figure l’extrait suivant

Le droit de vivre dans la dignité

“Nous estimons que le droit à la vie, pour tout individu, s’accompagne à la fois du droit à ce que des mesures soient prises pour préserver sa vie si elle est menacée et de l’obligation parallèle, pour les autres, de prendre de telles mesures. Cela signifie implicitement qu’il existe une obligation de ne pas refuser ou gêner la fourniture de l’assistance destinée à sauver des vies humaines.”

Expliquez que :

- les devoirs exposés sur cette diapositive décrivent tant les responsabilités morales des travailleurs humanitaires que les obligations juridiques des États ;
- le principe 1 (le droit de vivre dans la dignité) fournit un argument irréfutable pour le “quoi” et le “comment” de l’action humanitaire.

 Prévoyez 2 minutes.

☐ Projetez la diapositive : “Combien de nourriture ?”

Expliquez que :

- le droit de vivre dans la dignité n’est pas seulement une idée abstraite. Il impose en fait un devoir moral au secteur humanitaire ;
- comme dans l’exemple affiché à l’écran, les normes minimales et les indicateurs clés de Sphère sont l’un des moyens dont nous disposons pour clarifier la manière de nous acquitter de notre devoir en donnant des lignes directrices techniques claires pour la satisfaction des besoins fondamentaux.

 Prévoyez 2 minutes.

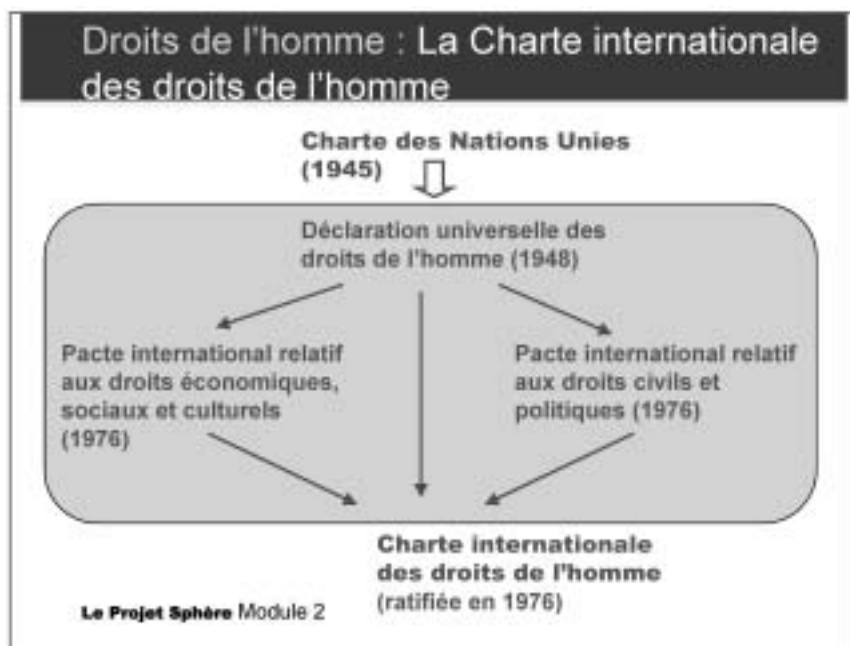
☐ Projetez la diapositive : “La Déclaration universelle des droits de l’homme”

Expliquez que :

- bien que ce document soit une déclaration et ne revête pas force obligatoire, il est important de souligner la place de la DUDH dans le droit international ;
- on l’appelle souvent le “document fondateur”, ce parce qu’il influence de nombreux autres pactes et conventions sur les droits de l’homme ;
- il expose dans leurs grands traits quelques principes fondamentaux du droit, y compris l’égalité et la non-discrimination et la responsabilité de la société civile de maintenir l’ordre social et international.

 Prévoyez 2 minutes.

☐ Projetez la diapositive : “Droits de l’homme : la Charte internationale des droits de l’homme”.



Expliquez que la Charte internationale des droits de l'homme englobe les documents suivants :

- la Déclaration universelle des droits de l'homme ;
- le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;
- le Pacte international relatif aux droits économiques et culturels.

Expliquez que :

- les préambules des deux pactes rappellent l'obligation des États de promouvoir les droits de l'homme et rappellent à l'individu sa responsabilité de faire son possible pour obtenir la promotion et l'observation de ces droits.

⌚ Prévoyez 1 minute.

☐ Projetez la diapositive : "Autres traités relatifs aux droits de l'homme".

Annoncez :

- voici quelques exemples des nombreuses conventions relatives aux droits de l'homme.

Posez les questions suivantes :

- "Avez-vous une expérience d'un traité particulier ou avez-vous travaillé avec un traité particulier ?"
- "Pouvez-vous donner des exemples ?"

INFORMATION À L'APPUI

Les conventions figurant sur la diapositive sont :

La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (1948)

La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1965)

La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984)

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979)

La Convention relative aux droits de l'enfant (1989)

 Prévoyez un maximum de 3 minutes.

Activité 4 : Conclusion

5 min.

Demandez aux participants de :

- travailler dans les mêmes équipes que précédemment (durant l'activité 2).

Donnez à chaque équipe un des termes suivants :

- citoyenneté
- principes
- droits de l'homme
- devoir
- société civile
- États

Demandez-leur de :

- parler à tour de rôle de leur concept pendant 60 secondes au maximum.

Module 2 Session 2

Glossaire des termes juridiques

Document de travail (4 pages)

Termes généraux :

Le **DROIT** est un système de règles qui ordonne les rapports sociaux, en établissant des modalités de règlement des différends avec autorité. Les **LOIS** sont des règles qui régissent la conduite ou l'action ou qui sont formellement reconnues comme revêtant force obligatoire ou pouvant être mises en application par un organisme de contrôle.

La **PRIMAUTÉ DU DROIT** fait obligation à l'État de fournir des garanties juridiques qui consacrent les droits de nature à défendre la dignité de la personne humaine.

Les **BESOINS** sont les choses (matérielles, affectives ou spirituelles) dont on doit disposer pour vivre sa vie de manière satisfaisante. *Le logement, la santé et la sécurité alimentaire constituent des besoins fondamentaux.*

Un **DROIT** est l'affirmation selon laquelle l'on doit être traité de manière juste, moralement acceptable ou légale ou disposer des choses nécessaires à la vie. Au sens plus large, le droit englobe les revendications, les libertés, les privilèges et les pouvoirs.

La **DIGNITÉ HUMAINE** implique la capacité d'arrêter ses propres choix, de manière délibérée et, par conséquent, le fait d'être reconnu comme un sujet libre. Elle ramène à l'idée d'intégrité de la personne et est dite source de tous les droits de l'homme.

Les **DROITS DE L'HOMME** sont les droits qui reviennent à chaque être humain et dont il est autorisé à jouir du simple fait qu'il est une personne. Ces droits définissent les conditions minimales de vie dans le respect de la dignité humaine qui s'appliquent à chacun d'entre nous.

La **DÉMOCRATIE** peut se définir comme un mode de gouvernement fondé sur le respect de tous les êtres humains, qui encourage le dialogue et exige la participation des personnes à tous les échelons de la société civile. La théorie politique contemporaine la caractérise souvent par la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, ainsi que par des élections libres.

D'ordinaire, l'expression **SOCIÉTÉ CIVILE** sert à qualifier une société qui a un tissu riche d'associations, de réseaux et d'autres organes non gouvernementaux, qui se trouve entre le secteur privé des personnes et le secteur public de l'État. C'est par l'entremise de la société civile que des convictions personnelles, des valeurs et des idées plus larges gagnent le cercle des institutions publiques.

La **CITOYENNETÉ** est le fait d'être membre d'une communauté de même droit dans les limites d'un territoire donné. De nos jours, il y a quatre grands moyens, généralement, de devenir citoyen d'un État, selon les lois dudit État :

- naître au sein des frontières dudit État ;
- avoir un parent citoyen ;
- épouser un ressortissant ;
- demander à être *naturalisé*. Par voie de naturalisation, un non-ressortissant ou étranger acquiert la citoyenneté du pays.

La citoyenneté fixe les droits et les obligations d'un individu donné envers un État donné.

Le **GENRE (ou la PROBLÉMATIQUE HOMME-FEMME)** fait référence aux rôles et aux attributs donnés aux femmes et aux hommes dans une culture ou une société donnée. Ces rôles et ces attributs ne sont pas innés ; ils sont les produits d'une société. À ce titre, ils peuvent évoluer au fil du temps et varient d'une culture et d'une société à une autre. À l'opposé, le **SEXE** renvoie à des caractéristiques propres aux hommes et aux femmes qui sont d'ordre biologique et, généralement, difficiles à changer.

Les **RÔLES LIÉS AU GENRE** (ou attribués à chacun des sexes) sont les rôles qu'une culture ou société particulière confère aux hommes et aux femmes.

Les **RELATIONS LIÉES AU GENRE** (ou entre les sexes) font référence aux rapports sociaux qu'entretiennent hommes et femmes. Elles trouvent leurs racines dans la société considérée et sont fonction de la religion, de la classe sociale, de la caste, de l'ethnicité et de la nationalité. Les relations entre les sexes ne sont pas fixes. En général, elles s'articulent autour de rapports de pouvoir entre hommes et femmes.

Termes humanitaires :

REDEVABILITÉ – La capacité, pour une agence d'aide humanitaire, de prouver que ses programmes respectent des normes convenues et transparentes, de viser des objectifs clairs et d'expliquer les résultats atteints à la lumière de facteurs contextuels.

Les **PRINCIPES** sont les règles, les valeurs ou les normes qui éclairent la conduite et les actes des personnes. Les principes juridiques éclairent, eux, le contenu, les procédures et les institutions relatifs à un corps de lois donné.

HUMANITÉ – Les visées de ce principe de l'action humanitaire sont de prévenir et de soulager les souffrances humaines où qu'elles se produisent. Ses buts sont de protéger la vie et le bien-être des personnes et de veiller à ce que l'être humain soit respecté.

NEUTRALITÉ – Traditionnellement, les agences de secours sont considérées comme apolitiques au sens strict, se gardant de prendre parti dans un conflit ou d'être influencées par les priorités politiques des bailleurs de fonds. Ce principe de l'action humanitaire est essentiel pour gagner la confiance et, ce faisant, l'accès aux populations en danger.

IMPARTIALITÉ – Au titre de ce principe, toutes les parties à un conflit doivent être secourues sans distinction aucune, notamment d'âge, de sexe, de credo, de nationalité ou autre.

PROTECTION – Toutes les tâches dont le but est d'aboutir au respect plein et entier des droits de la personne, conformément à la lettre et à l'esprit des organes de loi compétents.

DISCRIMINATION – L'acte ou la pratique de traiter différemment des personnes ou des groupes en raison de certaines hypothèses, ou de certains stéréotypes ou préjugés.

ÉGALITÉ – Le principe selon lequel tous les êtres humains sont égaux devant la loi, bénéficient de droits et sont sujets à des obligations. Dans la pratique de l'aide humanitaire, cela signifie que tous les êtres humains ont droit aux secours et méritent, à égalité, une assistance humanitaire.

UNIVERSALITÉ – Les droits de l'homme sont dits universels en ce sens qu'ils appartiennent à tous les êtres humains, à tous les peuples, en tous lieux.

Termes juridiques :

Un **TRAITÉ** (qui peut s'appeler aussi **CONVENTION** ou **PACTE**) est un accord officiel signé par deux (accord bilatéral) ou plusieurs (accord multilatéral) États. Il entraîne des obligations juridiques ainsi que des droits entre les États qui y sont parties. Dans certains cas, un traité donne naissance à des droits au profit des personnes en créant des obligations que les États sont tenus d'honorer. Les pays sont censés adopter une législation et des règles intérieures afin de mettre à exécution les normes applicables relatives aux droits de l'homme.

Un **PROTOCOLE** est un accord qui vient compléter une convention ou un traité international et qui a la même force juridique que le document initial auquel il est rattaché.

La **RATIFICATION** est le fait qu'un organe compétent approuve officiellement une convention ou un traité international. Elle garantit l'engagement de l'État à respecter l'instrument juridique en question.

Le **DROIT COUTUMIER** est l'un des principaux éléments ou sources du droit international humanitaire (DIH). Il est le résultat d'une pratique généralisée et constante par des États que ces derniers suivent à partir d'un sentiment d'obligation légale. Le sens le plus évident d'une norme – un principe ou une règle – de caractère coutumier est qu'elle a force obligatoire pour les États qui ne sont pas parties au traité dans lequel la norme est réaffirmée.

La **SOUVERAINETÉ NATIONALE** comprend deux grands volets qui sont : a) **la souveraineté sur le territoire** (soit le contrôle exclusif qu'exerce l'État sur son domaine physique) et b) **la souveraineté sur les personnes** (soit le contrôle exclusif de l'État sur ses propres sujets ou citoyens, à l'intérieur ou à l'extérieur de son domaine).

COMPÉTENCE UNIVERSELLE – La compétence est le pouvoir dont dispose un organe officiel (une Cour de justice, par exemple) d'arrêter des décisions [juridiques] et d'y donner suite. Le fondement de compétence le plus courant est d'ordre *territorial* (c'est dire qu'interviennent les tribunaux du lieu où l'acte délictueux a eu lieu), mais certains régimes juridiques reconnaissent également la compétence fondée sur la nationalité.

Dans certaines circonstances, le droit international autorise aussi un État à exercer sa compétence criminelle compte tenu d'autres facteurs. Dans certains cas, *les tribunaux de n'importe quel État sont en droit de juger un individu*. C'est ce que l'on appelle la *compétence universelle*. En octobre 1998, le général Pinochet, ancien dictateur du Chili, a été arrêté par les autorités britanniques à la demande d'un procureur espagnol. Seuls les délits les plus graves sont sujets à compétence universelle, notamment les infractions majeures aux lois de la guerre, les crimes contre l'humanité, la torture, le génocide et l'inobservation des dispositions de l'article 3 commun aux conventions de Genève.

IMPUNITÉ – Faute de mécanisme coercitif probant, qui, à l'échelle mondiale, viendrait appuyer le cadre international de défense des droits de l'homme, les contrevenants aux droits de l'homme ou au droit international humanitaire peuvent agir sans crainte d'être sanctionnés.

Le **DROIT INTERNATIONAL** est le corps de règles qui régit la conduite entre États.

Le DROIT/ La LÉGISLATION des DROITS DE L'HOMME – n'importe quel texte de loi que l'on peut invoquer dans le but de promouvoir ou de défendre les droits de la personne humaine. Il prend, principalement, trois formes :

- a) la *Constitution* d'un État ;
- b) les *traités* entre États ;
- c) le *droit coutumier international*.

Les sources fondamentales du droit international sur les droits de l'homme sont la Charte des Nations unies et la Charte internationale des droits de l'homme.

La **CHARTE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME** regroupe la *Déclaration universelle des droits de l'homme* et le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, ainsi que le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*.

Le **DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE** est le corps de lois et de principes qui régit la menée d'une guerre. Il vise également à sauver les vies humaines et à soulager les souffrances des combattants et des non-combattants dans le courant d'un conflit armé. Ses documents juridiques principaux sont les Conventions de Genève de 1949, ainsi que ses Protocoles additionnels.

Le **PRINCIPE DE PROPORTIONNALITÉ** se retrouve dans presque tous les régimes de loi nationaux et est sous-jacent à l'ordre juridique international. En vertu de ce principe, le droit international humanitaire interdit les attaques qui entraînent la perte de vies ou des blessures aux civils ou endommagent des biens civils, ce de façon disproportionnée et excessive par rapport à l'avantage militaire prévu.

CRIMES DE GUERRE – Infractions aux lois de la guerre – ou au droit international humanitaire – qui engagent la responsabilité du coupable au pénal.

En vertu du droit international, le **GÉNOCIDE** est un crime, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre. La convention de 1948 (pour la prévention et la répression du crime de génocide) le définit comme "*l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel* :

- meurtre de membres du groupe ;
- atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;
- soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;
- mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;
- transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe."

Les **RÉFUGIÉS** sont des personnes qui ont quitté leur pays d'origine par crainte de perdre leur vie ou leur liberté en restant. Contrairement aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (qui restent dans les limites du territoire national), les réfugiés sont contraints de franchir une frontière internationale. Ces personnes sont protégées par la Convention relative au statut des réfugiés de 1951.

Le **PRINCIPE DE NON-REFOULEMENT** : En droit international relatif aux réfugiés, l'obligation suprême des États vis-à-vis des réfugiés a trait au principe de *non-refoulement*. Il s'ensuit que les États ne sont pas en droit de renvoyer des réfugiés à destination d'un territoire où leur vie ou liberté se trouveraient menacées.

Une **PERSONNE DÉPLACÉE A L'INTÉRIEUR DE SON PAYS** est quelqu'un qui a quitté son foyer en raison de la survenue d'un conflit armé, de troubles internes ou d'une catastrophe naturelle mais qui n'a pas franchi les frontières du pays dans lequel elle réside.

Une **DÉCLARATION** est un document officiel signé par des États qui exprime leur accord au sujet de buts, d'objectifs et de principes donnés. Le contenu de cette déclaration implique une obligation morale mais ne revêt pas force obligatoire.

Module 2 : Session 2

LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME (1948)

Document de travail (2 pages)

Extraits - Cf. www.unhchr.ch/udhr/lang.frn.htm pour le texte intégral

Le 10 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations unies proclamait et adoptait la Déclaration universelle des droits de l'homme.

PRÉAMBULE

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme,

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression,

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations,

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Considérant que les États Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement,

L'ASSEMBLEE GENERALE proclame la PRESENTE DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des États membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction .

ARTICLES DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

- Article 1.** Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.
- Article 2.** Tous les droits suivants sont appliqués sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation .
- Article 3.** Droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne .
- Article 4.** Droit ne pas être tenu en esclavage .
- Article 5.** Droit de ne pas être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants .
- Article 6.** Droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique .
- Article 7.** Droit à être égal devant la loi .
- Article 8.** Droit à un recours effectif ... contre les actes violant les droits fondamentaux... .
- Article 9.** Droit de ne pas être arbitrairement arrêté, détenu, [ou] exilé .
- Article 10.** Droit ... à ce que sa cause soit entendue équitablement ... par un tribunal
- Article 11.** Présomption d'innocence jusqu'à ce que la culpabilité ait été légalement établie
- Article 12.** Droit de ne pas faire l'objet d'immixtions arbitraires dans la vie privée ... ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation
- Article 13.** Droit de circuler librement ... de quitter tout pays ... et de revenir dans son pays .
- Article 14.** Devant la persécution ... le droit de chercher asile
- Article 15.** Droit à une nationalité .
- Article 16.** Droit de se marier et de fonder une famille .
- Article 17.** Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété .
- Article 18.** Droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ...
- Article 19.** Droit à la liberté d'opinion et d'expression
- Article 20.** Droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques
- Article 21.** Droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays
- Article 22.** Droit à la sécurité sociale ; [toute personne] est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.
- Article 23.** Droit au travail, ... à des conditions équitables ... de travail ... à un salaire égal pour un travail égal
- Article 24.** Droit au repos et aux loisirs
- Article 25.** Droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux.
- Article 26.** Droit à l'éducation.
- Article 27.** Droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté.
- Article 28.** Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.
- Article 29.** L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seul le libre et plein développement de sa personnalité est possible ...

Module 2 : Session 2

Résumé des traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme

Document de travail (4 pages)

Contenu

- Déclaration universelle des droits de l'homme
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques
- Protocole facultatif du Pacte relatif aux droits civils et politiques
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
- Convention contre la torture
- Convention contre le génocide
- Les Conventions de Genève
- Convention relative aux droits de l'enfant
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- Charte des Nations Unies

Déclaration universelle des droits de l'homme

La DUDH est la première déclaration internationale à avoir utilisé l'expression "droits de l'homme" et elle a été adoptée par le mouvement des droits de l'homme comme une charte. Elle est courte et vaut la peine d'être lue dans son intégralité – un résumé serait à peu près aussi long que le document lui-même.

Pacte relatif aux droits civils et politiques

Ce pacte décrit en détail les droits civils et politiques fondamentaux des personnes et des nations. Parmi les droits des nations figurent :

- le droit d'autodétermination ;
- le droit de posséder, d'échanger et de disposer librement de leurs richesses, et de ne pas être privées de leurs moyens de subsistance.

Parmi les droits des personnes figurent :

- le droit à un recours utile lorsque leurs droits ont été violés, alors même que le responsable aurait agi dans l'exercice de ses fonctions officielles ;
- le droit à la vie ;
- le droit à la liberté de mouvement ;
- le droit à l'égalité aux yeux de la loi ;
- le droit à être présumées innocentes jusqu'à ce que leur culpabilité ait été légalement établie ;
- le droit d'appeler d'une condamnation ;

- le droit à être reconnu comme une personne aux yeux de la loi ;
- le droit à l'intimité et à la protection de cette intimité par la loi ;
- la liberté de pensée, de conscience et de religion ;
- la liberté d'opinion et d'expression ;
- la liberté d'assemblée et d'association ;
- Le pacte interdit la torture et les traitements inhumains ou dégradants, l'esclavage ou la servitude involontaire, les arrestations et la détention arbitraires et l'emprisonnement des débiteurs. Il interdit la propagande incitant à la guerre ou la haine basée sur la race, la religion, l'origine nationale ou la langue.
- Il stipule le droit des personnes à choisir librement celui ou celle qu'elles épouseront et à fonder une famille et requiert que les devoirs et les obligations du mariage et de la famille soient partagées de manière égale entre les partenaires. Il garantit les droits des enfants et interdit la discrimination basée sur la race, le sexe, la couleur de peau, l'origine nationale ou la langue.
- Il restreint également la peine de mort aux crimes les plus graves, garantit aux personnes condamnées le droit de solliciter une commutation de peine et interdit formellement l'application de la peine de mort aux personnes de moins de 18 ans.
- Le pacte permet aux gouvernements de suspendre temporairement certains de ces droits dans les seuls cas d'urgence civile et énumère les droits qui ne peuvent être suspendus pour une raison quelconque. Il établit également la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.
- Après presque deux décennies de négociations et de réécriture, le texte du Pacte universel relatif aux droits civils et politiques a été convenu en 1966. En 1976, après avoir été ratifié par les 35 États requis, il a intégré le droit international.

Protocole facultatif du Pacte relatif aux droits civils et politiques

Ce protocole vient consolider la force juridique du Pacte relatif aux droits civils et politiques en permettant à la Commission des droits de l'homme d'enquêter sur les plaintes relatives à des violations des droits de l'homme émanant de ressortissants de pays signataires et de juger ces plaintes.

Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Ce pacte décrit les droits économiques, sociaux et culturels fondamentaux des personnes et des nations, y compris le droit à :

- l'autodétermination ;
- des salaires suffisant à assurer un niveau de vie minimal ;
- un salaire égal pour un travail égal ;
- des possibilités égales de promotion ;
- la formation de syndicats ;
- faire grève ;
- des congés de maternité payés ou compensés par d'autres moyens ;
- une éducation primaire gratuite et une éducation accessible à tous les niveaux ;
- la protection de la propriété intellectuelle (droits d'auteur, brevets, marques) ;
- De plus, cette convention interdit l'exploitation des enfants et exige de toutes les nations qu'elles coopèrent pour éliminer la faim dans le monde. Chaque nation ayant ratifié ce pacte est censée présenter des rapports annuels sur ses progrès dans le sens de la réalisation de ces droits au Secrétaire général, lequel est chargé d'en transmettre copie au Conseil économique et social.

Le texte de ce pacte a été parachevé en 1966 en même temps que celui du Pacte relatif aux droits civils et politiques.

La Convention contre le génocide

- Cette convention interdit les actes commis dans l'intention de détruire, en totalité ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux. Il déclare que le génocide est un crime aux termes du droit international, qu'il soit commis en temps de guerre ou en temps de paix, et il oblige tous les signataires de la convention à prendre des mesures pour empêcher et punir tout acte de génocide commis sur le territoire sous leur juridiction. La convention interdit de tuer des membres de n'importe quel groupe racial, ethnique, national ou religieux au motif de leur appartenance à ce groupe, d'infliger aux membres de ce groupe des conditions d'existence visant à les détruire, d'imposer des mesures destinées à entraver les naissances au sein du groupe et d'enlever les enfants des membres du groupe pour les transférer à un autre groupe.
- Il déclare illégaux le génocide lui-même, l'entente en vue de commettre le génocide ou l'incitation à commettre le génocide, les tentatives de commettre un génocide ou la complicité dans le génocide. Les personnes ayant commis ces actes en seront tenues responsables, qu'elles aient agi à titre officiel ou individuel. Les signataires de la convention sont tenus de mettre en application des mesures législatives appropriées pour rendre les actes désignés dans l'article 3 illégaux aux termes de leur droit national et de prévoir des sanctions pénales appropriées frappant les personnes coupables.
- Les personnes soupçonnées de génocide peuvent être traduites devant un tribunal national compétent de l'État sur le territoire duquel les actes ont été commis ou bien par un tribunal correctement constitué dont la juridiction est reconnue par l'État ou les États concernés. Pour ce qui est de l'extradition, une allégation de génocide ne peut pas être considérée comme un crime politique et les États s'engagent à accorder l'extradition des suspects conformément aux lois et traités nationaux. Tout État partie à la convention peut également saisir les organes des Nations Unies pour qu'ils empêchent ou punissent des actes de génocide.
- Le reste de la convention précise les procédures à suivre pour la résolution des différends entre les nations sur la question de savoir si un acte ou des actes spécifiques constitue(nt) un génocide et il indique les procédures à suivre pour ratifier la convention.

La Convention contre la torture

- Cette convention interdit la torture quelles que soient les circonstances et établit le Comité des Nations Unies contre la torture. En particulier, elle définit la torture, demande aux États de prendre des mesures législatives et autres mesures efficaces pour empêcher la torture, déclare que ni un état d'urgence quelconque, ni d'autres menaces externes, ni des ordres donnés par un responsable ou une autorité supérieur(e) ne peuvent être invoqués pour justifier la torture. Elle interdit aux pays de renvoyer un réfugié dans son pays s'il y a des motifs sérieux de croire qu'il/elle risque d'être soumis(e) à la torture et elle demande aux pays d'accueil de prendre en compte les antécédents de droits de l'homme du pays d'origine de la personne au moment de prendre cette décision.
- La Convention contre la torture demande aux États de rendre la torture illégale et de prévoir des peines appropriées pour ceux qui la commettent. Elle exige des États qu'ils établissent leur compétence lorsque des actes de torture sont commis dans tout territoire sous leur juridiction, soit d'enquêter et de poursuivre eux-mêmes les coupables, soit, dans le cadre d'une demande formelle, d'extrader les suspects pour qu'ils soient jugés devant une autre cour compétente. Elle exige également des États qu'ils coopèrent avec tout procès civil lancé contre des personnes accusées de torture.

- Tout État est tenu de dispenser une formation sur la prévention de la torture au personnel civil ou militaire chargé de l'application des lois, d'exercer une surveillance sur ses méthodes d'interrogation et d'enquêter rapidement sur toute allégation selon laquelle ses fonctionnaires ont commis des actes de torture dans le cadre de leurs fonctions officielles. Il doit veiller à ce que toute personne qui prétend avoir été torturée ait la possibilité de porter plainte officiellement pour qu'une enquête puisse être menée et, si la plainte est fondée, d'être indemnisée, y compris traitement médical complet et paiements aux ayants droit si la victime est morte des suites des tortures. La Convention interdit aux États d'admettre comme preuve dans un procès toute confession ou déclaration faite durant ou suite à des tortures. Elle interdit également les activités qui ne sont pas aussi graves que des tortures mais qui constituent des traitements cruels ou dégradants.
- La deuxième partie de la convention établit le Comité contre la torture et énonce les règles relatives à ses membres et ses activités.
- Cette convention a été adoptée et ouverte à la ratification en février 1985. À cette époque, vingt nations l'ont signée et cinq autres l'ont fait dans le mois suivant. À l'heure actuelle ce sont soixante-cinq nations qui ont ratifié la Convention contre la torture et seize autres qui l'ont signée mais pas encore ratifiée.

Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

- Cette convention interdit la discrimination à l'égard des femmes. La copie de la Convention sur les femmes actuellement accessible au travers de cette page est un document HTML entièrement indexé.

Convention relative aux droits de l'enfant

- Cette convention interdit la discrimination à l'égard des enfants et comporte des dispositions pour la protection et les droits spéciaux appropriés pour les mineurs. La copie de la Convention relative aux droits de l'enfant actuellement accessible au travers de cette page est un document HTML entièrement indexé.

Charte des Nations Unies

- La Charte des Nations Unies comporte des dispositions importantes relatives aux droits de l'homme, en plus du cadre pour l'organisation dans son ensemble. Il s'agit d'une version HTML de la charte entièrement indexée.

Créé le 8 juillet 1994 / Dernières révisions 25 janvier 1997.

Module 2

Session 3 : Le cadre juridique international

Vue d'ensemble

À la fin de cette session, les participants seront capables :

- d'identifier la source, dans la Charte humanitaire, du principe 2, "la distinction entre les combattants et les non-combattants", et du principe 3, "le droit au non-refoulement" ;
- de décrire les principes fondamentaux et la portée du droit international humanitaire ;
- de décrire les devoirs et obligations juridiques des États en ce qui concerne la protection des civils et la prestation d'une assistance ;
- d'examiner le droit relatif au statut des réfugiés et des IDP.

Principaux messages.

- La Charte humanitaire compte trois principes, qui se basent sur le droit international, et qui laissent entendre des rôles et des responsabilités pour les porteurs de devoirs.
- Les droits de l'homme sont universels et sauvegardés dans le droit international des droits de l'homme, et ils imposent des devoirs aux États. Les droits de l'homme supposent également une obligation morale pour la société civile.
- Le principe 1 de la Charte humanitaire, "le droit de vivre dans la dignité", décrit l'une des motivations premières de l'action humanitaire.

Durée ⌚ Environ 90 minutes, selon l'expérience du groupe

Méthode Présentation / Exercice à deux / Discussion en plénière

Ressources nécessaires Ordinateur portable / projecteur de données / écran / tableau de conférence et feutres

Support visuel Diapositives PowerPoint

Préparation

Document de travail : Extraits des conventions de Genève (1949)

Document de travail : Articles des conventions de Genève et des Protocoles additionnels relatifs aux secours (non médicaux) apportés aux personnes civiles

Document de travail : Sources de la Charte humanitaire

Document de travail : Extraits de la Convention sur les réfugiés (1951)

Les principes directeurs relatifs aux IDP (prospectus disponible auprès de l'OCHA ou à télécharger du web)

- Photocopiez chacun des documents de travail pour les distribuer à tous les participants.
- Familiarisez-vous avec la section du manuel de Sphère consacrée à la Charte humanitaire.
- Préparez-vous à utiliser les diapositives PowerPoint de la manière décrite dans la Première partie, section E, Guide du formateur.

Session 3 : Le cadre juridique international

Durée	Activité
5	1 : Introduction
20	2 : Travail à deux (DIH)
20	3 : Présentation (DIH)
20	4 : Travail à deux (droit des réfugiés et principes généraux pour les IDP)
20	5 : Présentation (droit des réfugiés et principes généraux pour les IDP)
5	6 : Conclusions
90	DURÉE TOTALE

Vous trouverez des copies de toutes les diapositives de ce module dans la section PowerPoint à la fin de la Première partie : Guide du formateur.

Activité 1 : Introduction

5 min.

☐ Projetez les diapositives : “Session 3 : Le cadre juridique international” et “Objectifs de l'apprentissage”.

Expliquez les objectifs de la session :

- identifier la source, dans la Charte humanitaire, du principe 2, “la distinction entre les combattants et les non-combattants”, et du principe 3, “le droit au non-refoulement” ;
- décrire les principes fondamentaux et la portée du droit international humanitaire ;
- décrire les devoirs et obligations juridiques des États en ce qui concerne la protection des civils et la prestation d’une assistance ;
- examiner le droit relatif au statut des réfugiés et des IDP.

Expliquez que :

- le premier principe de la Charte humanitaire, “le droit de vivre dans la dignité”, a été examiné durant la session 2 ;
- la session 3 a pour but d’explorer les deuxième et troisième principes.

Activité 2 : Travail à deux (DIH)

20 min.

Demandez aux participants :

- de travailler à deux ;
- d’imaginer qu’ils sont à nouveau à l’endroit où ils ont grandi.

Demandez-leur :

- d’imaginer à présent que leur maison est attaquée par une force agressive.

Les participants demanderont peut-être à connaître les détails du conflit, par exemple s’il s’agit d’un conflit international ou intérieur. Dans ce cas, expliquez que ceci n’a pas d’importance car le but de l’exercice est purement théorique.

Demandez-leur de :


- discuter avec leur partenaire de deux garanties qu'ils souhaiteraient obtenir d'une force agressive.

Il leur sera peut-être utile que vous leur donniez un exemple, comme "l'accès aux prisonniers".

 Prévoyez un maximum de 5 minutes.

Rassemblez le groupe.

Demandez au groupe qu'il vous fasse part de ses idées et inscrivez les réponses sur un tableau de conférence. Si les mêmes garanties sont mentionnées plus d'une fois, cochez l'élément concerné sur le tableau.

 Prévoyez un maximum de 5 minutes pour consigner le retour d'information.

Distribuez les documents de travail suivants à chacun des participants :

- Document de travail : "Les conventions de Genève (1949) – extraits"
- Document de travail : "Articles relatifs aux secours apportés aux personnes civiles"
- Document de travail : "Sources de la Charte humanitaire"

Demandez-leur de lire :

- "Les Conventions de Genève (1949) – extraits"
- "Sources de la Charte humanitaire"

 Prévoyez un maximum de 5 minutes.

Posez les questions suivantes :

- "Que pensez-vous du langage utilisé dans les articles ?"
- "Voyez-vous certaines des garanties que vous avez identifiées reflétées dans ces documents ?"

Activité 3 : Présentation (DIH)

20 min.

☐ Projetez la diapositive : "La distinction entre les combattants et les non-combattants".

Demandez à un participant de lire la diapositive à haute voix :

- "Les non-combattants sont des personnes protégées au sens du droit international humanitaire et ont droit à l'immunité contre les attaques."

Expliquez que :

- ceci est le deuxième principe de la Charte humanitaire et il signifie que les personnes civiles ont le droit d'être protégées en temps de conflit.

 Prévoyez un maximum de 2 minutes.

☐ Projetez la diapositive "Deux types de droit".

Expliquez que :

- le droit de La Haye se concentre sur la réglementation de la conduite des hostilités ;
- le droit de Genève protège les personnes qui ne prennent pas part aux hostilités, par exemple les civils, ou celles qui n'y participent plus, comme les prisonniers et les soldats blessés ;
- les deux droits abordent des considérations tant militaires qu'humanitaires.

 Prévoyez un maximum de 3 minutes.

☐ Projetez la diapositive “Les Conventions de Genève de 1949”

Expliquez que :

- il y a quatre conventions de Genève :
 - la première convention – relative à l’amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne ;
 - la deuxième convention – relative à l’amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer ;
 - la troisième convention – relative à la conduite des combattants et au traitement des prisonniers de guerre (entre États) ;
 - la quatrième convention – relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (devoirs et responsabilités de la puissance occupante).

 Prévoyez un maximum de 3 minutes.

☐ Projetez la diapositive “Application des Conventions de Genève”.

Expliquez que :

- les Conventions de Genève s’inscrivent dans le droit international ;
- elles sont nées suite à l’expérience de conflits armés dans les années 1850 (Henri Dunant, fondateur du mouvement de la Croix-Rouge, à la bataille de Solferino) ;
- leur version définitive a été rédigée après la deuxième Guerre mondiale ;
- les Conventions de Genève sont destinées aux États et aux parties belligérantes et elles énoncent les conditions de l’action humanitaire (humanité, impartialité et indépendance).

 Prévoyez un maximum de 2 minutes.

☐ Projetez la diapositive “Conflit armé interne”.

Expliquez que :

- les conflits internes ont mis en relief l’importance de la protection des civils ;
- l’article 3 est commun aux quatre Conventions de Genève et son but est de protéger les personnes qui ne participent pas au conflit.

INFORMATION À L’APPUI

Ceci est le texte figurant sur la diapositive.

L’article 3, commun aux quatre Conventions de Genève, se réfère aux conflits armés *internes* – “une mini-Convention”

En 1977, le Protocole II, relatif à la protection des victimes de conflits armés non internationaux, a été mis au point pour compléter l’article commun 3.

 Prévoyez un maximum de 2 minutes.

Expliquez que :

- les Conventions de Genève exposent également les conditions de l’assistance humanitaire ;
- elles décrivent les rôles et les responsabilités des parties concernées.

☐ Projetez la diapositive “IV^{ème} Convention de Genève”.

Expliquez que :

- elle démontre que l'action humanitaire ne doit pas être empêchée ;
- elle fournit le contexte juridique dans lequel travaille le personnel humanitaire.



Prévoyez un maximum de 2 minutes.

INFORMATION À L'APPUI

Ceci est le texte figurant sur la diapositive :

Article 10 (Convention de Genève IV 1949)

Disposition générale

“Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle aux activités humanitaires que le Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que tout autre **organisme humanitaire impartial**, entreprendra pour la protection des personnes civiles et pour les secours à leur apporter, **moyennant l'agrément** des Parties au conflit intéressées.”



Projetez la diapositive “Protocole additionnel II”.

INFORMATION À L'APPUI

Ceci est le texte figurant sur la diapositive :

Article 18 (Protocole additionnel II 1977)

Sociétés de secours et actions de secours

“ Lorsque la population civile souffre de privations excessives par manque des approvisionnements essentiels à sa survie, tels que vivres et ravitaillements sanitaires, des actions de secours en faveur de la population civile, de caractère exclusivement humanitaire et impartial et conduites sans aucune distinction de caractère défavorable, seront entreprises avec le consentement de la Haute Partie contractante concernée.”

Expliquez que :

- le Protocole additionnel II, à l'instar de l'article commun 3, concerne les conflits internes ;
- il comporte d'autres articles relatifs aux activités de secours en temps de conflit ;
- il a pris naissance en 1977, tandis que le nombre conflits internes augmentait.

Activité 4 : Travail à deux (droit des réfugiés et principes directeurs relatifs aux IDP)

20 min.

Demandez aux participants :

- de travailler avec le même partenaire que précédemment.

Demandez-leur :

- d'imaginer que le conflit dans leur lieu d'origine s'est intensifié ;
- d'imaginer qu'ils ont été obligés de s'enfuir et sont à présent en route vers un autre endroit ;
- d'imaginer que toutes leurs possessions sont dans des sacs.

Demandez-leur :

- de discuter avec leur voisin d'une ou deux garanties qu'ils souhaiteraient avoir.

Remarque à l'attention du formateur :

Si le sujet est soulevé, les participants pourront décider s'ils ont ou non franchi une frontière internationale entre États. C'est le *processus* de fuite qui importe. Plus tard dans la session, il sera important de faire la distinction entre :

- les réfugiés, qui ont franchi une frontière internationale entre États ;
- les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (IDP) qui n'ont pas franchi une frontière internationale entre États.

Un exemple de garantie pourrait être "passage sûr de la frontière"

 Prévoyez un maximum de 5 minutes.

Rassemblez le groupe.**Demandez au groupe qu'il donne ses idées et notez les réponses sur un tableau de conférence.**

Si les mêmes garanties sont mentionnées plus d'une fois, cochez l'élément en question sur le tableau de conférence.

 Prévoyez un maximum de 5 minutes.

Distribuez les matériaux suivants à chaque participant :

- Document de travail : "Extraits de la Convention sur les réfugiés (1951)"
- Principes directeurs relatifs aux IDP (prospectus disponible auprès de l'OCHA ou téléchargeable du web : www.reliefweb.int/ocha).

Demandez-leur de lire :

- le document de travail "Extraits de la Convention sur les réfugiés (1951)" ;
- soit la section I – Principes généraux des Principes directeurs relatifs aux IDP, soit la section III – Principes relatifs à la protection durant un déplacement.

 Prévoyez un maximum de 5 minutes.

Demandez-leur :

- s'ils voient des droits ou des garanties figurant sur le tableau de conférence reflétés dans les documents ;
- s'ils ont des commentaires concernant les droits des réfugiés et les droits des IDP.

Expliquez que :

- les principes directeurs, bien qu'ils ne constituent pas un document juridique, sont tous des principes extraits du droit international ;
- en fait, certains États, comme l'Angola, ont incorporé les principes directeurs dans leur législation nationale.

Activité 5 : Présentation (droit des réfugiés et Principes directeurs relatifs aux IDP)

20 min.

☐ Projetez la diapositive "Droit international des réfugiés".

Expliquez que :

- ceci est le dernier “pilier” du cadre juridique international utilisé dans la Charte humanitaire.



Prévoyez un maximum de 2 minutes.



Projetez la diapositive : “Le principe de non-refoulement”.

Demandez à un participant de lire la diapositive à haute voix**INFORMATION À L'APPUI**

Ceci est le texte figurant sur la diapositive :

Aucun réfugié ne peut être (r)envoyé dans un pays où sa vie ou sa liberté seraient menacées pour des raisons de race, de religion, de nationalité, d'appartenance à un groupe social particulier, ou d'opinion politique, ainsi que lorsqu'il y a suffisamment de raisons de croire qu'il risquerait de subir des tortures.

Article 33 Convention sur le statut des réfugiés de 1951

Expliquez que :

- ceci est le troisième principe de la Charte humanitaire et il se base sur le droit international des réfugiés.



Prévoyez un maximum de 2 minutes.



Projetez la diapositive “Droit des réfugiés”.

Expliquez que :

- toutes ces conventions font partie du corps du droit des réfugiés.

Demandez si quelqu'un parmi les participants a une expérience des différentes conventions.**INFORMATION À L'APPUI**

Ceci est le texte figurant sur la diapositive :

Droit des réfugiés

- Convention de 1951 sur le statut des réfugiés
- Protocole de 1967 sur le statut des réfugiés
- Convention de 1969 de l'OUA (Organisation de l'unité africaine)
- Convention de 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
- Déclaration de 1984 de Carthagène
- Conclusions du Comité exécutif de l'UNHCR



Prévoyez un maximum de 5 minutes.



Projetez la diapositive “Qui est considéré comme un réfugié ?”

Expliquez que :

- aux termes de la Convention de 1951 sur le statut des réfugiés, un réfugié est une personne qui remplit les conditions suivantes :
 - elle se trouve hors de son pays d'origine ;
 - elle a une crainte bien fondée de la persécution pour des raisons de race, religion, nationalité, appartenance à un groupe social ou opinion politique particuliers ;
 - elle n'est pas disposée à user de la protection de ce pays, ni à y retourner, de peur d'être persécutée.

Expliquez que :

- les conventions et protocoles ultérieurs ont élargi la définition, car d'après la définition de 1951 il incombe à la *personne* de prouver qu'elle craignait *personnellement* d'être persécutée.

 Prévoyez un maximum de 3 minutes.

☐ Projetez la diapositive "Qui est considéré comme une personne déplacée ?"

INFORMATION À L'APPUI

Ceci est le texte figurant sur la diapositive :

Lignes directrices relatives aux IDP (Francis Deng 1998)

Les IDP sont définies comme les personnes forcées ou obligées à fuir leur maison, "en particulier suite aux effets de conflits armés, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, ou afin d'éviter ces effets, et qui n'ont pas franchi une frontière internationale reconnue entre États".

Expliquez que :

- ceci est la définition des IDP ;
- ce n'est pas une définition juridique dans le même sens que la définition des réfugiés, laquelle l'est ;
- cependant, les principes directeurs sont tous tirés de sources juridiques dans le cadre des travaux de Francis Deng sur une "Compilation et analyse des normes juridiques" (E/CN.4/1996/52/Add.2)
- un aspect intéressant est que cette définition englobe aussi les catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, contrairement à la Convention sur les réfugiés de 1951.

INFORMATIONS À L'APPUI

Les IDP sont des personnes déplacées qui sont restées à l'intérieur de leurs propres frontières nationales alors que les réfugiés vivent, par définition, dans un pays qui n'est pas le leur. L'histoire de la souveraineté des États est pertinente parce que le droit international régit les relations *entre États*. Les IDP qui n'ont pas franchi les frontières entre États n'ont pas, traditionnellement, eu droit aux mêmes formes de protection. Les réfugiés, cependant, sont protégés au travers d'une convention. La Convention de 1951 vise à protéger les réfugiés de violations qui pourraient être commises à l'intérieur de ou par l'État vers lequel ils ont migré. Le non-refoulement est l'une des protections centrales de la Convention de 1951. Il protège les réfugiés du retour forcé à leur pays d'origine si leur vie ou leur liberté y étaient menacées.

NB : Les obligations et les devoirs moraux s'appliquent dans les deux sens. Les réfugiés ont l'obligation de respecter les lois du pays dans lequel ils se sont réfugiés et celle de payer des impôts dans ce pays. Il est également intéressant de noter qu'en 1969 l'Organisation de

l'unité africaine (OUA) a formulé une convention sur les réfugiés qui prend des mesures de protection plus importantes pour les réfugiés en Afrique que la convention de 1951.

Les Principes directeurs relatifs aux IDP ont été mis au point en 1998 par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires. Ils ne constituent ni une convention ni une déclaration, mais ils rassemblent en revanche, à partir d'autres sources du droit des droits de l'homme et du droit humanitaire, les protections pour les IDP et ils constituent un guide très utile.

 Prévoyez un maximum de 2 minutes.

☐ Projetez la diapositive "Mécanismes de mise en application".

Expliquez que :

- ce sont des exemples de mécanismes pour la mise en application du droit international.
 - Tribunaux nationaux
 - Tribunaux ad hoc
 - Cour internationale de justice
 - Cour pénale internationale
 - Sanctions
 - Résolutions de sécurité des Nations Unies

Demandez aux participants s'ils ont une expérience concernant d'autres mécanismes de mise en application.

Activité 5 : Conclusion

5 min.

- ☐ Projetez la diapositive : “Les principaux instruments juridiques”.

Les principaux instruments juridiques			
	Droits de l'homme	Droit humanitaire	Droit des réfugiés
Exemple de sources documentaires	La Charte internationale des droits de l'homme	La Convention de Genève	La Convention sur le statut des réfugiés
Idées essentielles	Le droit à vivre dans la dignité	Distinction entre les combattants et les non-combattants	Principe de non-refoulement
Qui a des droits ?	Tout le monde	Les non-combattants en situation de conflit	Les réfugiés, mais pas les IOP
Qui a des devoirs ?	Les États (aux termes de la loi), mais tout le monde (sur le plan moral)	Les parties belligérantes	Les États dans lesquels résident les réfugiés
Quand s'appliquent-ils ?	La plupart s'appliquent toujours, certains peuvent être limités en situations d'urgence	Dans le cadre de conflits armés seulement	Partout où il y a des réfugiés

Le Projet Sphère Module 2

Cette diapositive se révèle élément par élément, rangée par rangée.

Au fur et à mesure que vous révélez les éléments de la diapositive, utilisez-la comme un quiz de conclusion :

- demandez aux participants ce qui vient après ;
- cliquez pour révéler la réponse ;
- prévoyez un sac de bonbons (ou quelque chose de ce genre) pour récompenser les participants !

Expliquez que :

- cette diapositive montre les idées centrales qui étayent les trois séries d'instruments juridiques internationaux qui ont éclairé la Charte humanitaire :
 - droit international des droits de l'homme ;
 - droit international humanitaire ;
 - droit international des réfugiés.

Demandez aux participants s'ils ont des questions à poser.

Encouragez le groupe à lire d'autres documents sur le sujet, en leur rappelant que :

- nombre des documents juridiques sont très faciles à lire ;
- nous avons le devoir de nous familiariser avec certains des concepts de base ;
- le système juridique peut fournir un excellent cadre pour convaincre les parties de la validité des travaux humanitaires.

Module 2 : Session 3

Document de travail (2 pages)

Les conventions des Genève de 1949

Extraits du site du CICR www.icrc.org

Première Convention	relative à l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne
Deuxième Convention	relative à l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer
Troisième Convention	relative à la conduite des combattants et au traitement des prisonniers de guerre (entre États)
Quatrième Convention	relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (devoirs et responsabilités de la puissance occupante)

Article 3 commun aux quatre Conventions de Genève de 1949

En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes :

(1) Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour tout autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue. A cet effet, sont et demeurent prohibés, en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus :

- (a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices ;
- (b) les prises d'otages ;
- (c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants ;
- (d) les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés.

(2) Les blessés et malades seront recueillis et soignés.

Un organisme humanitaire impartial, *tel que* le Comité international de la Croix-Rouge, pourra offrir ses services aux parties en conflit.

Les Parties au conflit s'efforceront, d'autre part, de mettre en vigueur par voie d'accords spéciaux tout ou partie des autres dispositions de la présente Convention.

Résumé

Règles fondamentales du droit international humanitaire dans les conflits armés

1. Les personnes qui ne participent pas aux hostilités ou ne peuvent plus le faire ont droit au respect de leur vie et de leur intégrité physique et mentale. Ces personnes doivent, quelles que soient les circonstances, être protégées et traitées de façon humaine, sans distinction défavorable quelle qu'elle soit.
2. Il est interdit de tuer ou de blesser un adversaire qui se rend ou qui est hors de combat.
3. Les blessés et les malades doivent être recueillis et soignés par la partie au conflit qui les a en son pouvoir. Le personnel médical et les établissements, moyens de transport et équipement médicaux doivent être épargnés. La croix rouge ou le croissant rouge sur fond blanc sont le signe qui protège ces personnes et objets et ils doivent être respectés.
4. Les combattants capturés et les civils qui se retrouvent sous l'autorité de l'adversaire ont droit au respect de leur vie, de leur dignité, de leurs droits personnels et de leurs convictions politiques, religieuses et autres. Ils doivent être protégés contre tous actes de violence ou de représailles. Ils ont le droit d'échanger des nouvelles avec les membres de leur famille et de recevoir une assistance.
5. Chacun doit jouir de garanties judiciaires de base et personne ne peut être tenu responsable d'un acte qu'il n'a pas commis. Personne ne peut être soumis à la torture physique ou mentale, ni à des peines corporelles ou autres traitements cruels ou dégradants.
6. Ni les parties au conflit ni les membres des forces armées n'ont un droit illimité de choisir les méthodes et les moyens de guerre. Il est interdit d'utiliser des armes ou des méthodes de guerre qui sont susceptibles de causer des pertes inutiles ou des souffrances excessives.
7. Les parties au conflit doivent à tout moment faire la distinction entre la population civile et les combattants afin d'épargner la population civile et ses biens. Ni la population civile dans son ensemble ni des civils particuliers ne peuvent être attaqués. Les attaques ne peuvent être lancées qu'à l'encontre d'objectifs militaires.

Module 2 : Session 3**Articles des conventions de Genève et des Protocoles additionnels relatifs aux secours (non médicaux) apportés aux personnes civiles**

Document de travail (5 pages)

IV^e Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerrede www.icrc.org**Article 10****Dispositions générales**

“Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle aux activités humanitaires que le Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que tout autre organisme humanitaire impartial, entreprendra pour la protection des personnes civiles et pour les secours à leur apporter, moyennant l’agrément des Parties au conflit intéressées.”

Article 23**Libres passages de certains articles de secours :**

Chaque Haute partie contractante accordera le libre passage de tout envoi de médicaments et de matériel sanitaire ainsi que des objets nécessaires au culte, destinés uniquement à la population civile d’une autre Partie contractante, même ennemie. Elle autorisera également le libre passage de tout envoi de vivres indispensables, de vêtements et de fortifiants réservés aux enfants de moins de quinze ans, aux femmes enceintes ou en couches.

L’obligation pour une Partie contractante d’accorder le libre passage des envois indiqués à l’alinéa précédent est subordonnée à la condition que cette Partie soit assurée de n’avoir aucune raison sérieuse de craindre que :

- (a) les envois puissent être détournés de leur destination, ou
- (b) que le contrôle puisse ne pas être efficace, ou
- (c) que l’ennemi puisse en tirer un avantage manifeste pour ses efforts militaires ou son économie, en substituant ces envois à des marchandises qu’il aurait autrement dû fournir ou produire, ou en libérant des matières, produits ou services qu’il aurait autrement dû affecter à la production de telles marchandises.

La Puissance qui autorise le passage des envois indiqués dans le premier alinéa du présent article, peut poser comme condition à son autorisation que la distribution aux bénéficiaires soit faite sous le contrôle effectué sur place par les Puissances protectrices.

Ces envois devront être acheminés le plus vite possible et l’État qui autorise leur libre passage aura le droit de fixer les conditions techniques auxquelles il sera autorisé .

Personnes protégées

Article 30

Les organismes de secours recevront, de la part des autorités, toutes facilités :

- Les personnes protégées auront toutes facilités pour s'adresser aux Puissances protectrices, au Comité international de la Croix-Rouge, à la Société nationale de la Croix-Rouge (du Croissant-Rouge, du Lion et Soleil Rouges) du pays où elles se trouvent, ainsi qu'à tout organisme qui pourrait leur venir en aide.

Ces différents organismes recevront à cet effet, de la part des autorités, toutes facilités dans les limites tracées par les nécessités militaires ou de sécurité.

En dehors des visites des délégués des Puissances protectrices et du Comité international de la Croix-Rouge prévues par l'article 143, les Puissances détentrices ou occupantes faciliteront autant que possible les visites que désireraient faire aux personnes protégées les représentants d'autres institutions dont le but est d'apporter à ces personnes une aide spirituelle ou matérielle .

Article 38

Pourront recevoir” les secours ... qui leur seraient adressés :

Exception faite des mesures spéciales qui peuvent être prises en vertu de la présente Convention, notamment des articles 27 et 41, la situation des personnes protégées restera, en principe, régie par les dispositions relatives au traitement des étrangers en temps de paix. En tout cas, les droits suivants leur seront accordés :

- (1) elles pourront recevoir les secours individuels ou collectifs qui leur seraient adressés ;
- (2) elles recevront, si leur état de santé le demande, un traitement médical et des soins hospitaliers, dans la même mesure que les ressortissants de État intéressé ;
- (3) elles pourront pratiquer leur religion et recevoir l'assistance spirituelle des ministres de leur culte ;
- (4) si elles résident dans une région particulièrement exposée aux dangers de la guerre, elles seront autorisées à se déplacer dans la même mesure que les ressortissants de État intéressé.
- (5) les enfants de moins de quinze ans, les femmes enceintes et les mères d'enfants de moins de sept ans bénéficieront, dans la même mesure que les ressortissants de État intéressé, de tout traitement préférentiel .

Article 59

Secours collectifs : les plans de secours seront agréés et facilités si la population est dans le besoin.

Lorsque la population d'un territoire occupé ou une partie de celle-ci est insuffisamment approvisionnée, la Puissance occupante acceptera les actions de secours faites en faveur de cette population et les facilitera dans toute la mesure de ses moyens.

Ces actions, qui pourront être entreprises soit par des États, soit par un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, consisteront notamment en des envois de vivres, produits médicaux et vêtements.

Tous les États contractants devront autoriser le libre passage de ces envois et en assurer la protection.

Une Puissance accordant le libre passage d'envois destinés à un territoire occupé par une partie adverse au conflit aura toutefois le droit de vérifier les envois, de réglementer leur passage selon des horaires et itinéraires prescrits, et d'obtenir de la puissance protectrice une assurance suffisante que ces envois sont destinés à secourir la population dans le besoin, et ne sont pas utilisés au profit de la Puissance occupante .

Article 60**Statut et traitement des personnes protégées :**

“Les envois de secours ne dégageront en rien la Puissance occupante des responsabilités que lui imposent les articles 55, 56 et 59. Elle ne pourra détourner d’aucune manière les envois de secours de l’affectation qui leur a été assignée, sauf dans les cas de nécessité urgente, dans l’intérêt de la population du territoire occupé et avec l’assentiment de la Puissance protectrice.”

Article 61**Statut et traitement des personnes protégées :**

La distribution des envois de secours mentionnés aux articles qui précèdent sera faite avec le concours et sous le contrôle de la Puissance protectrice. Cette fonction pourra également être déléguée, à la suite d’un accord entre la Puissance occupante et la Puissance protectrice, à un État neutre, au Comité international de la Croix-Rouge ou à tout autre organisme humanitaire impartial.

Il ne sera perçu aucun droit, impôt ou taxe en territoire occupé sur ces envois de secours, à moins que cette perception ne soit nécessaire dans l’intérêt de l’économie du territoire. La Puissance occupante devra faciliter la rapide distribution de ces envois.

Toutes les Parties contractantes s’efforceront de permettre le transit et le transport gratuits de ces envois de secours destiné à des territoires occupés .

Article 62**Secours individuels**

“Sous réserve d’impérieuses considérations de sécurité, les personnes protégées qui se trouvent en territoire occupé pourront recevoir les envois individuels de secours qui leur seraient adressés.”

Article 63**Les sociétés de secours ... pourront poursuivre les activités conformes aux principes de la Croix-Rouge ...**

Sous réserve des mesures temporaires qui seraient imposées à titre exceptionnel par d’impérieuses considérations de sécurité de la Puissance occupante :

(a) les Sociétés nationales de la Croix-Rouge (du Croissant-Rouge, du Lion et Soleil Rouges) reconnues pourront poursuivre les activités conformes aux principes de la Croix-Rouge tels qu’ils sont définis par les Conférences internationales de la Croix-Rouge. Les autres sociétés de secours devront pouvoir poursuivre leurs activités humanitaires dans des conditions similaires ;

(b) la Puissance occupante ne pourra exiger, dans le personnel et la structure de ces sociétés, aucun changement qui pourrait porter préjudice aux activités ci-dessus mentionnées.

Les mêmes principes s’appliqueront à l’activité et au personnel d’organismes spéciaux d’un caractère non militaire, déjà existants ou qui seraient créés afin d’assurer les conditions d’existence de la population civile par le maintien des services essentiels d’utilité publique, la distribution de secours et l’organisation du sauvetage .

Protocole additionnel I**Article 68****Champ d’application :**

“Les dispositions de la présente section s’appliquent à la population civile au sens du présent Protocole et complètent les articles 23, 55, 59, 60, 61 et 62 et les autres dispositions pertinentes de la IV^e Convention.”

Article 69**Besoins essentiels dans les territoires occupés :**

1. En plus des obligations énumérées à l'article 55 de la IV^e Convention relatives à l'approvisionnement en vivres et en médicaments, la Puissance occupante assurera aussi dans toute la mesure de ses moyens et sans distinction de caractère défavorable la fourniture de vêtements, de matériel de couchage, de logements d'urgence, des autres approvisionnements essentiels à la survie de la population civile du territoire occupé et des objets nécessaires au culte .

2. Les actions de secours en faveur de la population civile du territoire occupé sont régies par les articles 59, 60, 61, 62, 108, 109, 110 et 111 de la IV^e Convention, ainsi que par l'article 71 du présent Protocole, et seront menées sans délai .

Article 70

Actions de secours :

1. Lorsque la population civile d'un territoire sous le contrôle d'une Partie au conflit, autre qu'un territoire occupé, est insuffisamment approvisionnée en matériel et denrées mentionnés à l'article 69, des actions de secours de caractère humanitaire et impartial et conduites sans aucune distinction de caractère défavorable seront entreprises, sous réserve de l'agrément des parties concernées par ces actions de secours. Les offres de secours remplissant les conditions ci-dessus ne seront considérées ni comme une ingérence dans le conflit armé, ni comme des actes hostiles. Lors de la distribution de ces envois de secours, priorité sera donnée aux personnes qui, tels les enfants, les femmes enceintes ou en couches et les mères qui allaitent, doivent faire l'objet, selon la IV^e Convention ou le présent Protocole, d'un traitement de faveur ou d'une protection particulière.

2. Les Parties au conflit et chaque Haute Partie contractante autoriseront et faciliteront le passage rapide et sans encombre de tous les envois, des équipements et du personnel de secours fournis conformément aux prescriptions de la présente section, même si cette aide est destinée à la population civile de la Partie adverse.

3. Les Parties au conflit et chaque Haute Partie contractante autorisant le passage de secours, d'équipement et de personnel, conformément au paragraphe 2 :

(a) disposeront du droit de prescrire les réglementations techniques, y compris les vérifications, auxquelles un tel passage est subordonné ;

(b) pourront subordonner toute autorisation à la condition que la distribution de l'assistance soit effectuée sous le contrôle d'une Puissance protectrice ;

(c) ne détourneront en aucune manière les envois de secours de leur destination ni n'en retarderont l'acheminement, sauf dans des cas de nécessité urgente, dans l'intérêt de la population civile concernée.

4. Les Parties au conflit assureront la protection des envois de secours et en faciliteront la distribution rapide.

5. Les Parties au conflit et chaque Haute Partie contractante intéressée encourageront et faciliteront une coordination efficace des actions de secours mentionnées au paragraphe 1 .

Article 71

Protection du personnel de secours :

1. En cas de nécessité l'aide fournie dans une action de secours pourra comprendre du personnel de secours, notamment pour le transport et la distribution des envois de secours ; la participation de ce personnel sera soumise à l'agrément de la Partie sur le territoire de laquelle il exercera son activité.

2. Ce personnel sera respecté et protégé.

3. Chaque Partie qui reçoit des envois de secours assistera, dans toute la mesure du possible, le personnel mentionné au paragraphe 1 dans l'accomplissement de sa mission de secours. Les activités de ce personnel de secours ne peuvent être limitées et ses déplacements temporairement restreints qu'en cas de nécessité militaire impérieuse.

4. En aucune circonstance le personnel de secours ne devra outrepasser les limites de sa mission aux termes du présent Protocole. Il doit en particulier tenir compte des exigences de sécurité de la partie sur le territoire de laquelle il exerce ses fonctions. Il peut être mis fin à la mission de tout membre du personnel de secours qui ne respecterait pas ces conditions .

Article 81

Les Parties au conflit faciliteront le travail des organisations de secours humanitaire :

1. Les Parties au conflit accorderont au Comité international de la Croix-Rouge toutes les facilités en leur pouvoir pour lui permettre d'assumer les tâches humanitaires qui lui sont attribuées par les Conventions et le présent Protocole afin d'assurer protection et assistance aux victimes des conflits ; le Comité international de la Croix-Rouge pourra également exercer toutes les autres activités humanitaires en faveur de ces victimes, avec le consentement des Parties au conflit .

2. Les Parties au conflit accorderont à leurs organisations respectives de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge) les facilités nécessaires à l'exercice de leurs activités humanitaires en faveur des victimes du conflit, conformément aux dispositions des Conventions et du présent Protocole et aux principes fondamentaux de la Croix-Rouge formulés par les Conférences internationales de la Croix-Rouge.

3. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit faciliteront, dans toute la mesure du possible, l'aide que des organisations de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge) et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge apporteront aux victimes des conflits conformément aux dispositions des Conventions et du présent Protocole et aux principes fondamentaux de la Croix-Rouge formulés par les Conférences internationales de la Croix-Rouge.

4. Les Hautes Parties contractantes et les Parties au conflit accorderont, autant que possible, des facilités semblables à celles qui sont mentionnées dans les paragraphes 2 et 3 aux autres organisations humanitaires visées par les Conventions et le présent Protocole, qui sont dûment autorisées par les Parties au conflit intéressées et qui exercent leurs activités humanitaires conformément aux dispositions des Conventions et du présent Protocole .

Protocole additionnel II

Article 18

Sociétés de secours et actions de secours :

1. Les sociétés de secours situées dans le territoire de la Haute partie contractante, telles que les organisations de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge) pourront offrir leurs services en vue de s'acquitter de leurs tâches traditionnelles à l'égard des victimes du conflit armé. La population civile peut, même de son propre chef, offrir de recueillir et soigner les blessés, les malades et les naufragés.

2. Lorsque la population civile souffre de privations excessives par manque des approvisionnements essentiels à sa survie, tels que vivres et ravitaillements sanitaires, des actions de secours en faveur de la population civile, de caractère exclusivement humanitaire et impartiales et conduites sans aucune distinction de caractère défavorable, seront entreprises avec le consentement de la Haute partie contractante concernée .

Module 2 : Session 3 – Sources de la Charte humanitaire Document de travail (10 pages)

La Charte humanitaire affirme l'importance fondamentale des principes suivants :

1.1 Le droit de vivre dans la dignité

Ce principe est inscrit dans les normes juridiques concernant le droit à la vie, à un niveau de vie adéquat ainsi qu'à la protection contre les traitements ou les peines ayant un caractère cruel, inhumain ou dégradant. Nous estimons que le droit à la vie, pour tout individu, s'accompagne à la fois du droit à ce que des mesures soient prises pour préserver sa vie si elle est menacée et de l'obligation parallèle, pour les autres, de prendre de telles mesures. Cela signifie implicitement qu'il existe une obligation de ne pas refuser ou gêner la fourniture de l'assistance destinée à sauver des vies humaines. En outre, le droit international humanitaire contient des dispositions spécifiques en vue de la fourniture d'une assistance aux populations civiles durant les conflits, obligeant par là même les États et autres parties à accepter la prestation d'une assistance de caractère humanitaire et impartial lorsque la population civile est privée de biens essentiels.¹

Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948

Article 3

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 5

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques 1966

Article 6 Observation générale sur son application

1. Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie.

2. Dans les pays où la peine de mort n'a pas été abolie, une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves, conformément à la législation en vigueur au moment où le crime a été commis et qui ne doit pas être en contradiction avec les dispositions du présent Pacte ni avec la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Cette peine ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent.

3. Lorsque la privation de la vie constitue le crime de génocide, il est entendu qu'aucune disposition du présent article n'autorise un État partie au présent Pacte à déroger d'aucune manière à une ligation quelconque assumée en vertu des dispositions de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

4. Tout condamné à mort a le droit de solliciter la grâce ou la commutation de la peine. L'amnistie, la grâce ou la commutation de la peine de mort peuvent dans tous les cas être accordées.

5. Une sentence de mort ne peut être imposée pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans et ne peut être exécutée contre des femmes enceintes.

6. Aucune disposition du présent article ne peut être invoquée pour retarder ou empêcher l'abolition de la peine capitale par un État partie au présent Pacte.

Article 7 Observation générale sur son application

Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En particulier, il est interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique.

Article 3 commun aux quatre Conventions de Genève de 1949

En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes :

(1) Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour tout autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue. A cet effet, sont et demeurent prohibés, en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus :

- (e) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices ;
- (f) les prises d'otages ;
- (g) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants ;
- (h) les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés.

(2) Les blessés et malades seront recueillis et soignés.

Un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, pourra offrir ses services aux parties en conflit.

Les Parties au conflit s'efforceront, d'autre part, de mettre en vigueur par voie d'accords spéciaux tout ou partie des autres dispositions de la présente Convention.

L'application des dispositions qui précèdent n'aura pas d'effet sur le statut juridique des Parties au conflit

Convention (IV) relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre

Article 23

Libres passages de certains articles de secours :

Chaque Haute partie contractante accordera le libre passage de tout envoi de médicaments et de matériel sanitaire ainsi que des objets nécessaires au culte, destinés uniquement à la population civile d'une autre Partie contractante, même ennemie. Elle autorisera également le libre passage de tout envoi de vivres indispensables, de vêtements et de fortifiants réservés aux enfants de moins de quinze ans, aux femmes enceintes ou en couches.

L'obligation pour une Partie contractante d'accorder le libre passage des envois indiqués à l'alinéa précédent est subordonnée à la condition que cette Partie soit assurée de n'avoir aucune raison sérieuse de craindre que :

- (a) les envois puissent être détournés de leur destination, ou
- (b) que le contrôle puisse ne pas être efficace, ou
- (c) que l'ennemi puisse en tirer un avantage manifeste pour ses efforts militaires ou son économie, en substituant ces envois à des marchandises qu'il aurait autrement dû fournir ou produire, ou en libérant des matières, produits ou services qu'il aurait autrement dû affecter à la production de telles marchandises.

La Puissance qui autorise le passage des envois indiqués dans le premier alinéa du présent article, peut poser comme condition à son autorisation que la distribution aux bénéficiaires soit faite sous le contrôle effectué sur place par les Puissances protectrices. Ces envois devront être acheminés le plus vite possible et l'État qui autorise leur libre passage aura le droit de fixer les conditions techniques auxquelles il sera autorisé .

Article 55

Dans toute la mesure de ses moyens, la Puissance occupante a le devoir d'assurer l'approvisionnement de la population en vivres et en produits médicaux; elle devra notamment importer les vivres, les fournitures médicales et tout autre article nécessaire lorsque les ressources du territoire occupé seront insuffisantes.

La Puissance occupante ne pourra réquisitionner des vivres, des articles ou des fournitures médicales se trouvant en territoire occupé que pour les forces et l'administration d'occupation; elle devra tenir compte des besoins de la population civile. Sous réserve des stipulations d'autres conventions internationales, la Puissance occupante devra prendre les dispositions nécessaires pour que toute réquisition soit indemnisée à sa juste valeur.

Les Puissances protectrices pourront, en tout temps, vérifier sans entrave l'état de l'approvisionnement en vivres et médicaments dans les territoires occupés, sous réserve des restrictions temporaires qui seraient imposées par d'impérieuses nécessités militaires.

Article 59

Secours collectifs : les plans de secours seront agréés et facilités si la population est dans le besoin.

Lorsque la population d'un territoire occupé ou une partie de celle-ci est insuffisamment approvisionnée, la Puissance occupante acceptera les actions de secours faites en faveur de cette population et les facilitera dans toute la mesure de ses moyens.

Ces actions, qui pourront être entreprises soit par des États, soit par un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, consisteront notamment en des envois de vivres, produits médicaux et vêtements.

Tous les États contractants devront autoriser le libre passage de ces envois et en assurer la protection.

Une Puissance accordant le libre passage d'envois destinés à un territoire occupé par une partie adverse au conflit aura toutefois le droit de vérifier les envois, de réglementer leur passage selon des horaires et itinéraires prescrits, et d'obtenir de la puissance protectrice une assurance suffisante que ces envois sont destinés à secourir la population dans le besoin, et ne sont pas utilisés au profit de la Puissance occupante .

Protocole I additionnel aux Conventions de Genève 1977

Article 69

Besoins essentiels dans les territoires occupés :

1. En plus des obligations énumérées à l'article 55 de la IV^e Convention relatives à l'approvisionnement en vivres et en médicaments, la Puissance occupante assurera aussi dans toute la mesure de ses moyens et sans distinction de caractère défavorable la fourniture de vêtements, de matériel de couchage, de logements d'urgence, des autres approvisionnements essentiels à la survie de la population civile du territoire occupé et des objets nécessaires au culte .

2. Les actions de secours en faveur de la population civile du territoire occupé sont régies par les articles 59, 60, 61, 62, 108, 109, 110 et 111 de la IV^{ème} Convention, ainsi que par l'article 71 du présent Protocole, et seront menées sans délai .

Article 70

Actions de secours :

1. Lorsque la population civile d'un territoire sous le contrôle d'une Partie au conflit, autre qu'un territoire occupé, est insuffisamment approvisionnée en matériel et denrées mentionnés à l'article 69, des actions de secours de caractère humanitaire et impartial et conduites sans aucune distinction de caractère défavorable seront entreprises, sous réserve de l'agrément des parties concernées par ces actions de secours. Les offres de secours remplissant les conditions ci-dessus ne seront considérées ni comme une ingérence dans le conflit armé, ni comme des actes hostiles. Lors de la distribution de ces envois de secours, priorité sera donnée aux personnes qui, tels les enfants, les femmes enceintes ou en couches et les mères qui allaitent, doivent faire l'objet, selon la IV^e Convention ou le présent Protocole, d'un traitement de faveur ou d'une protection particulière.

2. Les Parties au conflit et chaque Haute Partie contractante autoriseront et faciliteront le passage rapide et sans encombre de tous les envois, des équipements et du personnel de secours fournis conformément aux prescriptions de la présente section, même si cette aide est destinée à la population civile de la Partie adverse.

3. Les Parties au conflit et chaque Haute Partie contractante autorisant le passage de secours, d'équipement et de personnel, conformément au paragraphe 2 :

(a) disposeront du droit de prescrire les réglementations techniques, y compris les vérifications, auxquelles un tel passage est subordonné ;

(b) pourront subordonner toute autorisation à la condition que la distribution de l'assistance soit effectuée sous le contrôle d'une Puissance protectrice ;

(c) ne détourneront en aucune manière les envois de secours de leur destination ni n'en retarderont l'acheminement, sauf dans des cas de nécessité urgente, dans l'intérêt de la population civile concernée.

4. Les Parties au conflit assureront la protection des envois de secours et en faciliteront la distribution rapide.

5. Les Parties au conflit et chaque Haute Partie contractante intéressée encourageront et faciliteront une coordination efficace des actions de secours mentionnées au paragraphe 1 .

Article 71**Protection du personnel de secours :**

1. En cas de nécessité l'aide fournie dans une action de secours pourra comprendre du personnel de secours, notamment pour le transport et la distribution des envois de secours ; la participation de ce personnel sera soumise à l'agrément de la Partie sur le territoire de laquelle il exercera son activité.
2. Ce personnel sera respecté et protégé.
3. Chaque Partie qui reçoit des envois de secours assistera, dans toute la mesure du possible, le personnel mentionné au paragraphe 1 dans l'accomplissement de sa mission de secours. Les activités de ce personnel de secours ne peuvent être limitées et ses déplacements temporairement restreints qu'en cas de nécessité militaire impérieuse.
4. En aucune circonstance le personnel de secours ne devra outrepasser les limites de sa mission aux termes du présent Protocole. Il doit en particulier tenir compte des exigences de sécurité de la partie sur le territoire de laquelle il exerce ses fonctions. Il peut être mis fin à la mission de tout membre du personnel de secours qui ne respecterait pas ces conditions .

Protocole II additionnel aux Conventions de Genève 1977**Article 18****Sociétés de secours et actions de secours :**

1. Les sociétés de secours situées dans le territoire de la Haute partie contractante, telles que les organisations de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge) pourront offrir leurs services en vue de s'acquitter de leurs tâches traditionnelles à l'égard des victimes du conflit armé. La population civile peut, même de son propre chef, offrir de recueillir et soigner les blessés, les malades et les naufragés.
2. Lorsque la population civile souffre de privations excessives par manque des approvisionnements essentiels à sa survie, tels que vivres et ravitaillements sanitaires, des actions de secours en faveur de la population civile, de caractère exclusivement humanitaire et impartiales et conduites sans aucune distinction de caractère défavorable, seront entreprises avec le consentement de la Haute partie contractante concernée .

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels 1966**Article 10**

Les États parties au présent Pacte reconnaissent que:

1. Une protection et une assistance aussi larges que possible doivent être accordées à la famille, qui est l'élément naturel et fondamental de la société, en particulier pour sa formation et aussi longtemps qu'elle a la responsabilité de l'entretien et de l'éducation d'enfants à charge. Le mariage doit être librement consenti par les futurs époux.
2. Une protection spéciale doit être accordée aux mères pendant une période de temps raisonnable avant et après la naissance des enfants. Les mères salariées doivent bénéficier, pendant cette même période, d'un congé payé ou d'un congé accompagné de prestations de sécurité sociale adéquates.

3. Des mesures spéciales de protection et d'assistance doivent être prises en faveur de tous les enfants et adolescents, sans discrimination aucune pour des raisons de filiation ou autres. Les enfants et adolescents doivent être protégés contre l'exploitation économique et sociale. Le fait de les employer à des travaux de nature à compromettre leur moralité ou leur santé, à mettre leur vie en danger ou à nuire à leur développement normal doit être sanctionné par la loi. Les États doivent aussi fixer des limites d'âge au-dessous desquelles l'emploi salarié de la main-d'œuvre enfantine sera interdit et sanctionné par la loi.

Article 11

Observation générale sur son application

1. Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence. Les États parties prendront des mesures appropriées pour assurer la réalisation de ce droit et ils reconnaissent à cet effet l'importance essentielle d'une coopération internationale librement consentie.

Observation générale sur son application.

2. Les États parties au présent Pacte, reconnaissant le droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim, adopteront, individuellement et au moyen de la coopération internationale, les mesures nécessaires, y compris des programmes concrets:

- a) Pour améliorer les méthodes de production, de conservation et de distribution des denrées alimentaires par la pleine utilisation des connaissances techniques et scientifiques, par la diffusion de principes d'éducation nutritionnelle et par le développement ou la réforme des régimes agraires, de manière à assurer au mieux la mise en valeur et l'utilisation des ressources naturelles ;
- b) Pour assurer une répartition équitable des ressources alimentaires mondiales par rapport aux besoins, compte tenu des problèmes qui se posent tant aux pays importateurs qu'aux pays exportateurs de denrées alimentaires.

Article 12

Observation générale sur son application

1. Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre.

2. Les mesures que les États parties au présent Pacte prendront en vue d'assurer le plein exercice de ce droit devront comprendre les mesures nécessaires pour assurer:

- a) La diminution de la mortalité et de la mortalité infantile, ainsi que le développement sain de l'enfant ;
- b) L'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle ;
- c) La prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, ainsi que la lutte contre ces maladies ;
- d) La création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie.

Convention relative aux droits de l'enfant 1989

Article 6

1. Les États parties reconnaissent que tout enfant a un droit inhérent à la vie.

2. Les États parties assurent dans toute la mesure possible la survie et le développement de l'enfant.

Article 24

1. Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible et de bénéficier de services médicaux et de rééducation. Ils s'efforcent de garantir qu'aucun enfant ne soit privé du droit d'avoir accès à ces services.

2. Les États parties s'efforcent d'assurer la réalisation intégrale du droit susmentionné et, en particulier, prennent les mesures appropriées pour :

- a) Réduire la mortalité parmi les nourrissons et les enfants ;
- b) Assurer à tous les enfants l'assistance médicale et les soins de santé nécessaires, l'accent étant mis sur le développement des soins de santé primaires ;
- c) Lutter contre la maladie et la malnutrition, y compris dans le cadre de soins de santé primaires, grâce notamment à l'utilisation de techniques aisément disponibles et à la fourniture d'aliments nutritifs et d'eau potable, compte tenu des dangers et des risques de pollution du milieu naturel ;
- d) Assurer aux mères des soins prénatals et postnatals appropriés ;
- e) Faire en sorte que tous les groupes de la société, en particulier les parents et les enfants, reçoivent une information sur la santé et la nutrition de l'enfant, les avantages de l'allaitement au sein, l'hygiène et la salubrité de l'environnement et la prévention des accidents, et bénéficient d'une aide leur permettant de mettre à profit cette information ;
- f) Développer les soins de santé préventifs, les conseils aux parents et l'éducation et les services en matière de planification familiale.

3. Les États parties prennent toutes les mesures efficaces appropriées en vue d'abolir les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants.

4. Les États parties s'engagent à favoriser et à encourager la coopération internationale en vue d'assurer progressivement la pleine réalisation du droit reconnu dans le présent article. A cet égard, il est tenu particulièrement compte des besoins des pays en développement.

Article 37

Les États parties veillent à ce que :

- a) Nul enfant ne soit soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ni la peine capitale ni l'emprisonnement à vie sans possibilité de libération ne doivent être prononcés pour les infractions commises par des personnes âgées de moins de dix-huit ans ;
- b) Nul enfant ne soit privé de liberté de façon illégale ou arbitraire. L'arrestation, la détention ou l'emprisonnement d'un enfant doit être en conformité avec la loi, n'être qu'une mesure de dernier ressort, et être d'une durée aussi brève que possible ;
- c) Tout enfant privé de liberté soit traité avec humanité et avec le respect dû à la dignité de la personne humaine, et d'une manière tenant compte des besoins des personnes de son âge. En particulier, tout enfant privé de liberté sera séparé des adultes, à moins que l'on estime préférable de ne pas le faire dans l'intérêt supérieur de l'enfant, et il a le droit de rester en contact avec sa famille par la correspondance et par les visites, sauf circonstances exceptionnelles ;
- d) Les enfants privés de liberté aient le droit d'avoir rapidement accès à l'assistance juridique ou à toute autre assistance appropriée, ainsi que le droit de contester la légalité de leur privation de liberté devant un tribunal ou une autre autorité compétente, indépendante et impartiale, et à ce qu'une décision rapide soit prise en la matière.

Également :

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

1.2 La distinction entre les combattants et les non-combattants

C'est la distinction qui sous-tend les Conventions de Genève de 1949 et leurs Protocoles additionnels de 1977. Il est de plus en plus fait entorse à ce principe fondamental, ainsi que le montre l'augmentation très marquée du nombre de victimes civiles dans les conflits de la seconde moitié du XX^e siècle. Le fait que les conflits internes soient souvent qualifiés de "guerres civiles" ne doit pas nous empêcher de faire la distinction nécessaire entre, d'une part, les combattants activement engagés dans les hostilités et, d'autre part, les civils et tous ceux qui, comme les belligérants malades, blessés et prisonniers, n'y jouent aucun rôle direct. Les non-combattants sont des personnes protégées au sens du droit international humanitaire et ont droit à l'immunité contre les attaques.²

Article 3 commun aux quatre Conventions de Genève 1949 Protocole I Additionnel aux Conventions de Genève 1977

Article 48

Règle fondamentale

En vue d'assurer le respect et la protection de la population civile et des biens de caractère civil, les Parties au conflit doivent en tout temps faire la distinction entre la population civile et les combattants ainsi qu'entre les biens de caractère civil et les objectifs militaires et, par conséquent, ne diriger leurs opérations que contre des objectifs militaires.

Convention relative aux droits de l'enfant 1989

Article 38

1. Les États parties s'engagent à respecter et à faire respecter les règles du droit humanitaire international qui leur sont applicables en cas de conflit armé et dont la protection s'étend aux enfants.

2. Les États parties prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour veiller à ce que les personnes n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans ne participent pas directement aux hostilités.

3. Les États parties s'abstiennent d'enrôler dans leurs forces armées toute personne n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans. Lorsqu'ils incorporent des personnes de plus de quinze ans mais de moins de dix-huit ans, les États parties s'efforcent d'enrôler en priorité les plus âgées.

4. Conformément à l'obligation qui leur incombe en vertu du droit humanitaire international de protéger la population civile en cas de conflit armé, les États parties prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour que les enfants qui sont touchés par un conflit armé bénéficient d'une protection et de soins.

1.3 Le principe de non-refoulement

En vertu de ce principe, aucun réfugié ne peut être (r)envoyé dans un pays où sa vie ou sa liberté seraient menacées pour des raisons de race, de religion, de nationalité, d'appartenance à un groupe social particulier, ou d'opinion politique, ainsi que lorsqu'il y a suffisamment de raisons de croire qu'il risquerait de subir des tortures.³

Convention relative au statut des réfugiés 1951

Article 33

Défense d'expulsion ou de refoulement

1. Aucun des États contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques.

2. Le bénéfice de la présente disposition ne pourra toutefois être invoqué par un réfugié qu'il y aura des raisons sérieuses de considérer comme un danger pour la sécurité du pays où il se

trouve ou qui ayant été l'objet d'une condamnation définitive pour un crime ou délit particulièrement grave, constitue une menace pour la communauté dudit pays.

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants 1984

Article 3

Observation générale sur son application

1. Aucun État partie n'expulsera, ne refoulera, ni n'extradera une personne vers un autre État où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture.

2. Pour déterminer s'il y a de tels motifs, les autorités compétentes tiendront compte de toutes les considérations pertinentes, y compris, le cas échéant, de l'existence, dans l'État intéressé, d'un ensemble de violations systématiques des droits de l'homme, graves, flagrantes ou massives.

Convention relative aux droits de l'enfant 1989

Article 22

1. Les États parties prennent les mesures appropriées pour qu'un enfant qui cherche à obtenir le statut de réfugié ou qui est considéré comme réfugié en vertu des règles et procédures du droit international ou national applicable, qu'il soit seul ou accompagné de ses père et mère ou de toute autre personne, bénéficie de la protection et de l'assistance humanitaire voulues pour lui permettre de jouir des droits que lui reconnaissent la présente Convention et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ou de caractère humanitaire auxquels lesdits États sont parties.

2. A cette fin, les États parties collaborent, selon qu'ils le jugent nécessaire, à tous les efforts faits par l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales compétentes collaborant avec l'Organisation des Nations Unies pour protéger et aider les enfants qui se trouvent en pareille situation et pour rechercher les père et mère ou autres membres de la famille de tout enfant réfugié en vue d'obtenir les renseignements nécessaires pour le réunir à sa famille. Lorsque ni le père, ni la mère, ni aucun autre membre de la famille ne peut être retrouvé, l'enfant se voit accorder, selon les principes énoncés dans la présente Convention, la même protection que tout autre enfant définitivement ou temporairement privé de son milieu familial pour quelque raison que ce soit.

Notes

1. Articles 3 et 5 de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* (1948) ; articles 6 et 7 du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* (1966) ; article 3 commun aux quatre *conventions de Genève* (1949) ; articles 23, 55 et 59 de la *IV^e Convention de Genève* ; articles 69 à 71 du *Protocole additionnel I* (1977) ; article 18 du *Protocole additionnel II* (1977) ainsi que les autres règles pertinentes du droit international humanitaire ; *Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* (1984) ; articles 10, 11 et 12 du *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (1966) ; articles 6, 37 et 24 de la *Convention relative aux droits de l'enfant* (1989) et autres instruments pertinents du droit international.

2. La distinction entre combattants et non-combattants est le principe essentiel qui sous-tend le droit international humanitaire. Voir, en particulier, l'article 3 commun aux quatre *conventions de Genève* (1949) et l'article 48 du *Protocole additionnel I* (1977). Voir aussi l'article 38 de la *Convention relative aux droits de l'enfant* (1989).

3. Article 33 de la *Convention relative au statut des réfugiés* (1951) ; article 3 de la *Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* (1984) et l'article 22 de la *Convention relative aux droits de l'enfant* (1989).

Sources

Les instruments suivants ont éclairé la présente charte :

Déclaration universelle des droits de l'homme (1948).

Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966).

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966).

Les quatre Conventions de Genève (1949) et leurs deux *Protocoles additionnels* (1977).

Convention relative au statut des réfugiés (1951) et *Protocole relatif au statut des réfugiés* (1967).

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984).

Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (1948).

Convention relative aux droits de l'enfant (1989).

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979).

Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays (1998).

Module 2 : Session 3

Extraits de la Convention relative aux réfugiés (1951)

Document de travail (3 pages)

Cf. www.unhcr.ch pour le texte intégral

PRÉAMBULE

Les Hautes Parties contractantes

Considérant que la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme approuvée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale ont affirmé le principe que les êtres humains, sans discrimination, doivent jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant que l'Organisation des Nations Unies a, à plusieurs reprises, manifesté la profonde sollicitude qu'elle éprouve pour les réfugiés et qu'elle s'est préoccupée d'assurer à ceux-ci l'exercice le plus large possible des droits et des libertés fondamentales,...

Considérant qu'il peut résulter de l'octroi du droit d'asile des charges exceptionnellement lourdes pour certains pays et que la solution satisfaisante des problèmes dont l'Organisation des Nations Unies a reconnu la portée et le caractère internationaux, ne saurait, dans cette hypothèse, être obtenue sans une solidarité internationale,...

Prenant acte de ce que le haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a pour tâche de veiller à l'application des conventions internationales qui assurent la protection des réfugiés, et reconnaissant que la coordination effective des mesures prises pour résoudre ce problème dépendra de la coopération des États avec le Haut Commissaire,

Sont convenues des dispositions ci-après :

ARTICLE 1. DÉFINITION DU TERME "RÉFUGIÉ"

Est réfugiée toute personne ... qui ... craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner ...

...Les dispositions de cette Convention **ne seront pas applicables** [caractères gras rajoutés] aux personnes dont on aura des raisons sérieuses de penser : (a) qu'elles ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité, au sens des instruments internationaux élaborés pour prévoir des dispositions relatives à ces crimes ; (b) qu'elles ont commis un crime grave de droit commun en dehors du pays d'accueil avant d'y être admises comme réfugiés ; (c) qu'elles se sont rendues coupables d'agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

ARTICLE 2. OBLIGATIONS GÉNÉRALES

Tout réfugié a, à l'égard du pays où il se trouve, des devoirs qui comportent notamment l'obligation de se conformer aux lois et règlements ainsi qu'aux mesures prises pour le maintien de l'ordre public.

ARTICLE 3. NON-DISCRIMINATION

Les États contractants appliqueront les dispositions de cette Convention aux réfugiés sans discrimination quant à la race, la religion ou le pays d'origine.

ARTICLE 15. DROIT D'ASSOCIATION

Les États contractants accorderont aux réfugiés qui résident régulièrement sur leur territoire, en ce qui concerne les associations à but non politique et non lucratif et les syndicats professionnels, le traitement le plus favorable accordé aux ressortissants d'un pays étranger dans les mêmes circonstances.

ARTICLE 16. DROIT D'ESTER EN JUSTICE

Tout réfugié aura, sur le territoire des États contractants, libre ... accès devant les tribunaux.

ARTICLE 17. PROFESSIONS SALARIÉES

Les États contractants accorderont à tout réfugié résidant régulièrement sur leur territoire le traitement le plus favorable accordé, dans les mêmes circonstances, aux ressortissants d'un pays étranger en ce qui concerne l'exercice d'une activité professionnelle salariée.

ARTICLE 21. LOGEMENT

En ce qui concerne le logement, les États contractants accorderont, dans la mesure où cette question tombe sous le coup des lois et règlements ou est soumise au contrôle des autorités publiques, aux réfugiés résidant régulièrement sur leur territoire un traitement aussi favorable que possible ; ce traitement en saurait être, en tout cas, moins favorable que celui qui est accordé, dans les mêmes circonstances, aux étrangers en général.

ARTICLE 22. ÉDUCATION PUBLIQUE

1. Les États contractants accorderont aux réfugiés le même traitement qu'aux nationaux en ce qui concerne l'enseignement primaire.
2. Les États contractants accorderont aux réfugiés un traitement aussi favorable que possible, et en tout cas non moins favorable que celui qui est accordé aux étrangers en général dans les mêmes circonstances quant aux catégories d'enseignement autre que l'enseignement primaire et notamment en ce qui concerne l'accès aux études, la reconnaissance de certificats d'études, de diplômes et de titres universitaires délivrés à l'étranger, la remise des droits et taxes et l'attribution de bourses d'études.

ARTICLE 23. ASSISTANCE PUBLIQUE

Les États contractants accorderont aux réfugiés résidant régulièrement sur leur territoire le même traitement en matière d'assistance et de secours publics qu'à leurs nationaux.

ARTICLE 26. LIBERTÉ DE CIRCULATION

Tout État contractant accordera aux réfugiés se trouvant régulièrement sur son territoire le droit d'y choisir leur lieu de résidence et d'y circuler librement sous les réserves instituées par la réglementation applicable aux étrangers en général dans les mêmes circonstances.

ARTICLE 27. PIÈCES D'IDENTITÉ

Les États contractants délivreront des pièces d'identité à tout réfugié se trouvant sur leur territoire et qui ne possède pas un titre de voyage valable.

ARTICLE 29. CHARGES FISCALES

Les États contractants n'assujettiront pas les réfugiés à des droits, taxes, impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront perçus sur leurs nationaux dans des situations analogues.

ARTICLE 32. EXPULSION

1. Les États contractants n'expulseront un réfugié se trouvant régulièrement sur leur territoire que pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public.
2. L'expulsion de ce réfugié n'aura lieu qu'en exécution d'une décision rendue conformément à la procédure par la loi. Le réfugié devra, sauf si des raisons impérieuses de sécurité de sécurité nationale s'y opposent, être admis à fournir des preuves tendant à le disculper, à présenter un recours et à se faire représenter à cet effet devant une autorité compétence ou devant une ou plusieurs personnes spécialement désignées par l'autorité compétente.
3. Les États contractants accorderont à un tel réfugié un délai raisonnable pour lui permettre de chercher à se faire admettre régulièrement dans un autre pays. Les États contractants peuvent appliquer, pendant ce délai, telle mesure d'ordre interne qu'ils jugeront opportune.

ARTICLE 33. DÉFENSE D'EXPULSION OU DE REFOULEMENT

1. Aucun des États contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques.
2. Le bénéfice de la présente disposition ne pourra toutefois être invoqué par un réfugié qu'il y aura des raisons sérieuses de considérer comme un danger pour la sécurité du pays où il se trouve ou qui ayant été l'objet d'une condamnation définitive pour un crime ou délit particulièrement grave, constitue une menace pour la communauté dudit pays.

Module 2

Session 4 : Implications de la Charte humanitaire

Vue d'ensemble

Objectifs de l'apprentissage

À la fin de la session, les participants seront capables de :

- décrire les implications pour la planification et la conception des programmes qui découlent de la Charte humanitaire. Reconnaître l'importance des droits de l'homme et de la "dignité" comme des principes de base dans les opérations humanitaires. Identifier les améliorations qui pourraient être apportées aux activités actuelles de leurs organisations respectives afin d'aider les personnes affectées par des catastrophes à faire observer leurs droits de l'homme.

Principaux messages

- Ce sont les personnes affectées par des catastrophes qui sont les mieux placées pour influencer la conception des programmes afin de satisfaire leurs besoins fondamentaux.
- La plupart des agences humanitaires effectuent déjà des travaux "basés sur les droits" dans leurs activités et projets en cours.
- Il y a de nombreux rôles différents qui interviennent dans une approche "holistique" de la promotion des droits de l'homme, comme par exemple le plaidoyer, le témoignage, le suivi, l'éducation et la protection.
- Le "Schéma des acteurs et des activités de protection du CICR" (ou Cadre de mapping de la protection de CICR) est un outil utile pour comprendre les liens entre ces rôles et la manière dont ils s'appuient les uns les autres.
- La Charte humanitaire de Sphère et le Code de conduite comportent des principes clés qui, lorsqu'on les ajoute à la prestation de services, aident à s'attaquer aux causes premières d'une catastrophe donnée.

Durée ⌚ 90 minutes

Méthode Discussion facilitée

Ressources nécessaires Ordinateur portable / projecteur de données / tableau de conférence et feutres / cartes vierges / notes "Post-it" / papier adhésif ou pâte adhésive / Présentation PowerPoint

Préparation

- Préparez six cartes en écrivant l'un des termes suivants sur chacune : Participation, Redevabilité, Non-discrimination, Autonomisation, Droit et Durabilité.

Session 4 : Implications de la Charte humanitaire

Durée	Activité
15	1 : Introduction
20	2 : Exercice sur les références à la Charte humanitaire
25	3 : Exercice sur les implications des droits pour la conception des programmes/projets
20	4 : Présentation sur le Schéma des acteurs et des activités de protection du CICR
10	5 : Conclusions
90	DURÉE TOTALE

Vous trouverez des copies de toutes les diapositives de ce module dans la section PowerPoint à la fin de la Première partie : Guide du formateur.

Activité 1 : Introduction 15 min.

☐ Projetez la diapositive titre : “Session 4 : Implications de la Charte humanitaire”.

Projetez cette diapositive pendant que les participants arrivent.

☐ Projetez la diapositive : “Objectifs de l'apprentissage”.

Expliquez les objectifs de la session :

- Décrire les implications pour la planification et la conception des programmes qui découlent de la Charte humanitaire. Reconnaître l'importance des droits de l'homme et de la “dignité” comme des principes de base dans les opérations humanitaires. Identifier les améliorations qui pourraient être apportées aux activités actuelles de leurs organisations respectives afin d'aider les personnes affectées par des catastrophes à faire observer leurs droits de l'homme.



Prévoyez un maximum de 1 minute.

Expliquez que :

- cette session porte sur les implications de la Charte humanitaire.

☐ Projetez la diapositive : “L'impératif humanitaire”.

Faites un résumé de la session 1 :

- L'impératif humanitaire consiste à :
 - prévenir et soulager la souffrance humaine ;
 - protéger la vie et la santé (améliorer la condition humaine) ;
 - assurer le respect de l'être humain ;
 - l'impératif humanitaire implique le droit de recevoir une assistance humanitaire et le droit d'en offrir une ;
- ceci est fondamental pour les principes humanitaires
- l'impératif humanitaire implique une approche globale de la protection, c'est-à-dire le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme.



Prévoyez un maximum de 2 minutes.

☐ Projetez la diapositive “Action humanitaire”.

Expliquez que :

- cette expression est importante parce qu’elle reconnaît que les personnes ont le droit de vivre dans la dignité ;
- le personnel humanitaire peut aider les personnes à satisfaire leurs besoins fondamentaux ;
- le personnel humanitaire ne doit pas seulement apporter une assistance matérielle mais aussi s’engager à plaider auprès des gouvernements pour qu’ils fassent respecter les droits des personnes et prennent des dispositions pour les protéger.

Expliquez que :

- les droits clarifient les obligations de chacun ;
- en tant que travailleurs humanitaires nous pouvons utiliser les instruments juridiques internationaux pour demander des comptes aux États ;
- les droits aident les communautés à demander des comptes à leurs gouvernements respectifs en tant que citoyens afin d’obtenir une protection et une assistance en situation de catastrophe.



Prévoyez un maximum de 3 minutes.

Demandez :

- “Que signifie la dignité ?”
- “Comment pouvons-nous contribuer à veiller à ce que nos travaux traitent les personnes de façon digne ?”

Passez en revue les idées du groupe.



Prévoyez un maximum de 5 minutes.

☐ Projetez la diapositive : “Dignité”.

Expliquez que la dignité dépend de concepts centraux qui doivent être pris en compte dans le cadre des travaux humanitaires, y compris les suivants :

- l’individu doit exercer un contrôle sur sa vie, de manière autonome et autodéterminée ;
- ses droits doivent être respectés, les décisions ne doivent être prises que sur la base de son consentement éclairé et sa confidentialité doit être respectée ;
- son identité, ses valeurs et ses comportements culturels doivent être reconnus ;
- tout ceci signifie que les États ont la responsabilité de veiller à la dignité de l’individu, tant sur le plan des objectifs des États que sur celui de ce qu’ils font ;
- la dignité est un aspect central des droits de la personne.



Prévoyez un maximum de 3 minutes.


Activité 2 : Exercice sur les références à la Charte humanitaire

20 min.

☐ Projetez la diapositive : “PANELS”

Expliquez que :

- on peut utiliser l'acronyme anglais “PANELS” pour formuler les questions qui découlent de ce qu'implique notre reconnaissance que toutes les personnes ont des droits de l'homme :
 - Participation
 - Redevabilité (*Accountability*)
 - Non-discrimination
 - Autonomisation (*Empowerment*)
 - Droit (*Law*)
 - Durabilité (*Sustainability*)
- cet acronyme guide les personnes chargées de planifier les programmes et les projets.

 Prévoyez un maximum de 2 minutes.

Demandez aux participants :

- de travailler en petites équipes (vous aurez besoin de 6 équipes en tout).

Donnez une carte (avec un terme de l'acronyme) à chaque équipe.

Demandez à chaque équipe :

- de trouver des exemples de texte dans la Charte humanitaire qui démontrent l'engagement concernant ces termes ;
- d'être prête à lire ses références à haute voix.

INFORMATION À L'APPUI

Si vous avez besoin d'aider les participants, voici des exemples tirés de la Charte humanitaire.

Participation :

La Charte humanitaire implique à plusieurs reprises un engagement concernant la participation.

Section 1.1, le principe "le droit de vivre dans la dignité" implique que les bénéficiaires des programmes sont consultés et informés tout au long du programme. Notre dignité est définie par nous-mêmes, et nous devons être consultés afin de vivre dans la dignité tout en recevant une assistance lors d'une catastrophe.

Section 2.1 "Nous reconnaissons que c'est tout d'abord grâce aux efforts qu'elles déploient elles-mêmes que les personnes affectées par une catastrophe ou par un conflit armé voient leurs besoins satisfaits" est un autre exemple.

La section 3 implique que la participation est entièrement redevable. Dans le Code de conduite (qui éclaire la Charte humanitaire), le principe 7 stipule que "les bénéficiaires potentiels doivent être associés à la gestion du programme d'assistance".

 Prévoyez un maximum de 10 minutes.

Rassemblez le groupe.

Pendant le temps qu'il reste, demandez à chaque équipe de :

- discuter des références qu'elle a trouvées pour son terme.

Activité 3 : Exercice sur les implications des droits pour la conception des programmes/projets

25 min.

☐ Projetez à nouveau la diapositive "PANELS".

- Participation
- Redevabilité (*Accountability*)
- Non-discrimination
- Autonomisation (*Empowerment*)
- Droit (*Law*)
- Durabilité (*Sustainability*)

Posez la question suivante :

- "Pouvez-vous donner des exemples de projets sur lesquels vous avez travaillé qui abordent ces termes ?"

Demandez aux participants de :

- rester dans leur équipe ;
- choisir deux des concepts (de PANELS) et de discuter de la manière dont leurs programmes/projets respectifs abordent ces concepts ;
 - par exemple, comment assurent-ils la participation de la population affectée ?
 - par exemple, leur système de suivi englobe-t-il un retour d'information de la part de la population affectée ?
- consigner certains des points clés sur un tableau de conférence et être prêts à les présenter au reste du groupe.



Prévoyez un maximum de 10 minutes pour la discussion.

Rassemblez le groupe.

Demandez à chaque équipe de présenter ses exemples à tour de rôle.

À la fin des présentations, posez les questions suivantes :

- "Quelles sont les implications supplémentaires des termes pour les programmes/projets ?"
- "Qu'est-ce qui a été fait pour veiller à ce que ces termes soient abordés ?"
- "Quels sont les enseignements qui peuvent être tirés de ces exemples pour influencer les programmes futurs d'assistance humanitaire ?"

Expliquez que :

- comme le reconnaît la Charte humanitaire, ce sont les personnes affectées par une catastrophe qui sont les mieux placées pour comprendre leurs besoins à court et à long terme ;
- il est par conséquent vital que nous veillions à ce que les personnes aient la possibilité de présenter leurs commentaires et de contribuer à la conception des projets ;
- en tant que travailleurs humanitaires nous nous sommes engagés à rendre des comptes aux personnes que nous cherchons à aider ainsi qu'à celles qui nous octroient des fonds ;

- il est par conséquent essentiel de construire des systèmes qui permettent un retour d'information par les parties concernées ;
- la non-discrimination est un principe fondamental du droit des droits de l'homme ;
- notre travail doit être impartial et perçu comme tel par la communauté que nous cherchons à aider ;
- les programmes et projets humanitaires ne doivent pas être imposés aux populations affectées ;
- au lieu de cela, nous devons respecter la responsabilité des populations et rester engagés en faveur du transfert des compétences et des enseignements lorsque c'est approprié ;
- le droit est important car il nous aide à identifier les situations où les États ne sont pas disposés à assumer des responsabilités ou capables de le faire, et il nous donne un cadre de ce que les citoyens sont en droit de demander à l'État ;
- la promotion des droits comme mesure sous-tendant l'action humanitaire ajoute une valeur lorsque l'on réfléchit à l'impact des travaux humanitaires ;
- bien qu'il y ait un besoin d'interventions d'urgence, les projets doivent également prendre en compte les questions de durabilité – une fois que le personnel humanitaire partira, que restera-t-il ?
- une approche de l'assistance humanitaire basée sur les droits contribuera donc à veiller à ce que la vulnérabilité aux catastrophes futures soit réduite ;
- enfin, ceci signifie que nous devons non seulement prendre en compte la conception des programmes pour nos activités d'assistance, mais aussi réfléchir aux activités de plaidoyer.

Activité 4 : Présentation sur le Schéma des acteurs et des activités de protection du CICR

20 min.

Présentez cette partie de la session.

Expliquez que :

- jusqu'ici, nous nous sommes concentrés sur une vue réduite, "micro" des programmes et des projets ;
- nous allons maintenant contempler le tableau plus général, et passer à une vue "macro" de l'action humanitaire, pour la considérer dans un sens global.

☐ Projetez les diapositives sur le "mapping complémentaire". Veillez à bien vous entraîner à utiliser ces diapositives et à réfléchir à ce que vous direz au fur et à mesure que vous les développerez.

Expliquez que :

- le Schéma des acteurs et des activités de protection du CICR (ou Cadre de mapping de la protection) décrit des "modes d'action" ;
- il a été mis au point par le CICR avec la participation d'autres agences pour réfléchir de façon holistique (globale) à la protection et aux stratégies d'assistance et pour les relier ;
- c'est un modèle au travers duquel on peut examiner la gamme d'activités qui peuvent être entreprises par différentes agences humanitaires dans une situation d'urgence humanitaire ;
- il aide à démontrer la manière dont différentes organisations peuvent assumer différents rôles lors d'une situation d'urgence ;
- il met en relief les responsabilités premières des gouvernements de fournir protection et assistance et la manière dont la communauté humanitaire peut soutenir leur travail ;

- il considère la façon dont l'assistance matérielle et le plaidoyer auprès des États doivent se compléter entre eux pour optimiser les possibilités qu'ont les personnes de réaliser leurs droits.

Activité 6 : Conclusions

10 min.

Demandez :

- “Quelles sont les implications de la Charte humanitaire ?”
- “Quelles sont les implications d'une approche axée sur les droits pour la conception d'un programme/projet ?”
- “Cette journée a-t-elle changé la manière dont vous allez travailler ? De quelle façon ?”

Faites un bref bilan de l'activité par rapport aux objectifs de l'apprentissage.

MODULE 2 KIT D'EXERCICES FACULTATIFS

Section A – Concepts fondamentaux : droits, principes, citoyenneté et droits de l'homme

Vous pouvez utiliser ces exercices pour accompagner :

Session 1 : Principaux messages de la Charte humanitaire.

Activité	Page
1 : Qu'est-ce qu'un principe ?	134
2 : Culture et droits	136
3 : Les principes humanitaires et l'individu	137
4 : Une allégorie	138

Exercice facultatif 1 : Qu'est-ce qu'un principe ?

40 min.

Description

Un exercice simple sur les principes à effectuer en équipes pour négocier le partage de ressources peu abondantes.

Vous pouvez utiliser cet exercice pour :

- sensibiliser les participants à la manière dont la nécessité du droit apparaît ;
- concentrer le groupe sur les besoins civils et sociétaux fondamentaux ;
- vous concentrer sur les concepts relatifs à la société civile, y compris celui de devoirs.

Mots clés : principes, primauté du droit, États, devoirs et société civile.

Préparatifs

- Prévoir une bouteille d'eau pour chaque équipe de 3 à 6 participants.

Exercice

Demandez aux participants :

- de travailler en équipes de 3 à 6 personnes

Placez une bouteille d'eau au centre de chaque table.

Demandez à quelques-unes des équipes :


- de jouer le rôle de civils qui se retrouvent coincés avec une seule bouteille d'eau pour eux tous ;
- de discuter de la manière dont ils vont la partager ;
- de se préparer à discuter de leurs idées avec le reste du groupe.

Demandez aux équipes qui restent :

- d'assumer le rôle d'États qui doivent partager la bouteille d'eau ;
- de discuter de la manière dont ils vont la partager ;
- de se préparer à discuter de leurs idées avec le reste du groupe.

Demandez à chaque équipe :

- d'inscrire son approche sur une feuille du tableau de conférence.

 Prévoyez un maximum de 20 minutes.


Rassemblez le groupe

Tout d'abord, demandez aux équipes représentant les civils :

- d'expliquer à tour de rôle ce qu'elles ont l'intention de faire.

Une fois que les équipes représentant les civils ont terminé leur exposé, expliquez que :

- en discutant et en négociant la manière de partager l'eau, elles ont créé les mécanismes de droit sous-jacents, ou le fondement de la primauté du droit.
- elles ont convenu des principes régissant la conduite et potentiellement les règles à respecter.

 Prévoyez un maximum de 10 minutes.

Demandez aux équipes représentant les États au pouvoir :

- d'expliquer à tour de rôle ce qu'elles se proposent de faire.

Une fois que les équipes représentant les États ont expliqué leur approche, expliquez que :

- elles ont créé le fondement du droit international et inventé le traité.

Expliquez que :

- la Charte humanitaire se réfère à des normes qui ont été arrêtées par des États ;
- il s'agit d'accords sur la conduite des États – qui sont énoncés dans les trois principes fondamentaux ;
- la Charte humanitaire fait aussi référence à des principes convenus par de nombreuses organisations humanitaires ;
- le droit et les principes sont susceptibles d'aider les organisations d'aide humanitaire à régler certains de nos problèmes.

Exercice facultatif 2 – Culture et droits

20 min.

Description

Un exercice simple qui encourage les participants à se pencher sur les forces qui favorisent la Charte humanitaire et sur celles qui tentent de lui nuire.

Vous pouvez utiliser cet exercice :

- pour permettre aux participants d'acquérir un point de vue plus large sur les forces favorables et défavorables à la Charte humanitaire ;
- pour sensibiliser les participants au danger de faire des suppositions ;
- comme une activité rapide visant à concentrer le groupe sur la vue d'ensemble, par exemple après avoir examiné les détails juridiques durant le module 2.

Mots clés : droits de l'homme, universalité, culture.

Exercice

Expliquez que :

- vous allez raconter une histoire qui s'est déroulée il y a très longtemps.

Racontez l'histoire :


- une propriétaire d'esclaves reçoit un livre du philosophe Kant, qu'elle finit de lire en une soirée ;
- la propriétaire d'esclaves décide que ses esclaves doivent être libérés ;
- elles rassemblent leurs chefs et d'un large geste de la main leur signifie qu'ils sont tous libres ;
- les esclaves y réfléchissent pendant la nuit et, le lendemain, leurs chefs déclarent : "Eh bien, non merci – nous voulons juste une journée de repos et un peu d'alcool de temps en temps".

Demandez au groupe :

- "Que se passe-t-il ?"

Si le groupe ne les mentionne pas, soulevez les points suivants :

- les esclaves ont peut-être peur d'être libres ;
- les chefs des esclaves ont intérêt à conserver leur leadership.

 Prévoyez un maximum de 10 minutes.

☐ Projetez la diapositive "Culture et droits".

Expliquez que :

- il y a de nombreux facteurs qui agissent en faveur et à l'encontre de la Charte humanitaire et des droits de l'homme ;
- par exemple, les personnes doivent reconnaître et accepter les droits, de préférence avec le soutien de la loi si elles veulent qu'ils soient mis en application ;
- d'un autre côté, les aspects acceptés de la culture locale peuvent nuire aux intérêts des droits de l'homme ;
- une autre force puissante contre les droits de l'homme émane des personnes qui ont intérêt à veiller à ce que ces droits ne soient pas respectés.

Expliquez que :

- les droits de l'homme sont appliqués de manière universelle ;
- leur interprétation et leur valeur sont le résultat de forces opposées qui diffèrent d'un contexte à l'autre.

Exercice facultatif 3 : Les principes humanitaires et l'individu

60 min.

Description

Un exercice sous forme de discussion en équipes sur l'impact que les 10 principes du Code de conduite pour la CR/le CR et les ONG pourraient avoir sur les comportements individuels.

Vous pouvez utiliser cet exercice pour :

- sensibiliser les participants au Code de conduite pour la CR/le CR et les ONG ;
- établir un lien entre le Code de conduite pour la CR/le CR et les ONG et la Charte humanitaire.

Mots clés : principes, comportement individuel.

Préparation

Assurez-vous que chaque participant a un exemplaire du manuel de Sphère.

Exercice

Demandez aux participants de :

- travailler en équipes de 5 ou 6.

Demandez à chaque équipe de :

- lire le Code de conduite.

 Prévoyez un maximum de 5 minutes.


Donnez à chaque équipe un ou deux des 10 principes du Code de conduite.

Demandez à chaque équipe de discuter des questions suivantes :

- “Que signifie(nt) le(s) principe(s) ?”
- “Quelles sont les implications du (ou des) principe(s) pour le comportement individuel des travailleurs humanitaires ?”


Demandez à chaque équipe de :

- tenter d'arriver à un consensus ;
- résumer les points clés sur un tableau de conférence, afin de présenter un bref exposé en plénière.

 Prévoyez 25 minutes pour que les équipes puissent discuter des questions et préparer leurs exposés.

Demandez-leur de :

- placer leur grande feuille de tableau de conférence au devant de la salle avant le commencement des exposés.

 Laissez 20 minutes aux équipes pour qu'elles présentent leur retour d'information.

Menez une brève discussion en plénière sur la question suivante :

- “Quelle est l'utilité des principes humanitaires ?”

Expliquez que :

- la Charte humanitaire s'engage également à suivre les principes énoncés dans le Code de conduite.

La vidéo sur le Code de conduite pourrait être une bonne façon de clore l'exercice (durée de la vidéo : 10 minutes).

Exercice facultatif 4 : Une allégorie

90 min.

Description

L'allégorie est un exercice basé sur un conte. Celui-ci peut être utilisé pour illustrer les concepts fondamentaux de :

- société civile
- contrats sociaux
- primauté du droit
- justice
- citoyenneté
- souveraineté
- droit international
- lois relatives aux droits de l'homme
- obligations et droits
- revendications et droits

L'histoire relate le développement d'une petite communauté imaginaire tandis qu'elle se débat avec ces concepts dans son propre village.

Cet exercice s'avère tout particulièrement puissant lorsqu'il est utilisé dans des cultures où il est traditionnel de raconter des histoires oralement ou bien lorsque l'on souhaite examiner de plus près les concepts fondamentaux des principes et de la citoyenneté.

Vous pouvez utiliser cet exercice pour :

- permettre aux participants de mieux comprendre les concepts humanitaires centraux ;
- mettre en question la manière dont les participants comprennent les concepts de citoyenneté et de principes ;
- examiner les facteurs qui influent sur les contextes humanitaires.

Préparation

- Photocopiez le document de travail "L'allégorie" pour chaque participant (4 pages).
- En option, photocopiez le document de travail "Glossaire des termes juridiques" de la session 2 si les participants n'en ont pas déjà un exemplaire.

Exercice

Expliquez que :

- nous allons nous concentrer sur une histoire portant sur une société.

Distribuez le document de travail : "Une allégorie" à tous les participants.

Lisez l'allégorie à voix haute, ou demandez aux participants d'en lire différentes parties.

Interrompez la lecture à des endroits logiques pour recueillir de nouveaux concepts ou idées. Certains termes clés et moments marquants de l'histoire sont indiqués en caractères gras dans le document de travail.

Inscrivez-les sur un tableau de conférence au fur et à mesure qu'ils apparaissent.

Pendant que l'histoire est racontée, assurez-vous que vous attirez l'attention sur les termes suivants et inscrivez-les sur le tableau de conférence au fur et à mesure qu'ils apparaissent :

- société civile
- contrats sociaux
- primauté du droit
- justice

- citoyenneté
- souveraineté
- droit international
- lois relatives aux droits de l'homme
- obligations et droits
- revendications et droits

⌚ Prévoyez un maximum de 20 minutes pour raconter l'histoire et noter les termes clés.

À la fin du conte, discutez avec le groupe de ce que signifie cette histoire pour ses membres.

⌚ Prévoyez un maximum de 15 minutes.

Relisez les termes figurant sur le tableau de conférence et demandez :

- “Quelles sont d'après vous les principales implications de ces termes pour votre travail ?”

⌚ Prévoyez un maximum de 15 minutes.

Encouragez les participants à raconter leurs propres histoires sur :

- des questions émanant de leur propre expérience ;
- les événements historiques survenus dans leur pays, région ou culture que l'allégorie leur a rappelés.

Pendant le temps qu'il reste, dirigez une discussion en plénière, en utilisant le guide suivant.

Guide de la discussion à l'attention des formateurs

1. Quelle différence y a-t-il entre un droit et un cadeau ?

Le devoir de faire des cadeaux n'existe pas, mais un droit à quelque chose entraîne l'obligation pour quelqu'un d'autre de fournir ladite chose. Chaque droit s'accompagne de devoirs et d'un droit à en exiger le respect.

2. Qu'est-ce qu'un droit ? Une réclamation ?

Un droit est une réclamation légale, une revendication qui doit être satisfaite en vertu de la loi.

3. Qu'est-ce qu'un devoir ?

Le devoir est une obligation qui découle de la loi.

4. Qu'est-ce qui donne aux droits de l'homme leur spécificité ?

Les droits de l'homme sont universels. Ils s'appliquent à tout un chacun en vertu de son statut d'être humain. Les droits de l'homme définissent les conditions minimales qui permettent de vivre dans la dignité. Ils sont inhérents à la personne humaine, à savoir qu'ils ne peuvent lui être retirés.

Il y a deux dimensions aux droits de l'homme : ils sont à la fois normes morales et droits juridiques. Ces droits sont inscrits à la fois en droit national et international.

5. Quels types de devoirs découlent des droits de l'homme ?

La théorie contemporaine veut qu'à chaque droit correspondent trois types de devoirs : respecter, protéger et honorer.

6. S'il y a dans un pays une réclamation valide en faveur d'un droit, à qui incombe-t-il de le faire respecter ?

C'est à l'État que cela incombe et le demandeur peut revendiquer l'exercice de ce droit par le biais des institutions qui peuvent appuyer les personnes dans ce sens (tribunaux du pays, etc.).

7. Quelles sont les sources des droits de l'homme ?

Des textes nationaux et internationaux (Déclaration universelle des droits de l'homme comme source pour le droit international, Charte internationale des droits de l'homme) et aussi les constitutions nationales. Ces documents ne créent pas des droits ; ils ne font que les identifier. Les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels énoncent aussi les droits des combattants et des non-combattants dans des situations de conflit armé. La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés définit les droits de ces personnes.

Exercice facultatif 4 : Une allégorie

Document de travail (4 pages)

Chapitre un : au commencement ...

...vivait une communauté faite de diverses familles qui se connaissaient toutes et avaient établi certains arrangements sociaux.

Chaque famille avait ses propres fonctions au sein du village, qu'il s'agisse de chasser, de cultiver la terre, de ramasser du bois, de préparer les repas, de fabriquer des outils, de bâtir des maisons et ainsi de suite.

Les villageois vivaient dans la satisfaction, disposant d'air salubre, d'eau, de nourriture et d'abris qui les protégeaient des intempéries et des prédateurs.

Ils étaient convaincus d'avoir établi au sein du village une division du travail appropriée, chacun étant chargé de la tâche qui lui convenait le mieux. Ils étaient aussi satisfaits des décisions prises au sujet de l'emplacement des écoles et de divers services publics.

Les anciens du village pouvaient être consultés sur des questions difficiles, telles que l'établissement de relations de troc et de commerce.

Chacun se fiait à l'autre et les promesses étaient tenues.

Chapitre deux : un problème

C'est alors que surgit un problème qui vient perturber le cours harmonieux de la vie au village.

La nourriture vient à manquer à la suite d'un manque de pluies qui a non seulement réduit les récoltes mais aussi le nombre d'animaux que les villageois chassent habituellement. Et la population du village a augmenté.

C'est la première fois que le village se trouve confronté à la nécessité de répartir des ressources insuffisantes.

La satisfaction n'est désormais plus de mise et fait place à des revendications contradictoires. Certains villageois déclarent que la répartition des ressources doit s'effectuer « en fonction de la contribution de chacun » tandis que d'autres proposent de le faire « en fonction des besoins de chacun ».

Ces arguments contradictoires débouchent sur la question de savoir si le village doit être régi par le **principe** de la concurrence ou par celui de la coopération.

Si, en adoptant le principe de la concurrence, on assurerait la survie des plus forts, il apparaît plus sensé de veiller à ce que la majorité puisse continuer à vivre, en suivant un plan raisonné de coopération. La répartition des ressources est donc décidée « en fonction des besoins de chacun ».

Dans ce cas, le problème est réglé mais fait comprendre aux villageois qu'il leur faut se préparer à des aléas futurs, qu'ils auraient besoin de plans de gestion de crise.

Chapitre trois : règles, lois et droits

Il est alors proposé que le village rédige une série de règles pour distribuer tout article qui pourrait encore venir à manquer. Une fois convenues, ces règles seraient considérées comme **contraignantes** – et non susceptibles d'être remises en cause lorsque viendrait le temps de s'en servir.

Alors s'appliqueraient les règles et les personnes recevraient **ce qui leur revenait de droit**.

En s'attelant à la tâche de définir ces règles, les villageois se heurtent à trois aspects problématiques :

- Que faut-il prévoir dans ces règles ?
- Qui va se charger de les appliquer lorsque diverses personnes viendront revendiquer leurs droits ?
- Comment veiller à ce que personne ne les enfreigne ?

Voici ce qu'ils proposent :

- 1 Un groupe largement représentatif des différentes fonctions menées dans le village (à savoir chasseurs, cueilleurs, laboureurs, etc.) préparera ces règles, qui seront présentées à une autre réunion du village pour être approuvées ou révisées. Une fois convenues, ces règles recevront le nom particulier de « **lois** » et auront un caractère contraignant. Ils venaient de régler le problème de l'**élaboration** de la loi.
- 2 Faire appliquer ces règles ne posera pas de difficulté. Chaque réclamation sera soumise aux anciens qui lui donneront suite, conformément aux lois. Il sera décidé de chaque demande en public, tous les villageois **ayant le droit** d'être présents. Ils venaient de régler le problème de l'**application** de la loi.
- 3 Deux options se présentent pour le contrôle de son application : premièrement, la communauté pourrait conférer à un seul de ses membres le pouvoir de veiller à ce que chacun respecte les lois (par la force, le cas échéant). Ou, deuxièmement, les personnes pourraient avoir le droit de récupérer ce qu'elles avaient perdu. Si cela ne donnait pas satisfaction, le village tout entier pourrait prêter main-forte et, en dernier recours, bannir les contrevenants du village. Ils adoptent la deuxième option (l'idée de conférer tout le pouvoir à une seule personne ne leur inspirant pas confiance) ; ils venaient de régler le problème de **contrôle de l'application** de la loi.

En fait, le village avait anticipé le XVIII^e siècle en établissant une distinction claire entre trois fonctions importantes du droit – **l'élaboration, l'application et le contrôle de l'application des lois**.

Quelqu'un demanda : « Comment appeler une réclamation qui doit aboutir aux termes de nos lois ? ». Ils décidèrent de lui donner le nom de **droit**.

Chapitre quatre – un meurtre

Le village pense, désormais, avoir paré à tous les imprévus. Or, un événement inattendu ne tarde pas à survenir. Un meurtre vient d'être commis au sein du village.

Là encore, le village se heurte aux mêmes questions :

1. Que faudrait-il prévoir dans ces règles ? – Qui va **élaborer** les lois ?
2. Qui va se charger de les appliquer aux diverses réclamations individuelles ? – Comment vont-elles **s'appliquer** à un cas particulier ?
3. Comment veiller à ce que personne ne les enfreigne ? Comment va-t-on en **contrôler l'application** ?

Pour les deux premières questions, les villageois adoptent la même solution que précédemment :

- Tout d'abord, les lois seront rédigées par un petit groupe représentant les différents intérêts au sein de la communauté, puis débattues et approuvées en réunion publique, au village.
- Ensuite, ces lois seront appliquées par les anciens réunis en un lieu public.

Toutefois, il y a beaucoup de discussions sur la façon dont on veillera à l'application de la loi, ce crime ayant des répercussions beaucoup plus vastes que le manque de nourriture, d'une part, et les villageois souhaitant éviter qu'une telle chose ne se reproduise, d'autre part.

Deux choix se présentent à eux sur le sujet du **contrôle de l'application** de la loi. La personne qui a tué peut être tuée à son tour, ou bien une personne officiellement nommée par la communauté pourrait mener l'exécution en son nom.

Ce qui soulève les objections ci-après.

1. Il doit être donné au meurtrier la possibilité de sauver sa propre vie en faisant des réparations à la famille de la victime et en quittant volontairement le village.
2. Tuer le meurtrier, c'est inmanquablement attirer d'autres difficultés.
3. La personne autorisée à châtier le meurtrier obtiendrait le permis de tuer au nom du village. Pourrait-on imaginer se retrouver en possession d'un pouvoir aussi terrible ?

Ils retiennent donc la solution suivante :

Si l'un des membres de la communauté ôte la vie à un autre membre, option lui est donnée de payer des réparations complètes à la famille. En cas de désaccord sur le montant, les modalités ou le montant du paiement, il revient alors aux anciens de trancher la question en audience publique.

En s'acquittant de sa dette, le meurtrier voit sa vie désormais à l'abri du danger – dans la négative, il s'est placé en dehors de la communauté.

Ayant refusé de **respecter** les *lois* de la communauté, il perd le **droit** à leur **protection**. Tout ce qu'il possède peut alors être saisi et il est complètement mis au ban de la société.

C'est alors que l'on demande : « Comment appeler un homme en dehors de nos lois ? ». Il est décidé de l'appeler un « hors-la-loi ».

Chapitre cinq : les nouveaux venus

A ce stade dans la vie au village arrive une nouvelle famille aux habitudes très différentes de celles des autres éléments de la communauté qui ont appris à très bien se connaître, les uns les autres et leurs coutumes. Cependant, la nouvelle famille apporte aussi avec elle un savoir et des connaissances nouveaux qui revêtent un intérêt pour le village.

Peu de temps après l'arrivée des nouveaux venus, un entrepôt est complètement rasé par un incendie. En vertu des lois de coopération en vigueur au village, toutes les nouvelles familles sont **tenues** de participer à la reconstitution du bâtiment et des stocks de l'entrepôt.

Les nouveaux venus protestent en arguant du fait que de telles lois n'existent pas à l'endroit d'où ils viennent. Ils s'insurgent contre l'obligation de respecter les lois du village, aux motifs ci-après :

1. ils n'ont pas pris part à l'élaboration des lois,
2. ils n'ont jamais accepté la compétence des anciens,
3. les anciens du village n'ont aucun intérêt à statuer en faveur de la nouvelle famille,
4. il faut expliquer pourquoi le chef de la nouvelle famille n'est pas un ancien,
5. et ainsi de suite...

Les anciens voient une certaine validité dans ces arguments. Ils demandent alors si la famille accepterait les lois du village à condition qu'on la traite comme un membre à part entière de la communauté, à tous égards. A savoir, si

- le chef de famille était nommé ancien, avait le droit de s'exprimer au conseil du village et si
- tous les droits de tous les membres de la nouvelle famille étaient reconnus et respectés en vertu de ces lois.

Les nouveaux venus donnent leur accord.

Et le village comprend alors qu'il a forgé les deux notions essentielles ci-après.

- **Les lois sont des règles de conduites jugées revêtir un caractère contraignant pour tous les membres d'une communauté donnée.**
- **Un droit est une réclamation présentée par un membre de la communauté et qui est appelée à être honorée en vertu des lois de ladite communauté.**

MODULE 2 KIT D'EXERCICES FACULTATIFS

Section B

Les droits de l'homme et le cadre juridique international

Vous pouvez utiliser ces exercices pour accompagner :

- Session 2 : Concepts fondamentaux relatifs aux droits de l'homme
- Session 3 : Le cadre juridique international

Activité	Page
5 : Questions sur les concepts	146
6 : Quiz sur les instruments juridiques	148
7 : Déclarations dans le droit international	151

Exercice facultatif 5 – Questions sur les concepts

60 min.

Description

Il s'agit d'un exercice basé sur la discussion conçu pour familiariser les participants avec certains des concepts fondamentaux de l'histoire des droits de l'homme et du droit dans ce domaine.

Vous pouvez utiliser cette activité pour :

- introduire le concept des droits de l'homme pendant la session 1 ;
- approfondir la compréhension des concepts centraux parmi les participants.

Mots clés : droits de l'homme, citoyenneté, souveraineté, primauté du droit, société civile, globalisation (mondialisation), organisations non gouvernementales, communauté internationale.

Préparation

Préparez une carte pour chacune des équipes, comme suit :

Équipe A	Les droits de l'homme et la citoyenneté
Équipe B	Les droits de l'homme et la souveraineté
Équipe C	Les droits de l'homme et la primauté du droit
Équipe D	Les droits de l'homme et la société civile
Équipe E	Les droits de l'homme et les organisations non gouvernementales
Équipe F	Les droits de l'homme et la communauté internationale

Exercice

Demandez aux participants de :

- travailler en petites équipes, dans l'idéal de quatre ou cinq personnes.
-

Donnez une carte de concept différente à chaque équipe.

☐ Projetez la diapositive : "Questions sur les concepts".

Demandez aux équipes de répondre aux questions figurant sur les diapositives :

- Quel est le rapport entre les deux concepts figurant sur les cartes ?
- Pourquoi ces concepts sont-ils importants pour les acteurs humanitaires ?
- Ces concepts sont-ils pertinents dans le contexte dans lequel nous travaillons – national, régional... ? Pourquoi ?

Expliquez que :

- dans 20 minutes, elles devront présenter leurs conclusions au reste du groupe.

Demandez-leur de :

- préparer un bref exposé informel qui ne devrait pas durer plus de 3 à 5 minutes.

Circulez entre les équipes et aidez-les durant cette discussion.

 Prévoyez 20 minutes pour cette discussion en équipe.

Rassemblez le groupe.

Demandez à chaque équipe, à tour de rôle, de :

- présenter son concept.
-

Encouragez le groupe à :

- poser des questions ;
- faire des commentaires sur le concept

Expliquez que :

- en général, il n'y a pas de réponse "correcte".



Prévoyez 3-5 minutes pour l'exposé de chaque équipe.



Prévoyez 40 minutes en tout pour la discussion en plénière.

Exercice facultatif 6 : Quiz sur les instruments juridiques

30 min.

Description

Un questionnaire idéal pour que les petites équipes puissent faire un bilan de ce qui a été appris sur les instruments juridiques internationaux.

Vous pouvez utiliser cet exercice :

- à la fin de la session, comme un exercice permettant de faire le bilan de ce qui a été appris ;
- comme un quiz-concours pour stimuler l'intérêt des participants ;
- comme un exercice d'étude individuel pour les participants.

Mots clés : droit international humanitaire, droit international des droits de l'homme, droit international des réfugiés, principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays.

Préparation

Photocopiez :

- un exemplaire du quiz et de la feuille de réponses pour vous ;
- un exemplaire du document de travail pour tous les participants si vous décidez d'utiliser le quiz comme exercice individuel.

<h2>Exercice</h2>

Demandez aux participants de travailler en petites équipes de 3 à 6 personnes.

Distribuez le document de travail : “Quiz sur les instruments juridiques”.

Demandez aux équipes :

- de se donner un nom ;
- de charger une personne d'écrire les réponses de l'équipe sur le document de travail ;
- de lire les questions à haute voix – les équipes devront noter leurs réponses ;
- de ne pas montrer leurs réponses aux autres équipes ;
- d'inscrire le nom de leur équipe en haut du document de travail.

 **Prévoyez un maximum de 20 minutes.**

Une fois que vous avez fini de lire les questions, demandez aux petites équipes :

- d'échanger leurs documents pour noter les réponses des autres équipes.

Expliquez que :

- chaque réponse correcte reçoit un point ;
- des points en plus (bonus) sont disponibles (à vous de juger de la manière de les attribuer).

Réviser les réponses en plénière et interrompez-vous pour clarifier les réponses lorsque celles données sont incorrectes.

Additionnez les notes et remettez un prix aux vainqueurs !

Réponses au quiz : (Exemplaire du formateur - réponses en caractères gras)

- 1 Comment appelle-t-on aussi le “droit international humanitaire” (DIH) ?
Lois de la guerre ou droit de la guerre.

- 2 Comment appelle-t-on les principaux traités de droit international humanitaire ?
Les Conventions de Genève.
- 3 Quelle est la grande différence entre une IDP et un réfugié ?
Le réfugié a franchi une frontière avec un autre pays.
- 4 Quels sont les principes qui protègent les IDP ?
Les principes directeurs relatifs aux IDP qu'a formulés Francis Deng en 1998.
- 5 Est-ce que le droit impose le respect de ces principes ?
Techniquement, non, mais bon nombre de ces principes sont fondés sur le droit international.
- 6 Quelle sont les principales conventions qui protègent les réfugiés ?
La Convention de 1951 sur le statut des réfugiés ou la Convention de 1969 relative aux réfugiés de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).
- 7 Que signifie le droit de non-refoulement ?
Le droit de ne pas être rapatrié de force au pays duquel l'on a fui.
- 8 À qui incombe, au premier chef, le rôle et la responsabilité de porter secours lorsque les victimes sont dans l'incapacité de prendre des mesures elles mêmes ?
Aux autorités gouvernementales nationales.
- 9 Énoncez trois principes du Code de conduite.
Voir le manuel Sphère (Code de conduite pour la CR/le CR et pour les ONG).
- 10 Énoncez les trois principes qui figurent dans la Charte humanitaire.
1) le droit de vivre dans la dignité, 2) la distinction entre combattants et non-combattants et 3) le droit de non-refoulement.
- 11 Qui sont les deux organes principaux chargés respectivement de promouvoir et de faire respecter le droit international humanitaire et le droit relatif aux réfugiés ?
Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).
- 12 En qualité de gardiens du droit international humanitaire et du droit relatif aux réfugiés, est-ce que ces deux organes sont ceux qui décident, en dernier recours, des modalités de contrôle de l'application de ce droit ?
Non.
- 13 Pour qui les règles de droit international humanitaire ont-elles un caractère contraignant ?
Les États et les parties belligérantes.
- 14 Existe-t-il un "droit à l'asile" ?
Non, seulement le droit de chercher asile.
- 15 Dans les négociations menées avec des parties belligérantes pour gagner accès aux populations touchées par le conflit, auprès de quelle organisation peut-on chercher conseil ?
Auprès du CICR.
- 16 Quels sont les mécanismes qui existent pour contrôler l'application du droit international ?
Des mécanismes nationaux, des tribunaux ad hoc, la Cour pénale internationale et la Cour internationale de justice, des sanctions, des activités de plaider, des commissions vérité, les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, etc.
- 17 Quel est l'organe qui autorise les États à recourir à la force armée ?
Le Conseil de sécurité de l'ONU.
- 18 Que signifie "auquel on ne peut déroger" ?
Dans le cas d'un droit, cela veut dire que l'on ne peut le suspendre, même en cas d'urgence.
- 19 Énoncez cinq droits de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
Voir la Déclaration universelle des droits de l'homme.
- 20 Quelles sont les deux choses auxquelles les personnes touchées par une catastrophe ont droit en vertu du droit international ?
À être protégées et secourues.
- 21 Énoncez deux parties qui ont des devoirs à remplir (porteurs de devoirs) en vertu du droit.
Les États et les parties belligérantes (obligation juridique) et tout membre de la société civile (obligation morale).

Module 2 : Exercice facultatif 6

Quiz – Les instruments juridiques internationaux

Document de travail (1 page)

1. Comment appelle-t-on aussi le “droit international humanitaire” (DIH) ?
2. Comment appelle-t-on les principaux traités de droit international humanitaire ?
3. Quelle est la grande différence entre une IDP et un réfugié ?
4. Quels sont les principes qui protègent les IDP ?
5. Est-ce que le droit impose le respect de ces principes ?
6. Quelles sont les principales conventions qui protègent les réfugiés ?
7. Que signifie le droit de non-refoulement ?
8. À qui incombe, au premier chef, le rôle et la responsabilité de porter secours lorsque les victimes sont dans l'incapacité de prendre des mesures elles mêmes ?
9. Énoncez trois principes du Code de conduite.
10. Énoncez les trois principes qui figurent dans la Charte humanitaire.
11. Qui sont les deux organes principaux chargés respectivement de promouvoir et de faire respecter le droit international humanitaire et le droit relatif aux réfugiés ?
12. En qualité de gardiens du droit international humanitaire et du droit relatif aux réfugiés, est-ce que ces deux organes sont ceux qui décident, en dernier recours, des modalités de contrôle de l'application de ce droit ?
13. Pour qui les règles de droit international humanitaire ont-elles un caractère contraignant ?
14. Existe-t-il un “droit à l'asile” ?
15. Dans les négociations menées avec des parties belligérantes pour gagner accès aux populations touchées par le conflit, auprès de quelle organisation peut-on chercher conseil ?
16. Quels sont les mécanismes qui existent pour contrôler l'application du droit international ?
17. Quel est l'organe qui autorise les États à recourir à la force armée ?
18. Que signifie “auquel on ne peut déroger” ?
19. Énoncez cinq droits de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
20. Quelles sont les deux choses auxquelles les personnes touchées par une catastrophe ont droit en vertu du droit international ?
21. Énoncez deux parties qui ont des devoirs à remplir (porteurs de devoirs) en vertu du droit.

Exercice facultatif 7 : Déclarations de droit international

60 min.

Description

Un jeu d'équipes conçu pour examiner certains points de droit international de façon plus approfondie. Cet exercice fait intervenir des travaux en petites équipes et peut être organisé comme un concours.

Vous pouvez utiliser cet exercice :

- à la fin d'une session pour tester et renforcer l'apprentissage ;
- pour étudier davantage certains des concepts du droit international.

Mots clés : droit international humanitaire, droit international des droits de l'homme, droit international des réfugiés, principes directeurs relatifs au déplacement des personnes à l'intérieur de leur propre pays.

Préparation

Photocopiez des listes d'affirmations pour chacune des petites équipes. Découpez chaque déclaration et attachez-les au moyen d'un trombone de façon à ce que chaque équipe ait les déclarations 1 à 15 sous forme de carnet.

Préparez une feuille de tableau de conférence pour chaque équipe. Divisez-le en quatre cases égales :

- dans la première case, inscrivez DIH ;
- dans la deuxième case, inscrivez Droit international des droits de l'homme ;
- dans la troisième, inscrivez Droit international des réfugiés ;
- dans la quatrième, inscrivez Droit national.

Vous aurez également besoin de pâte ou de ruban adhésif pour que les participants puissent coller les déclarations sur le tableau de conférence.

Exercice

Demandez aux participants de :


- travailler en petites équipes de 3 à 6 personnes.

Donnez un carnet de déclarations à chaque équipe.

Donnez une feuille de tableau de conférence à chaque équipe.

Demandez aux équipes de coller les déclarations dans la catégorie appropriée sur leur grande feuille :

- droit international humanitaire
- droit international des droits de l'homme
- droit international des réfugiés

 Prévoyez 30 minutes pour cette partie de l'exercice.

Vous déciderez peut-être :

- d'organiser ceci comme une compétition en notant les réponses de chaque équipe ;
- de distribuer aux participants des documents de travail de la session 2 pour les aider à répondre.

Au bout de 30 minutes, rassemblez le groupe et passez les réponses en revue, en utilisant le guide des réponses ci-dessous.

Donnez des explications au besoin pour clarifier les points difficiles.

Guide des réponses (pour les formateurs)

1. Dans un pays X, des rebelles utilisent la tactique de l'attaque surprise – par exemple, en faisant exploser des installations électriques et d'autres équipements publics, puis en prenant la fuite.

Droit national, DIH, article 3 commun, Protocole II (selon le degré de violence et d'organisation).

2. Les forces rebelles du pays Y essaient de renverser le gouvernement par la force armée. Le pays X leur fournit armes et matériel mais pas de soldats.

DIH, Article 3 commun, Protocole II – conflits armés internationaux. (CG + PI). Les autorités du pays X peuvent nier envoyer des armes.

3. Un gardien de prison agresse sexuellement un/une détenu(e).

Droit international sur les droits de l'homme, le gardien de prison étant fonctionnaire. (Peut aussi relever du droit national.)

4. Un étudiant agresse sexuellement un/une employé(e) de l'université.

Cas relevant, à l'évidence, du droit national.

5. Les autorités craignent qu'un nouveau groupe de militants ne commette des dégâts. Elles font arrêter ceux qui sont soupçonnés d'en être les chefs, avant qu'une attaque ou un crime ait été commis.

Droit international des droits de l'homme (le droit invoqué peut être international ou national).

6. Un membre d'un groupe minoritaire dans un pays craint d'être enrôlé de force dans un mouvement rebelle qui prétend représenter cette minorité. Il fuit donc dans un pays voisin.

Convention de 1951 sur le statut des réfugiés qui prévoit la crainte d'être persécuté par le gouvernement national. Bien que la partie concernée ne soit pas un État, le droit sur les réfugiés a évolué et recouvre désormais ce cas de figure.

7. Dans un contexte de guerre civile brutale, des rebelles tranchent les bras de civils pour répandre la peur parmi la population.

DIH (Art. 3 et PII), crimes de guerre. Pourrait aussi relever du droit sur les droits de l'homme - crimes contre l'humanité.

8. Dans un contexte de guerre civile brutale, un individu tranche les bras de personnes qui sont de l'autre bord.

Droit national, mais aussi crime contre l'humanité – droit sur les droits de l'homme.

9. Une alliance de forces armées de plusieurs pays, qui sont membres de l'ONU, lance une campagne de bombardement contre le pays X, dans le but de contraindre son gouvernement de ne plus bafouer les droits de l'homme de certains citoyens qui font partie d'un groupe minoritaire.

Charte de l'ONU, chapitre 7 et DIH. Demander qui surveille les Nations unies – les gouvernements et le CICR.

10. L'ancien membre d'une armée rebelle craint à présent que ses anciens compagnons d'armes ne le tuent, l'accusant d'être un traître. Il s'enfuit dans un pays voisin.

Convention de 1951, persécution commise par un acteur non étatique et, éventuellement, clause d'exclusion 1F. Le précédent, dans ce cas, est celui d'un ancien

membre de l'IRA qui s'enfuit au Canada et parvint à obtenir le statut de réfugié. DIH – protection des personnes “hors de combat”.

11. Un militant des droits de l'homme, emprisonné depuis plusieurs mois, n'a toujours pas la moindre idée de la date à laquelle son procès s'ouvrira.
Droit international sur les droits de l'homme. Aussi, Pacte international relatif aux droits civils, politiques et (PIDCP) – article 14. Peut aussi relever du droit national.
12. En raison d'émeutes et de combats de rue, les autorités déclarent l'État d'urgence.
Le droit national prévoit des dispositions autorisant les autorités à déclarer l'État d'urgence, toutefois, cette mesure tombe aussi sous le coup du droit international des droits de l'homme – le PIDCP.
13. Soucieux de mener à bien ses plans économiques, un gouvernement décide de faire construire des barrages sur plusieurs rivières dans une région où vit une minorité qu'il oblige à déménager.
Droit international sur les droits de l'homme et aussi Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays – section 2, principe 6c.
14. Plusieurs villages installés en zone frontalière se trouvent menacés par des crues à la suite de très fortes précipitations. Les habitants décident donc de partir et d'entrer dans le pays Y.
Droit national du pays Y, qui pourrait décider d'octroyer le statut de bénéficiaires de secours humanitaires à ces personnes. Droit relatif aux réfugiés non applicable puisqu'il n'y a pas crainte de persécution.
15. Un conflit armé oppose le gouvernement et des forces rebelles et ces dernières gagnent du terrain. La population civile qui vit dans la zone en guerre et craint ces rebelles décide de partir et de passer la frontière en pays voisin.
En partant du droit national puis en élargissant au droit international. Voici une illustration d'un problème national qui gagne une envergure internationale, selon le degré d'organisation et la structure de commandement, entre autres, de ces forces rebelles. En droit international, le Protocole II pourrait être applicable, ou le droit relatif aux réfugiés, si l'on prend la définition plus large de la Convention de l'OUA.

Module 2 : Exercice facultatif 7 :

Déclarations de droit international

(1 page – découper les déclarations individuelles pour les groupes)

1. Dans un pays X, des rebelles utilisent la tactique de l'attaque surprise – par exemple, en faisant exploser des installations électriques et d'autres équipements publics, puis en prenant la fuite.
2. Les forces rebelles du pays Y essaient de renverser le gouvernement par la force armée. Le pays X leur fournit armes et matériel mais pas de soldats.
3. Un gardien de prison agresse sexuellement un/une détenu(e).
4. Un étudiant agresse sexuellement un/une employé(e) de l'université.
5. Les autorités craignent qu'un nouveau groupe de militants ne commette des dégâts. Elles font arrêter ceux qui sont soupçonnés d'en être les chefs, avant qu'une attaque ou un crime ait été commis.
6. Un membre d'un groupe minoritaire dans un pays craint d'être enrôlé de force dans un mouvement rebelle qui prétend représenter cette minorité. Il fuit donc dans un pays voisin.
7. Dans un contexte de guerre civile brutale, des rebelles tranchent les bras de civils pour répandre la peur parmi la population.
8. Dans un contexte de guerre civile brutale, un individu tranche les bras de personnes qui sont de l'autre bord.
9. Une alliance de forces armées de plusieurs pays, qui sont membres de l'ONU, lance une campagne de bombardement contre le pays X, dans le but de contraindre son gouvernement de ne plus bafouer les droits de l'homme de certains citoyens qui font partie d'un groupe minoritaire.
10. L'ancien membre d'une armée rebelle craint à présent que ses anciens compagnons d'armes ne le tuent, l'accusant d'être un traître. Il s'enfuit dans un pays voisin.
11. Un militant des droits de l'homme, emprisonné depuis plusieurs mois, n'a toujours pas la moindre idée de la date à laquelle son procès s'ouvrira.
12. En raison d'émeutes et de combats de rue, les autorités déclarent l'État d'urgence.
13. Soucieux de mener à bien ses plans économiques, un gouvernement décide de faire construire des barrages sur plusieurs rivières dans une région où vit une minorité qu'il oblige à déménager.
14. Plusieurs villages installés en zone frontalière se trouvent menacés par des crues à la suite de très fortes précipitations. Les habitants décident donc de partir et d'entrer dans le pays Y.
15. Un conflit armé oppose le gouvernement et des forces rebelles et ces dernières gagnent du terrain. La population civile qui vit dans la zone en guerre et craint ces rebelles décide de partir et de passer la frontière en pays voisin.

MODULE 2 KIT D'EXERCICES FACULTATIFS

Section C – Les implications de la Charte humanitaire

Vous pouvez utiliser ces exercices pour accompagner :

- Session 3 : implications de la Charte humanitaire

Activité	Page
8 : Étude de cas sur la protection	156
9 : Cartographie (mapping) des acteurs	162
10 : Débat sur les questions	166
11 : Protection et complémentarité	169

Exercice facultatif 8 – Étude de cas sur la protection

Réfugiés Rohingya 1992-1997

60 min.

Description

Cette étude de cas relate des événements survenus au Bangladesh durant les années 90, lorsque 260.000 réfugiés arrivèrent en provenance du Myanmar. Il y a un document de travail qui accompagne l'étude de cas et relate la manière dont une ONGI a réagi face aux événements. Ce document de travail peut servir de base de discussion pour clore l'exercice.

Vous pouvez utiliser cette activité :

- après la session 3 ou 4 ;
- pour renforcer ce qui a été appris dans le domaine spécialisé de la protection des réfugiés ;
- pour examiner des questions concernant la protection, le droit des réfugiés et le plaidoyer ;
- pour encourager les participants à réfléchir aux termes de l'engagement.

Mots clés : réfugiés, droit international des réfugiés, plaidoyer, travail avec les gouvernements et les Nations Unies.

Préparation

Faites une photocopie de l'étude de cas et du document de travail qui l'accompagne pour chaque participant.

<h2>Exercice</h2>

Demandez aux participants de :

- travailler en équipes de 3 à 6.

Distribuez :

- le document de travail de l'étude de cas aux équipes.

Expliquez que :

- les équipes disposent de 45 minutes pour lire les questions de l'étude de cas et y répondre.

Demandez aux équipes de :

- présenter leurs conclusions dans le cadre d'une discussion en plénière.

Durant la discussion, visez à vous concentrer sur :

- les questions relatives à la protection des réfugiés ;
- les stratégies et les risques du plaidoyer.

Module 2 :

Exercice facultatif 8 – Étude de cas sur la protection Document de travail (3 pages)

Réfugiés Rohingya 1992-1997

Volet 1 Protection et assistance

Les violations systématiques des droits de l'homme au Myanmar ont conduit bien des personnes à fuir le pays au début des années 90. Des centaines de milliers de Birmans sont assujettis à des lois arbitraires qui les contraignent au travail forcé, dans des conditions pitoyables, et des dizaines de milliers de membres de minorités ethniques ont fait l'objet de déplacement forcé. Le Conseil pour le rétablissement de la loi et de l'ordre national (CRLON - State Law and Order Restoration Council - SLORC) dirige par décret, sous un régime de loi martiale et emprisonne presque tous ceux qui sont critiques à l'égard des autorités.

La minorité ethnique Rohingya est peut-être l'un des groupes ethniques les plus vulnérables du pays. Vers la fin de l'année 1991, plus de 260 000 Rohingyas fuient en direction du Bangladesh voisin, soit un exode plus massif encore que celui de 1978 (200 000 personnes). Les raisons invoquées par les réfugiés pour quitter leurs foyers de la province birmane d'Arakan vont de la militarisation accrue du pays à la destruction de leurs villages, en passant par le travail forcé, la confiscation des terres et les traitements inhumains et dégradants.

En début d'année 1992, les autorités du Bangladesh invitent des agences internationales à porter secours aux réfugiés Rohingya, en raison de conditions de santé qui se dégradent. Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU et des ONG internationales aménagent vingt camps de réfugiés au sud de Cox's Bazar. Les autorités du Bangladesh considèrent la présence des réfugiés Rohingya comme un problème à court terme et commencent à les rapatrier vers le Myanmar en septembre 1992. Pour protester contre les méthodes coercitives employées par les autorités, l'UNHCR refuse d'apporter son concours à cette démarche de rapatriement. Après l'intervention diplomatique de Mme Ogata, commissaire de l'UNHCR, auprès des autorités, celles-ci conviennent bien de signer un protocole d'accord avec l'UNHCR qui permet à ce dernier de s'acquitter de son mandat, à savoir aider et protéger les réfugiés.

Volet 2 Rapatriement volontaire

Cependant, en fin d'année 1993, les autorités du Bangladesh et l'UNHCR annoncent un plan visant à faciliter le rapatriement volontaire. Au départ, le nombre de Rohingyas qui repart est faible – en raison aussi, en partie, d'un cyclone qui s'abat dans les environs de Cox's Bazar au printemps 1994 – mais les pressions s'intensifient pour renvoyer plus de personnes dans leurs foyers.

Puis, dans le courant de l'été 1994, l'UNHCR change soudainement de politique. Alors que la méthode était d'interroger les personnes une par une pour déterminer leur envie de rentrer, l'UNHCR introduit un système d'inscription collectif pour les candidats au retour. De plus, les sessions d'information destinées à faire le point sur la situation en vigueur au Myanmar deviennent des rencontres de promotion du rapatriement, au motif que le contexte national "s'y prête". Aux termes d'un accord avec les autorités birmanes, l'UNHCR ouvre une mission à Arakan, affirmant qu'il pourra ainsi surveiller le retour des réfugiés.

En l'espace de quelques mois, des dizaines de milliers de réfugiés retournent chez eux. Au départ, l'UNHCR avait établi que 23 % des réfugiés étaient prêts à rentrer, mais après avoir changé de politique, l'UNHCR affirme que près de 95 % des Rohingyas sont désormais candidats au retour. L'UNHCR déclare que ces rapatriements sont volontaires.

Bien des ONG internationales associées aux opérations de secours destinées aux Rohingyas au Bangladesh s'interrogent sur le revirement de politique de la part de l'UNHCR. En particulier, elles ne sont pas convaincues que les réfugiés ont eu suffisamment d'informations pour prendre la décision, en connaissance de cause, de rentrer ou non chez eux. Et, si les réfugiés ont été mal informés, le caractère volontaire de ce rapatriement devient contestable.

L'UNHCR réitère à plusieurs reprises que ces rapatriements sont volontaires, sans parvenir à convaincre les ONG internationales. La seule façon, à leur avis, de savoir si c'est ou non le cas, est de mener un sondage. C'est ainsi que l'on mène une enquête dans 11 des 20 camps. Il en ressort qu'un grand nombre de réfugiés – 65 % des sondés – ne savaient pas qu'ils pouvaient refuser d'être rapatriés. 61 % des réfugiés déclarent avoir des inquiétudes au sujet du retour au pays et 48 % d'entre eux ont le sentiment qu'ils n'ont pas pu exprimer leurs craintes. Dans ce groupe, 49 % des personnes interrogées pensent qu'il est trop dangereux de parler. Neuf pour cent seulement des réfugiés interrogés étaient prêts au retour et jugeaient leur pays sûr, contre 63 % qui ne voulaient pas rentrer.

Sur la base de ces sondages, les ONG internationales peuvent conclure que les réfugiés n'ont pas eu les informations requises pour décider, en connaissance de cause, s'il convenait ou non de rentrer au pays. Ils ne savaient pas qu'ils avaient le droit de refuser et n'avaient pas non plus assez d'informations sur la situation régnant dans leur pays. De plus, ils n'avaient plus confiance dans l'UNHCR après son revirement de politique. Pour bien des réfugiés, l'UNHCR et les autorités du Bangladesh semblaient adopter la même ligne sur leur retour au pays et, par conséquent, ils préféraient ne pas parler à l'UNHCR de leurs inquiétudes au sujet du rapatriement.

Volet 3 Nouveaux arrivants

Cependant, à l'issue de pourparlers de haut niveau menés entre l'UNHCR et une ONG internationale, la seule conclusion à laquelle l'on parvient est "d'être d'accord sur notre désaccord". Le rapatriement se poursuit. Les autorités du Bangladesh continuent à faire pression sur l'UNHCR afin que le programme de rapatriement volontaire soit mené à bien. Pour les autorités, il ne faut présenter aux réfugiés qu'une solution : celle de rentrer.

En juillet 1997, l'UNHCR ne recense que 20 500 réfugiés à Nayapara et Kutupalong, seuls camps encore ouverts sur les vingt aménagés dans la zone en 1991/1992. Les 20 et 21 juillet, des forces de l'ordre investissent les camps et cherchent, par la force, à intimider les réfugiés pour qu'ils rentrent au pays. Certains d'entre eux, dont des femmes et des enfants, sont battus. Des familles sont séparées et une femme, visiblement enceinte, est contrainte à repartir.

Dans le même temps, l'on apprenait que plusieurs milliers de nouveaux réfugiés Rohingya (appelés aussi les "nouveaux arrivants") avaient commencé à entrer au Bangladesh à partir de février 1996. L'UNHCR commence par déclarer que ces personnes doivent être considérées comme des "immigrants économiques", ce qui est la position des autorités du pays. Le gouvernement refuse obstinément de reconnaître que ces nouveaux arrivants peuvent avoir le droit d'être protégés. Les autorités partent du principe qu'il faut empêcher ces nouveaux venus de rester au Bangladesh et les déporter, sans autre forme de procès, dès qu'ils sont découverts dans le pays. Cette politique signifie que les nouveaux réfugiés Rohingya, qui cherchent asile, n'ont droit ni d'entrer dans l'un des deux camps de réfugiés, ni de bénéficier d'un secours quelconque de la part de l'UNHCR ou d'autres agences. Afin de mettre en pratique cette politique, des agents de sécurité du Bangladesh entrent dans les camps dans le but d'arrêter les nouveaux venus et de les déporter. Ils refoulent également les petits bateaux dont se servaient les Rohingyas pour essayer de traverser la rivière. En mars 1996, on signale que 15 réfugiés se sont noyés, ce qui plonge dans l'effroi la population qui jouit du statut de réfugiée.

D'après les estimations, plus de 15 000 Rohingyas sont parvenues à entrer au Bangladesh en 1996. Il est manifeste, aussi, qu'une part non négligeable de ces personnes faisait partie du groupe de réfugiés qui, arrivé en 1992, avait ultérieurement été rapatrié à Myanmar. À la saison des moussons succède, en 1997, une nouvelle vague de réfugiés (7 000 au moins), principalement durant les mois de mai et de juin. Bien qu'interdits de séjour dans les camps de réfugiés, la plupart de ces nouveaux demandeurs d'asile parviennent quand même à gagner le Bangladesh. Les ONG internationales doutent sérieusement du bien-fondé de la position officielle de l'UNHCR selon laquelle les nouveaux arrivants sont des immigrants économiques et non des réfugiés, mais il faut attendre jusqu'à fin juin 1997 pour que l'UNHCR envoie finalement une lettre aux autorités du Bangladesh leur demandant la permission d'accéder aux Rohingyas.

Tâche :

Consacrez 20 minutes dans votre équipe à répondre aux questions suivantes. Il vous est conseillé d'élire un rapporteur puis de vous préparer à présenter vos conclusions dans un exposé qui ne durera pas plus de cinq minutes.

- Qu'auraient dû faire les ONG internationales ?
- À votre avis, quelle aurait été la position de votre équipe de terrain ?
- Comment est-ce que vous feriez connaître votre position et à qui ?
- Voyez-vous des facteurs s'opposant à ce que vous rendiez votre position publique ? (par exemple, en raison du mandat de votre organisation, de vos rapports avec les autorités, etc.)

Module 2 : Exercice facultatif 8 :

Guide pour la discussion

Document de travail (2 pages)

Cette étude de cas provient d'une intervention de MSF.

Ci-après vous sont présentées certaines des actions clés prises par l'organisation.

Qu'a fait MSF ?

- 1) MSF organise un forum avec les ONG internationales SCF et Oxfam dans le but de mieux s'informer au sujet des réfugiés. L'intention est d'améliorer la diffusion de ces informations parmi les agences pour intensifier directement la pression sur l'UNHCR au cours des réunions et défendre les réfugiés à Dhaka, auprès de la communauté diplomatique (des ambassades et des bailleurs de fonds, par exemple).
Ceci amène l'UNHCR à inclure des "filets de sécurité" dans le système de rapatriement (au point d'entrée, au point de la deuxième vérification et au point de départ).
- 2) Dans le cadre d'une coopération avec les autres ONG (le 15 mars 1995), MSF prend la décision de mener un sondage dans 11 camps. Les conclusions sont que les réfugiés n'ont pas été suffisamment informés de leur "droit de dire non au retour" (65 %) et de la situation régnant à Arakan et qu'ils ne faisaient donc plus confiance à l'UNHCR. MSF publie un "bilan de sondage et note de synthèse" (le 1er mai 1995) qui sont distribués à la communauté diplomatique, aux ONG spécialisées dans les questions de défense des droits de l'homme et des réfugiés, aux parlementaires, aux universitaires et à des correspondants de presse en Asie.

Cette note contient les recommandations suivantes :

- Suspendre le programme actuel de rapatriement et mettre un place un système d'entretiens privés avec les réfugiés que l'on devrait tenir au courant de ces formalités en produisant, par exemple, des brochures d'information.
 - L'UNHCR devrait établir une coordination étroite avec le rapporteur spécial de l'OHCDH (Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme) qui devrait suivre le retour des réfugiés et en rendre compte. EXCOM (Comite directeur du programme de l'UNHCR) devrait passer en revue le système de rapatriement en vigueur pour s'assurer qu'il est conforme au mandat de l'UNHCR.
 -
- 3) Des membres de la haute direction de MSF rencontrent des responsables de l'UNHCR à son siège, à Genève (en septembre). L'UNHCR et MSF "sont d'accord sur leur désaccord" concernant certains points fondamentaux, notamment le fait de savoir si le mouvement de rapatriement peut ou non être considéré volontaire.
 - 4) En octobre 95, MSF informe Excom du débat qui l'oppose à l'UNHCR, critique qui suscite de l'agressivité de la part du représentant de l'UNHCR. Dans ses remarques préliminaires à Excom, le Haut Commissaire énonce les premières étapes d'une nouvelle politique de rapatriement : "rapatriement dans des situations moins qu'optimales".
 - 5) Le débat se poursuit entre sièges d'organisations de réfugiés, l'UNHCR et des experts (indépendants) en droit sur les réfugiés au sujet du bien-fondé de changer la politique de rapatriement volontaire.
A l'échelle locale, MSF continue son rôle de témoin, en posant des questions cruciales à l'UNHCR. Aux questions de MSF, l'UNHCR répond qu'il n'a ni preuves de violations structurées des droits de l'homme, ni informations concernant des cas de harcèlement des personnes pour qu'elles rentrent au pays.

- 6) Les ONG se disent préoccupées par la question des “nouveaux venus”, tout d’abord à l’UNHCR, puis à la communauté diplomatique à Dhaka pour faire pression sur les autorités de Myanmar. L’UNHCR déclare que les personnes qui quittent Arakan le font pour des “raisons économiques”, ce à quoi les ONG rétorquent en protestant que c’est présenter leur contexte de façon simpliste.
- 7) Puisque l’UNHCR n’organise pas d’entretiens avec les réfugiés en vue de déterminer leur statut, MSF décide de réunir leurs récits en recrutant un “chargé de l’information”. En écoutant leurs témoignages, il est clair que les réfugiés craignaient d’être persécutés. MSF décide de rédiger un rapport minutieusement documenté pour discuter de ses conclusions avec l’UNHCR.

Exercice facultatif 9 : Cartographie (mapping) des acteurs

90 min.

Description

Il s'agit d'un excellent modèle à utiliser pour visualiser des relations complexes dans différents environnements.

Vous pouvez utiliser cette activité :

- à tout moment du module de formation pour démontrer l'importance des mandats, de la coordination et de l'analyse des acteurs ;
- pour explorer les rôles et les responsabilités des acteurs sur le terrain.

Mots clés : analyse, cartographie des acteurs, rôles et responsabilités, coordination et mandats.

Durée

Environ 90 minutes. Cet exercice exige un contrôle strict de la durée de chaque tâche et des résultats. Il est souvent utile de commencer chaque étape en plénière, en se servant du tableau de conférence, pour favoriser la compréhension des résultats attendus de l'exercice. Il est aussi utile de faire suivre le travail en petites équipes par des facilitateurs.

Préparation

- Tableau de conférence préparé en inscrivant trois questions pour l'exercice (Cf. ci-après).

<h2>Exercice</h2>

Étape 1

Demandez aux participants de :

- travailler en petites équipes de 3 à 6 personnes.


Vous souhaitez peut-être avoir des équipes formées de personnes qui travaillent ensemble, ou bien formées entièrement au hasard, selon le résultat que vous voulez obtenir.

Demandez aux équipes de répondre aux questions suivantes (en commençant par le numéro 3) :

- Qu'attendent les autres de nous ?
- Qu'attendons-nous des autres ?
- Qui sont ces autres ?

Demandez à chaque équipe de :

- dessiner un diagramme qui représente leur réponse à la question 3.

 Prévoyez 15 minutes.

Il vous faudra peut-être démarrer l'exercice en vous servant d'un exemple qui sera inscrit sur le tableau de conférence. Cf. exemple ci-dessous.

Demandez aux équipes d'afficher leurs diagrammes des acteurs sur le mur pour pouvoir comparer leurs résultats.

OPTION

- On peut encourager les équipes à tracer les cercles représentant les autres organisations à la distance qui illustre leur importance par rapport à leur propre organisation.
- L'organisation placée au centre peut être celle dont il leur semble qu'elle les représente.
- En guise de tâche supplémentaire, encouragez les participants à attribuer une certaine couleur aux différents types d'organisation ou de le faire sur une feuille du tableau de conférence en plénière. Le codage couleur indique le type d'organisation comme suit :
 - Rouge = Organisations juridiques (investies d'un mandat défini juridiquement).
 - Bleu = Organes de l'État
 - Vert = Organisations volontaires.
 - Jaune = Autres types de groupes.

Étape 2**Demandez aux équipes de :**

- répondre aux questions 2 et 3 ;
- souligner 2 à 3 responsabilités pour chaque organisation représentée ;
- ou se concentrer sur trois ou quatre organisations et répondre plus en détail.

Laissez au moins 30 minutes aux équipes. Vous pouvez consigner les résultats sur une grande feuille de tableau de conférence. Vous trouverez quelques suggestions à la fin de l'activité.

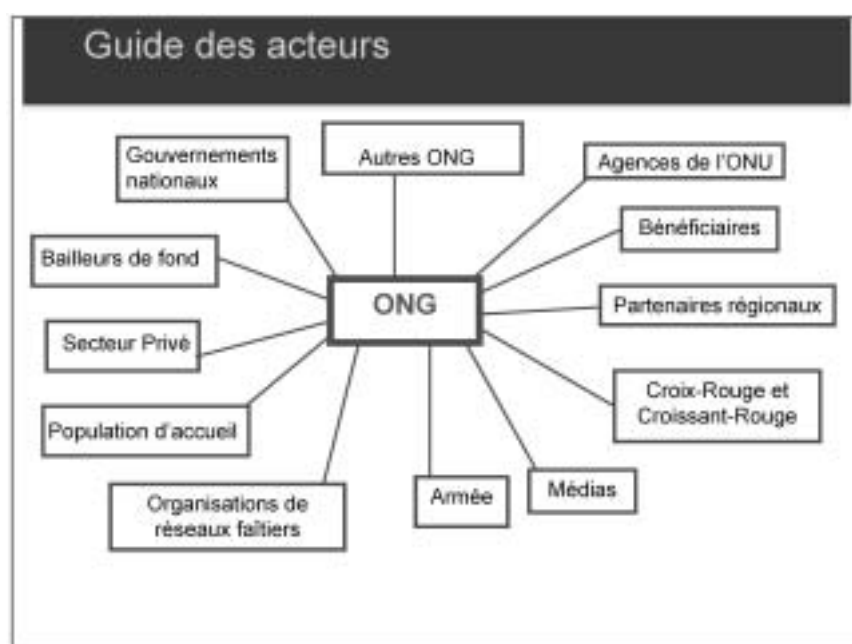
Étape 3**Demandez aux équipes de :**

- fixer leurs diagrammes au mur

Concluez en faisant des commentaires sur les diagrammes affichés par rapport à l'un ou plusieurs des éléments suivants :

- mettre en relief les intérêts communs afin d'engager la discussion sur la coordination ;
- étudier l'impact de la Charte humanitaire et du Code de conduite sur ces différents rapports ;
- engager une analyse sur les lacunes et sur les chevauchements dans la mise en place d'un programme de prestation de services et d'articles de secours ;
- explorer des systèmes de communication appropriés entre organisations.

- Voici un exemple de diagramme des acteurs et un guide des réponses pour les questions de l'étape 2.



	Ce qu'une ONG peut escompter des autres	Ce que les autres peuvent escompter de l'ONG
Agences de l'ONU	Lignes directrices, informations sur le pays et crédits.	Rapports de situation, renseignements sur les compétences et les capacités.
Partenaires nationaux	Informations sur le pays, connaissance des mécanismes possibles de prestation, ressources.	Ressources, compétences spécialisées, formation.
Bénéficiaires	Mécanismes de prestation, légitimité, renseignements pour éclairer les plans du programme.	Solidarité, ressources pour vivre dans des conditions de dignité, solutions durables.
Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	Diplomatie & protection en zones de guerre, capacités, principes.	Capacité de combler les lacunes dans la prestation de services / livraison de produits, d'appliquer les principes.
Médias	Reportages exacts, dénués de sensationnalisme, informations sur le pays.	Renseignements précis sur la situation, reportages.
Militaires	Sécurité, logistique, ressources.	Capacité de combler les lacunes dans les services, renseignements pour éclairer les stratégies de retrait, formation.
Réseaux faïtiers	Mécanismes de coordination, diffusion de l'information.	Information.

Secteur privé	Crédits, compétences spécialisées, outils.	Idées, image de marque sociale.
Bailleurs de fonds	Crédits, parrainage, critères d'évaluation.	Informations sur le pays, sur le programme, mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités, contacts avec la population bénéficiaire.
Autorités nationales	Espace (et accès), soutien, clarté.	Crédits, ressources, soutien et solutions durables.
Autres ONG	Coordination, coopération dans la planification et la mise en œuvre du programme.	Coordination, coopération dans la planification et la mise en œuvre du programme.
Population d'accueil	Structures et capacités.	Mécanismes de prestation appropriés.

Exercice facultatif 10 – Questions à discuter

60 min.

Description

Une série de questions suscitant des débats à l'heure actuelle et liées à des thèmes représentant des défis pour la communauté humanitaire. Cette liste ne prétend pas être exhaustive et elle peut être adaptée de manière à convenir à l'objet de votre session.

Utilisez cette activité :

- à tout moment du module pour redonner de l'énergie aux participants ;
- pour aider le groupe à traiter un sujet controversé.

Mots clés : ressources comparées à droits, aide humanitaire ou défense des droits de l'homme, principes humanitaires, accès, violations des droits de l'homme, militaires, cohérence, etc.

Durée

Dépend du niveau et de l'intérêt du groupe, environ 60 minutes.

Préparation

Photocopiez le document de travail : "Questions à débattre" pour chaque participant.

<h2>Exercice</h2>

Les débats peuvent être menés de nombreuses manières différentes.

Option 1 : Chats et chiens :

- Demander aux participants de constituer deux équipes, une qui s'appellera "chats" et l'autre "chiens".
- Les chats ont le droit de s'exprimer sur leur sujet pendant une minute puis les chiens doivent offrir leur répartie pendant une minute aussi.
- Ce processus se poursuit jusqu'à ce que l'on ait fait le tour du sujet.
- On peut reprendre les points clés en plénière, après le débat.

Option 2 : Débat par paires

- Installer deux groupes en demi-cercles qui se font face.
- Les personnes assises face à face doivent chacune défendre une position du débat.
- Elles continuent à discuter jusqu'à ce que quelqu'un se déclare convaincu par un argument.
- C'est une bonne méthode pour faire ressortir un grand nombre d'arguments dans le cadre d'un débat.

Module 2 : Exercice facultatif 10 :

Questions à discuter

Document de travail (2 pages)

Question 1

Dans quelles circonstances faudrait-il qu'une organisation décide de ne pas intervenir ?

Tiré de "Humanitarian Challenges and Intervention – world politics and the dilemmas of help" (Défis et intervention humanitaires – politique dans le monde et dilemmes de l'aide) de Thomas G. Weiss et Cindy Collins. Westview press, 1996, p.108.

Points à discuter :

- 1 Il est des cas où l'ampleur des moyens requis est telle que l'apport de secours en cas d'urgence par des agences humanitaires ne relève pas du domaine du réalisable.
- 2 Le souci premier devrait toujours être d'aider les personnes à jouir de leurs droits, à n'importe quel prix.

« Le moment est venu d'engager un grand dialogue sur les choix difficiles qu'il nous faudra faire en situation de moyens humanitaires limités et d'exigences humanitaires quasi-illimitées ».

Sadako Ogata, 1993

Question 2

Aide humanitaire ou protection des droits de l'homme ?

Tiré de "Humanitarian Challenges and Intervention – world politics and the dilemmas of help" (Défis et intervention humanitaires – politique dans le monde et dilemmes de l'aide) de Thomas G. Weiss et Cindy Collins. Westview press, 1996, p108.

Points à discuter :

- Il est toujours préférable que les agences de secours se concentrent sur ce qu'elles font de mieux, à savoir aider les personnes de manière impartiale et maintenir leur indépendance des aspects politiques d'une situation.
- En aidant les personnes sans attirer l'attention de l'opinion publique sur les violations des droits de l'homme, les agences de secours deviennent complices des coupables.

Question 3

Quelles sont les barrières qui entravent le respect de la Charte humanitaire ?

Points à discuter :

- Les agences de secours devraient faire entorse aux principes humanitaires énoncés dans la Charte humanitaire et dans le Code de conduite, si cela leur permet d'avoir accès aux personnes qui ont besoin d'être secourues.
- Les principes humanitaires ne devraient jamais être sujets à négociation, étant donné que ce serait miner notre travail et établir un précédent.

Question 4

Est-il réaliste de vouloir assurer la participation dans une situation d'urgence ?

Points à discuter :

- En situation d'urgence, il n'est pas réaliste d'instituer un système complet de participation ; il est donc préférable de s'abstenir complètement et de ne pas prendre le risque de faire pencher les résultats dans un sens.
- Il est crucial de consulter les personnes touchées par une catastrophe, même en situation d'urgence, vu qu'elles sont les seules qui savent vraiment de quel type de secours elles ont besoin.

Question 5

Les agences humanitaires et les militaires peuvent-ils coopérer ?

Points à discuter :

- Les agences de secours ont besoin de collaborer avec les militaires et les forces affectées au maintien de la paix dans le but de porter au maximum les ressources disponibles sur le terrain et de sauver plus de vies humaines.
- Les agences de secours ne devraient collaborer ni avec les militaires, ni avec les forces chargées du maintien de la paix afin de préserver leur espace humanitaire, ce qui leur permettra d'accéder aux personnes ayant besoin d'être secourues.

Exercice facultatif 11 : Études de cas sur la protection et la complémentarité - Matzapan et Butanda

60 min.

Description

Cet exercice incite à l'analyse de la programmation axée sur les droits. Le but de l'exercice est de faire réfléchir les participants aux activités des interventions humanitaires qui favoriseront ou protégeront les droits de l'homme. C'est un exercice qui sera aussi utile pour examiner la complémentarité des projets humanitaires.

Utilisation

La meilleure manière d'utiliser ces études de cas sera (après la session 4) pour développer les compétences d'analyse au sein des organisations afin de les aider à planifier la programmation axée sur les droits.

Mots clés : programmation axée sur les droits, protection, assistance, éducation, promotion, plaidoyer, accomplissement des droits, etc.

Préparation

Préparez une photocopie de chaque étude de cas pour chaque participant.

<h2>Exercice</h2>

Demandez aux participants de travailler en petites équipes de 3 à 6.

Distribuez à chaque équipe le document de travail :

- "Étude de cas 1".

Choisissez A ou B, selon ce qui vous paraît le plus approprié au vu de l'expérience de l'équipe.

Autrement, demandez à certaines équipes d'effectuer l'étude de cas A et à d'autres la B.

Expliquez que :

- les équipes ont 40 minutes pour lire les questions relatives aux études de cas et y répondre.

Demandez aux équipes de :

- présenter leurs conclusions en plénière.

Pour procéder au compte rendu des présentations :

- prenez les activités clés identifiées par les équipes pour la promotion et la protection des droits de l'homme ;
- inscrivez-les sur le tableau de conférence.

Si elles n'ont pas été mentionnées par le groupe, suggérez des activités comme :

- témoignage
- plaidoyer
- éducation
- protection
- assistance aux personnes pour qu'elles puissent jouir de leurs droits au moyen de la satisfaction des normes minimales par rapport aux besoins humains
- renforcement des capacités
- maintien de la paix
- prévention, etc.

Module 2 : Exercice facultatif 11 : Étude de cas A sur la protection et la complémentarité Document de travail (3 pages) Tremblement de terre au Matzapan

Il y a juste trois mois, un séisme dévastateur, qui a enregistré 7,1 sur l'échelle de Richter, frappe l'État de Matzapan, au nord-est de Juslandax. En l'espace d'une minute seulement, des villes et villages sont complètement rasés. Le séisme tue 15 754 personnes et en blesse 147 346 autres. Quelque 350 000 habitations sont détruites, un million sont endommagées et plus de 700 000 personnes se retrouvent sans abri.

Les autorités de Juslandax, les organisations non gouvernementales, des bénévoles et la communauté internationale lancent une intervention d'ampleur massive. A la suite du tremblement de terre, CARROT, organisation internationale qui travaille dans d'autres régions de Juslandax depuis les années 70, décide d'ouvrir un bureau à Netal, la capital du Matzapan et s'investit avec énergie dans le processus de secours et de reconstruction.

Matzapan est l'une des zones de Juslandax les plus prédisposées aux catastrophes et est régulièrement la cible de sécheresses et de cyclones. Des inégalités économiques criantes et un système de « castes » rigide font que bien des groupes se retrouvent démunis, marginalisés sur les plans politique et socio-économique et sans grand espoir de pouvoir amoindrir leur vulnérabilité.

À la suite d'une évaluation initiale des besoins menée par une équipe de CARROT, on met au point un programme de deux ans dont le but est de répondre aux besoins des groupes les plus vulnérables. En partenariat avec huit organisations locales, le programme de CARROT touche 104 villages et 10 enclaves en milieu urbain.

En plus des tâches initiales de secours (comme l'apport de nourriture, d'eau, d'abris et de soins médicaux) le programme prévoit quatre grands volets :

- promotion du relèvement en s'appuyant sur la communauté et création d'institutions au sein de la communauté pour s'occuper des personnes à risque et les protéger ;
- enseignement de méthodes d'adaptation aux personnes traumatisées par la catastrophe ;
- défense des droits des communautés sinistrées ;
- reconstruction des maisons, des infrastructures et des moyens de subsistance.

Voici un résumé des grandes activités entreprises dans le cadre du programme de CARROT.

- Aménagement d'**abris temporaires** destinés aux plus vulnérables, en particulier aux femmes et aux enfants indigents (souvent victimes d'exploitation sexuelle dans cette zone), les personnes âgées et les handicapés. Les abris sont gérés par des travailleurs sociaux volontaires des environs, en liaison avec des comités de résidents. Les volontaires reçoivent une formation qui leur permet d'exercer des fonctions de conseillers psychologiques, secouristes, auxiliaires aidant directement les handicapés et conseillers juridiques laïques.
- Des **habitations semi-permanentes** sont construites avec le concours de maçons locaux professionnels. Les matériaux de construction, qui ont été choisis et achetés localement par les résidents eux-mêmes, sont financés par CARROT. Les abris temporaires et les habitations semi-permanentes tiennent compte des normes minimales du projet Sphère.
- Juste après le séisme, on ouvre des **centres de crise** dans le but d'assurer les secours et l'aide de base (dans les secteurs médical, psycho-social, alimentaire et de l'eau). À l'heure

actuelle, 104 centres en milieu rural et 10 centres en milieu urbain sont en place. Ces centres remplissent plusieurs fonctions en même temps :

- lieu de réunion pour les hommes et les femmes du village ;
 - garderies qui offrent un enseignement non formel, une infrastructure de loisirs et aussi un soutien nutritionnel aux enfants ;
 - centre d'aide juridique pour recueillir, analyser et diffuser des informations au sujet des droits à la terre et de propriété, divers forfaits de dédommagement et autres plans de redressement qu'offrent les autorités gouvernementales et les ONG. Des volontaires assurent des services de conseil et d'aide juridique. Un manuel contenant des informations de base a été traduit en langue locale et largement distribué.
 - Des comités de villageois se sont organisés autour de ces centres. Ces comités sont encouragés à gérer leurs propres projets et ont activement participé aux activités de distribution des secours et aux premières discussions des options disponibles pour le redressement à long terme.
- Quarante groupes de femmes de différents villages ont été encouragés à entreprendre des **activités génératrices de revenus** : tissage, broderie, imprimerie, culture et vente de produits maraîchers. La plupart de ces tâches sollicitent des compétences traditionnelles. Plusieurs activités de soutien sont entreprises, dont une formation pour mieux commercialiser les produits, tenir les comptes et gérer une micro-entreprise. Ces activités ont commencé dans 50 villages.
 - Dans certains villages, des mécanismes d'**audit social** ont déjà été mis en place. Par voie de conséquence, la communauté est directement associée à la surveillance et à l'évaluation des différents projets qui la touche (comme le contrôle des comptes et des opérations). Toutes les informations et les interventions sont communiquées et discutées, à intervalles réguliers, dans les centres villageois.
 - **Influencer l'ordre du jour.** En réaction à un profil généralisé de discrimination à l'encontre de certains groupes (comme les castes inférieures, les handicapés...) dans la distribution des articles de secours, on lance une **campagne de sensibilisation** par le biais des journaux locaux et nationaux. Des groupes de personnes victimes de ces pratiques discriminatoires sont mobilisés pour obtenir d'être inclus dans les divers processus de distribution des secours et les plans de redressement.
 - On mène à l'heure actuelle un **sondage** sur les interventions en matière de logement qui a mis en exergue une série de points problématiques, dont
 - le manque de participation aux processus de prise de décision et de mise en œuvre ;
 - la remise de matériaux qui ne conviennent pas ;
 - l'absence de prise en compte des besoins de certains groupes et personnes (comme les handicapés) ;
 - la discrimination.

Ces questions constituent la trame des grandes lignes du plaidoyer de CARROT.

- En conformité avec la stratégie de plaidoyer pour les droits, un groupe d'ONG internationales présentes à Matzapan (dont CARROT) viennent de signer une **déclaration commune** destinée aux autorités et aux bailleurs de fonds internationaux. Cette déclaration reconnaît à la

fois les droits des personnes sinistrées ainsi que la responsabilité de l'État et d'autres institutions internationales et nationales pour ce qui est de veiller à ce que l'on assure assistance et protection comme il se doit. En outre, les ONG insistent sur l'importance de respecter des normes de logement déterminées dans le courant des activités d'urgence et de redressement. Il est suggéré que les modèles d'abris proposés présentent certaines caractéristiques en termes de conception, de matériaux et de méthodes. (Plusieurs normes minimales du projet Sphère sont retenues dans les recommandations).

Tâche

Veillez lire l'étude de cas donnée à votre équipe, qui dispose de 20 minutes pour achever son travail. Veiller à préparer un exposé des points clés que vous présenterez en plénière en 5 minutes.

- 1 Définir et discuter plusieurs interventions en cas d'urgence (ou de secours/développement) qui pourraient contribuer à promouvoir et à défendre les droits de l'homme et les normes humanitaires.
- 2 Cadrent-elles avec les principes (explicites et implicites) de la Charte humanitaire ?
- 3 De quelle manière ?
- 4 Quels grands défis et dilemmes pourraient résulter de la mise en œuvre de ces activités (comme sécurité du personnel, remise en cause du principe de neutralité...) ?

Module 2 : Exercice facultatif 11 : Étude de cas B sur la protection et la complémentarité Document de travail (2 pages)

Bâtir la paix au Butanda

Les événements tragiques qui ont frappé le Butanda, en 1997, ont provoqué la mort de dizaines de milliers de personnes, pour la plupart des civils issus des deux principaux groupes ethniques. De plus, des violences intercommunautaires généralisées ont entraîné l'effondrement des institutions sociales et politiques existantes, notamment à l'échelon des collectivités. Les troubles civils perdurent et l'on estime à plus d'un million le nombre de Butandais qui restent déplacés à l'intérieur de leur pays ou qui se sont réfugiés à l'étranger.

AIDA, qui a commencé à travailler au Butanda en 1983, réagit à la crise en modifiant de manière notable ses programmes et ses façons d'opérer.

Dans la phase initiale du programme d'urgence, on établit des comités de villageois dont la tâche est de gérer la distribution des secours. Ces comités devaient finir par devenir un élément central du programme de développement de la communauté mené à plus long terme par AIDA. Voici ce qui fut entrepris.

- Des **programmes d'aménagement d'abris** et de **rétablissement des infrastructures sociales** (comme les écoles primaires) dont le but est de faciliter le retour des personnes déplacées, tous groupes ethniques confondus, dans leurs communautés d'origine. AIDA joue aussi un rôle actif dans les formalités d'inscription des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des réfugiés de retour au pays, pour veiller à ce qu'ils bénéficient des divers plans que propose le gouvernement.
- En outre, on entreprend toute une série de **microprojets**, qui vont de crédits octroyés à des groupes à des projets agricoles et sylvicoles à vocation sociale. Le but en est de renforcer les capacités de la communauté à hiérarchiser ses priorités et à gérer ses propres projets, tout en encourageant la coopération.
- Dans le souci d'encourager la confiance et la communication entre Butandais, plusieurs projets sont mis en œuvre, comme la publication de MAJO, **bulletin communautaire**, et la diffusion d'affiches et d'autres matériaux porteurs de message de paix, de confiance et de respect des droits de l'homme.
- On fait aussi appel à une panoplie **d'outils et de techniques propices à la participation** dans le but d'encourager le dialogue et la discussion sur les questions de paix et de réconciliation. Le programme aborde également le rôle des femmes, des jeunes et de groupes déterminés (tels que les enseignants) en tant que promoteurs de la paix.
- Plus récemment, AIDA a appuyé un projet visant à **réunir et à traduire les lois** relatives aux droits de la personne humaine, des femmes et des enfants en bitundi, la langue du pays. L'objectif est de sensibiliser et de rendre les autorités traditionnelles et d'autres acteurs de la société civile plus à même d'aborder les questions juridiques.
- Dans le cadre d'un programme national, un véhicule (une **unité mobile pour la paix**) a été équipé de matériels d'information vidéo sur les moyens de construire la paix et de faire respecter les normes humanitaires et les droits de l'homme. Ce véhicule se déplace à travers

le pays pour diffuser ses messages et communiquer des informations et des expériences pertinentes.

- Un large éventail d'agences de secours humanitaires (dont AIDA) ont signé un **Code de conduite** pour l'aide humanitaire à Butanda. Replacé dans le cadre plus large qu'établit le Code de conduite pour la Croix-Rouge et les ONG, il esquisse les droits et responsabilités majeurs des différents acteurs (comme l'impératif humanitaire, la redevabilité et la neutralité).
- AIDA mène fréquemment des négociations avec les différents acteurs clés (autorités, agences de l'ONU et même quelques groupes rebelles) pour veiller à ce que les civils soient protégés et que **l'aide humanitaire** parvienne aux populations vivant dans les zones les plus vulnérables.
- Plusieurs initiatives **de plaidoyer et d'influence** ont été entreprises à différents niveaux, souvent sous forme de pression exercée dans les coulisses (comme plaider pour la libération de civils, effectuer le suivi et le compte rendu d'arrestations arbitraires, d'exécutions de civils et d'autres violations flagrantes des droits de l'homme). AIDA mène aussi des pourparlers avec les autorités de pays voisins pour éviter que les réfugiés ne reviennent dans des régions où leur vie et l'intégrité de leur personne seraient gravement compromises.
- Un volet central du programme de AIDA est de soutenir la remise en place de l'institution du *butangane*. En 1999, en collaboration avec l'université nationale, AIDA lance un vaste projet de recherches sur les **valeurs et les institutions traditionnelles**. L'objectif principal est d'encourager la reconnaissance officielle de l'institution pour permettre aux dirigeants locaux de contribuer au processus de paix et de développement de leurs communautés respectives.

Tâche

Veuillez lire l'étude de cas donnée à votre équipe, qui dispose de 20 minutes pour achever son travail. Préparez un exposé des points clés, que vous présenterez en plénière en 5 minutes.

1. Définir et discuter plusieurs interventions en cas d'urgence (ou de secours/développement) qui pourraient contribuer à promouvoir et à défendre les droits de l'homme et les normes humanitaires.
2. Cadrent-elles avec les principes (explicites et implicites) de la Charte humanitaire ?
3. De quelle manière ?
4. Quels grands défis et dilemmes pourraient résulter de la mise en œuvre de ces activités (comme sécurité du personnel, remise en cause du principe de neutralité ...) ?

MODULE 2 KIT D'EXERCICES FACULTATIFS

Section D

Principes et dilemmes humanitaires

Vous pouvez utiliser ceci comme des matériels de formation supplémentaires pour explorer les grandes questions découlant de la Charte humanitaire.

Activité	Page
12 : Dilemme de l'arrêt de bus	176
13 : Plaidoyer	177
14 : Dilemmes humanitaires	185
15 : Humanitarisme : impératifs et principes	190

Exercice facultatif 12 : Le dilemme de l'arrêt de bus

5-10 min.

Description

Une histoire simple et amusante qui fait comprendre rapidement aux participants la notion de dilemme.

Vous pouvez utiliser cette activité pour :

- introduire le concept des dilemmes dans l'humanitarisme ;
- comme introduction à des exercices plus complexes sur les principes et les dilemmes.

Mots clés : Principes, dilemmes, solutions.

Préparation

Aucun préparatif n'est requis.

<h2>Exercice</h2>

Racontez l'histoire suivante au groupe :

- Il pleut à torrents.
- Vous êtes en voiture et vous avez juste assez de place pour un passager de plus.
- En arrivant à la hauteur d'un arrêt de bus, vous voyez trois personnes qui attendent, toutes malheureuses, sous la pluie : votre dentiste, un vieil homme qui doit aller à l'hôpital et un bel homme/une belle femme.

Demandez :

- "Qu'est-ce que vous faites ?"

Dirigez une discussion en plénière sur :

- les principes qui pourraient vous offrir des options ou une ligne morale pour résoudre ce dilemme.

Après la discussion, vous pourrez suggérer cette solution :

- donnez votre voiture au dentiste et demandez-lui de conduire le vieil homme à l'hôpital, de façon à ce que vous puissiez rester seul(e) avec le bel homme ou la belle femme.

Exercice facultatif 13 : Plaidoyer

60 min.

Description

Un exercice dans le cadre duquel les participants assument le rôle de conseillers juridiques en droits de l'homme.

Vous pouvez utiliser cet exercice pour :

- aider les participants à appliquer les instruments juridiques internationaux clés ;
- développer les compétences ;
- faire un bilan de ce qui a été appris.

Mots clés : droit international humanitaire, droit international des droits de l'homme, droit international des réfugiés et principes directeurs relatifs aux IDP. Cet exercice repose, en partie, sur la partie I d'un document du Bureau de coordination des Affaires humanitaires des Nations unies intitulé : *An Easy Reference to Humanitarian Law and Human Rights Law (Droit humanitaire et droits de l'homme : un texte de référence facile)*.

Préparation

Faites suffisamment de photocopies du document de travail de chaque option (A-D) pour que tous les membres de chaque équipe en aient un exemplaire.

Il sera peut-être utile d'incorporer quelques dispositions légales relatives aux droits de l'homme comprises dans le système législatif national du pays dans lequel se tient l'atelier, par exemple des dispositions constitutionnelles.

Exercice

Demandez aux participants de travailler en quatre équipes. S'ils sont trop nombreux, demandez à deux équipes de travailler sur le même thème.


Donnez à chaque équipe un document de travail différent : A, B, C ou D.

Demandez aux équipes :

- d'identifier les droits de l'homme spécifiques qui sont violés dans chaque scénario ;
- d'identifier les instruments juridiques qui protègent ces droits.


Veillez à ce que les équipes :


- comprennent qu'il n'est pas nécessaire d'effectuer une analyse juridique détaillée et exhaustive.

 Laissez 30 minutes aux équipes pour se préparer.

Rassemblez le groupe.

Demandez à chaque équipe de présenter ses arguments à tour de rôle.

 Prévoyez un maximum de 5 minutes par présentation, suivies de quelques minutes de questions et réponses.

 Prévoyez un maximum de 30 minutes en tout pour les présentations et faites un bref bilan de l'exercice.

Module 2 : Exercice facultatif 13 :

Plaidoyer – Groupe A

Document de travail (2 pages)

Instructions pour l'exercice

Assumez, dans votre équipe, le rôle de conseil juridique pour la défense des droits de l'homme. Discutez du cas ci-après et déterminer quels sont les droits qui sont bafoués ou quels sont les principes humanitaires mis en péril.

Le document ci-joint contient plusieurs dispositions applicables relatives aux droits de l'homme. Préparez un bref exposé, à présenter en plénière, pour défendre ces droits de l'homme, en prenant comme outils ces dispositions juridiques.

PROBLÈME

Il y a blocage ou détournement de l'aide matérielle. Les agents de secours n'ont pas accès, ou n'ont qu'un accès restreint, à la population vulnérable.

Dispositions juridiques pertinentes

A. Droit international des droits de l'homme

- Article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
« Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne ».
- Articles 11 & 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
« ... le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant ... y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, [...] de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre ».

B. Droit international humanitaire

- Article 3 commun aux conventions de Genève de 1949.

« En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes :

- (1) Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.

[...]

- (2) Les blessés et malades seront recueillis et soignés.

Un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, pourra offrir ses services aux Parties au conflit.

[...]

L'application des dispositions qui précèdent n'aura pas d'effet sur le statut juridique des Parties au conflit ».

- Article 4 du Protocole additionnel II
« Les enfants recevront les soins et l'aide dont ils ont besoin et, notamment, une éducation, y compris une éducation religieuse et morale et des mesures appropriées seront prises pour faciliter le regroupement des familles momentanément séparées. Les enfants de moins de quinze ans ne devront pas être recrutés dans les forces armées, ni autorisés à prendre part aux hostilités. Toutes les mesures seront prises, si nécessaire, avec le consentement des parents ou des personnes qui en ont la garde pour évacuer les enfants du secteur où des hostilités ont lieu. »
- Article 11 du Protocole additionnel II
« Les unités et moyens de transport sanitaires doivent être protégés et respectés de la même manière que le personnel médical tant qu'ils ne sont pas utilisés pour commettre des actes hostiles. »
- Article 14 du Protocole additionnel II
« Il est interdit d'utiliser contre les personnes civiles la famine comme méthode de combat ».

Certains articles bénéficient d'une protection particulière, notamment les objets indispensables à la survie de la population civile.

Module 2 : Exercice facultatif 13 : Plaidoyer - Groupe B Document de travail (1 page)

Instructions de l'exercice

Assumez, dans votre équipe, le rôle de conseil juridique pour la défense des droits de l'homme. Discutez du cas ci-après et déterminer quels sont les droits qui sont bafoués ou quels sont les principes humanitaires mis en péril.

Le document ci-joint contient plusieurs dispositions applicables relatives aux droits de l'homme. Préparez un bref exposé, à présenter en plénière, pour défendre ces droits de l'homme, en prenant comme outils ces dispositions juridiques.

PROBLÈME

Un groupe et/ou une minorité ethnique, religieuse ou politique est contraint par la violence à quitter ses foyers.

Dispositions juridiques pertinentes

A. Droit international des droits de l'homme

- Article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
« Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État ».
- Articles 9 & 10 de la Convention relative aux droits de l'enfant
Ces deux articles interdisent de séparer l'enfant de ses parents contre leur gré.
- Article 12 de la Convention européenne sur les droits de l'homme ; articles 22 (3 & 4), Convention américaine ; Charte africaine.
Plusieurs instruments régionaux interdisent l'expulsion des personnes ainsi que l'expulsion de masse pour cause d'appartenance à un pays, à un groupe ethnique ou religieux particulier (principe de non-discrimination).

B. Droit international humanitaire

- Protocole additionnel II, article 17
 1. « Le déplacement de la population civile ne pourra pas être ordonné pour des raisons ayant trait au conflit sauf dans les cas où la sécurité des personnes civiles ou des raisons militaires impératives l'exigent. Si un tel déplacement doit être effectué, toutes les mesures possibles seront prises pour que la population civile soit accueillie dans des conditions satisfaisantes de logement, de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'alimentation.
 2. Les personnes civiles ne pourront pas être forcées de quitter leur propre territoire pour des raisons ayant trait au conflit ».

C. Droit national des droits de l'homme*

Par exemple :

- L'article 18(1) de la Constitution de la Sierra Leone
Nul n'est privé de sa liberté de circulation, et pour les besoins de la présente partie, ladite liberté signifie le droit de se déplacer sans encombres à travers toute la Sierra Leone, le droit de résider en tout lieu de la Sierra Leone, le droit d'entrer en Sierra Leone ainsi que la protection contre l'expulsion de Sierra Leone.

Module 2 : Exercice facultatif 13 : Plaidoyer - Groupe C Document de travail (2 pages)

Instructions pour l'exercice

Assumez, dans votre équipe, le rôle de conseil juridique pour la défense des droits de l'homme. Discutez du cas ci-après et déterminer quels sont les droits qui sont bafoués ou quels sont les principes humanitaires mis en péril.

Le document ci-joint contient plusieurs dispositions applicables relatives aux droits de l'homme. Préparez un bref exposé, à présenter en plénière, pour défendre ces droits de l'homme, en prenant comme outils ces dispositions juridiques.

PROBLÈME

Des civils sont exécutés ou tués sans avoir été jugés, en dernière instance, par un tribunal compétent ; des civils sont exécutés arbitrairement dans leurs villages.

A : Dispositions juridiques pertinentes

Droit international humanitaire

Article 3 commun aux conventions de Genève de 1949

« En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international [...] chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes :

(1) Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traités avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.

A cette fin, sont et demeurent prohibés, en tout temps et en tout lieu à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus :

- a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures [et supplices] ;
- b) les prises d'otages ;
- c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants ;
- d) les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés ».

Article 4 du Protocole additionnel II

1. « Toutes les personnes qui ne participent pas directement ou ne participent plus aux hostilités, qu'elles soient ou non privées de liberté, ont droit au respect de leur personne, de leur honneur, de leurs convictions et de leurs pratiques religieuses. Elles seront en toutes circonstances traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable [...]

2. [...] les actes suivants à l'égard des personnes visées au paragraphe sont et demeurent prohibés en tout temps et en tout lieu :

- a) « les atteintes portées à la vie, à la santé et au bien-être physique ou mental des personnes, en particulier le meurtre, de même que les traitements cruels tels que la torture, les mutilations ou toutes formes de peines corporelles [...]
- e) les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et

dégradants, le viol, la contrainte à la prostitution et tout attentat à la pudeur [...] ».

B : Droit des droits de l'homme

Article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme

« Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne ».

Article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide

« [...] le génocide, qu'ils soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit des gens [en droit international] [...] »

(Article I de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide)

« [...] le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) meurtres de membres du groupe ;
- b) atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; [...] »

Article IV de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide

« Les personnes ayant commis le génocide [...] seront punies, qu'elles soient des gouvernants, des fonctionnaires ou des particuliers ».

Article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme

« Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ».

Autres instruments juridiques interdisant la torture ou les traitements inhumains et/ou dégradants, dont les violences sexuelles.

Article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ; articles 19, 34, 37 & 38 de la Convention relative aux droits de l'enfant ; Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

C : Droit national des droits de l'homme

Par exemple :

- Article 15 de la Constitution de la Sierra Leone
"[...] Toute personne en Sierra Leone est titulaire des droits de l'homme fondamentaux et des libertés individuelles, à savoir, a le droit, indépendamment de sa race, de sa tribu, de son lieu de naissance, de ses opinions politiques, de sa couleur, de ses croyances ou de son sexe, sous réserve toutefois de son respect des droits et des libertés des autres et de l'intérêt public, à chacune des prérogatives suivantes :
- a) Vie, liberté, sécurité de sa personne [...] et protection de la loi.
[...]"
- Article 16 (1) de la Constitution de Sierra Leone
"Nul n'est privé de sa vie de manière délibérée, hormis le cas où est exécutée la sentence d'un tribunal pour délit criminel en vertu des lois de Sierra Leone, duquel la personne a été reconnue coupable ».
- Article 20 (1) de la Constitution de Sierra Leone

« Nul n'est soumis à la torture, sous quelle forme que ce soit, ou à une peine quelconque ou autre traitement de caractère inhumain ou dégradant ».

Module 2 : Exercice facultatif 13 : Plaidoyer – Groupe D Document de travail (2 pages)

Instructions pour l'exercice

Assumez, dans votre équipe, le rôle de conseil juridique pour la défense des droits de l'homme. Discutez du cas ci-après et déterminer quels sont les droits qui sont bafoués ou quels sont les principes humanitaires mis en péril.

Le document ci-joint contient plusieurs dispositions applicables relatives aux droits de l'homme. Préparez un bref exposé, à présenter en plénière, pour défendre ces droits de l'homme, en prenant comme outils ces dispositions juridiques.

PROBLÈME

La population est soumise à des traitements inhumains et dégradants ; femmes et enfants sont l'objet de viols et de mutilations.

Dispositions juridiques pertinentes

A : Droit international des droits de l'homme

- Article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme
« Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ».
- Article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques
« Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ».
- Article 37 de la Convention relative aux droits de l'enfant
« Les États parties veillent à ce que :
 - a) Nul enfant ne soit soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. [...]
- Article 2 de la Convention sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
 1. Tout État partie prend des mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour empêcher que des actes de torture soient commis dans tout territoire sous sa juridiction.
 2. Aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse de l'état de guerre ou de menace de guerre, d'instabilité politique intérieure ou de tout autre état d'exception, ne peut être invoquée pour justifier la torture.
 3. L'ordre d'un supérieur ou d'une autorité publique ne peut être invoqué pour justifier la torture. »

B : Droit international humanitaire

Article 3 commun aux conventions de Genève

« En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes :

- (1) Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été

prises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.

A cette fin, sont et demeurent prohibés, en tout temps et en tout lieu à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus :

- a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices ;
- b) les prises d'otages ;
- c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants ;
- d) les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés ».

Article 4 du protocole additionnel II

1. «Toutes les personnes qui ne participent pas directement ou ne participent plus aux hostilités, qu'elles soient ou non privées de liberté, ont droit au respect de leur personne, de leur honneur, de leurs convictions et de leurs pratiques religieuses. Elles seront en toutes circonstances traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable [...]
2. [...] les actes suivants à l'égard des personnes visées au paragraphe 1 sont et demeurent prohibés en tout temps et en tout lieu :
 - a) les atteintes portées à la vie, à la santé et au bien-être physique ou mental des personnes, en particulier le meurtre, de même que les traitements cruels tels que la torture, les mutilations ou toutes formes de peines corporelles
 - e) les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants, le viol, la contrainte à la prostitution et tout attentat à la pudeur [...]. »

Exercice facultatif 14 : Études de cas – Dilemmes humanitaires

60 min.

Description

Série de dilemmes humanitaires contrastés pour que les participants examinent et analysent des scénarios humanitaires difficiles.

Vous pouvez utiliser cette activité pour :

- explorer certains des dilemmes auxquels le personnel et les agences humanitaires sont confrontés dans les situations d'urgence complexes ;
- permettre aux participants d'appliquer ce qu'ils ont appris à des situations réelles ;
- permettre aux participants d'identifier les implications des dilemmes ;
- stimuler les débats et la discussion sur des questions clés liées aux travaux humanitaires ;
- aider les participants à développer des stratégies pour faire face aux dilemmes humanitaires.

Mots clés : dilemmes humanitaires, violations des droits de l'homme, sécurité, principes humanitaires, interventions humanitaires, accès, factions rebelles, conflit, plaidoyer.

Préparation

Préparez une photocopie de chaque étude de cas par participant.


Exercice

Demandez aux participants :

- de travailler en petites équipes de 3 à 6 ;
- de lire toute l'étude de cas figurant sur le document de travail ;
- de suivre les instructions du document de travail ;
- d'énumérer les violations des droits de l'homme dans le scénario ;
- d'énumérer les principes humanitaires qui pourraient être compromis lors d'une intervention humanitaire ;
- d'indiquer l'impact que cette situation pourrait avoir sur votre intervention humanitaire dans le pays ;
- de préparer une courte présentation de 5 minutes à présenter en plénière.


Vous pouvez choisir l'une de ces options :


- donner une des 4 études de cas à chaque équipe ;
- sélectionner deux des études de cas les plus appropriées et les partager entre les équipes.

 Laissez 30 minutes aux équipes pour qu'elles répondent à la question de l'étude de cas et préparent leur présentation.

Rassemblez le groupe.

Demandez à chaque équipe de présenter son étude de cas à tour de rôle.

 Prévoyez un maximum de 5 minutes par présentation, suivies de quelques minutes de questions et réponses.

 Prévoyez un maximum de 30 minutes en tout pour les présentations et faites un bref bilan de l'exercice.

Module 2 : Exercice facultatif 14 : Études de cas – Dilemmes humanitaires Document de travail (1 page)

1 – Intervention dans des pays qui bafouent les droits de l'homme

En mars 1996, il est décrété, dans la région sud de l'Afghanistan, que les femmes se verraient désormais refuser l'accès à plusieurs services fournis par l'administration, ainsi qu'aux services sociaux et à l'enseignement. En octobre 1996, après un changement de pouvoir à Kaboul, seize règles de conduite sont édictées, dont l'une interdit aux femmes de travailler dans quelque domaine que ce soit, à l'exception du secteur médical. Mais même dans ce cas, leur travail est assujéti à maintes restrictions. Par exemple, la collaboration entre infirmières et médecins de sexe masculin est dissuadée et ces derniers ne peuvent pas soigner de patientes. Il est estimé que 30 à 40 000 femmes au travail sont affectées par ces mesures.

Une crise grave éclate en septembre 1997. Le ministère de la Santé publique décrète que toutes les patientes et tout le personnel médical féminin sera transféré à destination d'un hôpital particulier, lequel est complètement inadéquat en tant qu'installation médicale. En effet, il n'y a ni eau courante ni salle d'opération et l'électricité parvient tout juste à alimenter quelques ampoules. Le 16 septembre, la police religieuse enjoint les patientes de l'hôpital principal de Kabul de se rendre à l'installation ouverte uniquement aux femmes. Dans la plupart des 22 hôpitaux de la ville, les patientes se voient systématiquement refoulées.

Exercice de l'étude de cas

Dans vos équipes, veuillez répondre aux questions suivantes. Vous avez 30 minutes pour terminer le travail en équipe, puis 5 minutes, au maximum, pour présenter vos résultats en plénière.

- 1 Énumérez les infractions aux droits de l'homme commises dans ce scénario.
- 2 Énumérez les principes humanitaires qui peuvent être mis en danger dans une intervention humanitaire.
- 3 Comment cette situation pourrait-elle influencer sur votre intervention humanitaire dans le pays ?

Module 2 : Exercice facultatif 14 : Études de cas – Dilemmes humanitaires Document de travail (1 page)

2 – Insécurité dans les zones en conflit

Le 19 juin 2001, deux agents de l'ONU voyageaient en compagnie de collègues de la Société nationale de la Croix-Rouge en région centrale d'un pays africain. L'équipe menait une évaluation préliminaire avant la distribution de semences et d'outils, à quelques jours de la livraison d'approvisionnements dans la région.

L'équipe se déplaçait en véhicule de terrain clairement immatriculé ONU, sous escorte militaire composée d'un camion contenant huit soldats. Tandis que ces deux véhicules commençaient à traverser une rivière à gué, ils tombèrent sous le feu d'un groupe d'hommes dissimulés derrière des rochers à proximité. Le camion d'escorte militaire, qui était en tête, accéléra et s'arrêta 500 mètres plus loin. Le véhicule de l'ONU fut, lui, pris dans la ligne de tir. Ses occupants essayèrent de se sauver pour échapper à la fusillade. L'un d'eux fut tué immédiatement, les deux autres furent blessés. Les auteurs de l'embuscade s'approchèrent de l'équipe d'évaluation, tirèrent sur un des membres à bout portant, pillèrent le véhicule, mirent en pièce le drapeau de l'ONU puis s'enfuirent tandis que l'escorte militaire revenait sur ses pas.

Les deux agents de l'ONU et le collègue de la Société nationale de la Croix-Rouge périrent dans l'embuscade.

L'embuscade s'était déroulée en territoire contrôlé par les autorités, à deux kilomètres environ des zones maîtrisées par les rebelles. Aucune assistance de l'ONU n'était parvenue en zone rebelle dans cette région du pays depuis plus de 2 ans, le pouvoir central refusant le passage des secours.

Exercice de l'étude de cas

Dans vos équipes, veuillez répondre aux questions suivantes. Vous avez 30 minutes pour terminer le travail en équipe, puis 5 minutes, au maximum, pour présenter vos résultats en plénière.

- 1 Énumérez les infractions aux droits de l'homme commises dans ce scénario.
- 2 Énumérez les principes humanitaires qui peuvent être mis en danger dans une intervention humanitaire.
- 3 Comment cette situation pourrait-elle influencer sur votre intervention humanitaire dans le pays ?

Module 2 : Exercice facultatif 14 : Études de cas – Dilemmes humanitaires Document de travail (1 page)

3 – Traiter avec des factions rebelles

Le commandant d'une milice partisane d'une faction séparatiste qui, jusqu'à maintenant, a mené des attaques éclairs contre d'autres rebelles installés dans la zone échappant au contrôle des autorités, prétend avoir la main mise sur une région où habiteraient environ 10 000 personnes. Il pose immédiatement les exigences suivantes au coordinateur résident de l'ONU dans la région :

- poursuite et augmentation de la prestation de secours humanitaires au profit des personnes se trouvant sous son contrôle ;
- prélèvement de dix sacs de maïs de 50 Kg sur chaque livraison de camion de 7 tonnes ;
- remise du quart de toutes les fournitures médicales ;
- signature d'un protocole d'accord par toutes les agences de secours opérant dans la région, lequel contient des clauses d'accès et un soutien au renforcement des capacités de « l'aile humanitaire » de la faction.

Dans le passé, ce chef rebelle a pris en otages des agents de secours international. Ses antécédents de respect des droits de l'homme sont désastreux. Néanmoins, des protocoles d'accord de ce type ont été signés avec d'autres factions rebelles du pays.

Exercice de l'étude de cas

Dans vos équipes, veuillez répondre aux questions suivantes. Vous avez 30 minutes pour terminer le travail en équipe, puis 5 minutes, au maximum, pour présenter vos résultats en plénière.

- 1 Énumérez les infractions aux droits de l'homme commises dans ce scénario.
- 2 Énumérez les principes humanitaires qui peuvent être mis en danger dans une intervention humanitaire.
- 3 Comment cette situation pourrait-elle influencer sur votre intervention humanitaire dans le pays ?

Module 2 : Exercice facultatif 14 : Études de cas – Dilemmes humanitaires Document de travail (1 page)

4 – Questions éthiques liées à la contribution à une économie de guerre

Le pays Y est en proie à une guerre civile qui, depuis six ans, oppose trois factions rivales aux autorités dont le contrôle se limite à la capitale. Aux termes d'un accord de cessez-le-feu et d'une subvention octroyée par un grand bailleur de fonds, les conditions d'accès à une zone particulièrement touchée du pays ont pu être négociées. Un programme d'aide alimentaire et de services de santé de base est mis en place au profit de 25 000 habitants. Néanmoins, pour pouvoir accéder à la zone prévue contrôlée par la faction A, les approvisionnements doivent traverser la zone contrôlée par la faction B.

En dépit des modalités d'accès convenues avec la faction B, les miliciens exigent un prélèvement de 10 sacs de 50 kg de maïs par camion de 7 tonnes qui passe sur leur territoire. La rumeur court également que les agents de santé ont reçu pour instructions des commandants militaires de leur remettre le quart de tous les médicaments obtenus pour soigner l'armée.

De plus, on apprend qu'à un site de distribution, des femmes qui avaient reçu des denrées d'agents du PAM (Programme alimentaire mondial) ont remis une partie de leur ration à des soldats rebelles locaux. Sommé par le surveillant du PAM de s'expliquer, le commandant local explique qu'il s'agit d'un « impôt » de guerre, contribution du peuple à la lutte menée par les rebelles.

Exercice de l'étude de cas

Dans vos équipes, veuillez répondre aux questions suivantes. Vous avez 30 minutes pour terminer le travail en équipe, puis 10 minutes, au maximum, pour présenter vos résultats en plénière.

- 1 Énumérez les infractions aux droits de l'homme commises dans ce scénario.
- 2 Énumérez les principes humanitaires qui peuvent être mis en danger dans une intervention humanitaire.
- 3 Comment cette situation pourrait-elle influencer sur votre intervention humanitaire dans le pays ?

Exercice facultatif 15 : Humanitarisme – impératifs et principes 45 min.

Description

Scénarios réels du Soudan pour explorer la prise de décisions dans un cadre éthique.

Vous pouvez utiliser cette activité pour :

- aider les participants à mieux comprendre les conséquences de leurs décisions ;
- explorer le droit international humanitaire, les protocoles d'accord et les principes humanitaires dans un contexte réaliste ;
- permettre aux participants de consolider, de développer et d'appliquer ce qu'ils ont appris durant le module 2.

Mots clés : protocoles d'accord, principes humanitaires, Soudan, factions rebelles, prise de décisions, accès, ONG et acteurs non étatiques.

Préparation

Photocopiez, pour chaque participant, ces documents de travail :

- Étude de cas "Impératifs et principes"
- Questions sur l'étude de cas "Impératifs et principes"

Exercice


Demandez aux participants de :

- travailler en équipes de 3 à 6 personnes.

Option 1

Distribuez les documents de travail :

- Étude de cas "Impératifs et principes"
- Questions sur l'étude de cas "Impératifs et principes"

 Laissez-leur 25 minutes pour discuter des questions sur l'étude de cas.

Recueillez leurs réactions et commentaires en demandant à différentes équipes de présenter le résultat de leurs discussions sur différentes questions.

Option 2


Distribuez seulement le document de travail de l'étude de cas :

- Étude de cas "Impératifs et principes"

Demandez à certaines équipes de présenter leurs arguments pour expliquer pourquoi elles *ne signeraient pas* le protocole d'accord.

Demandez aux autres équipes de présenter leurs arguments pour expliquer pourquoi elles *signeraient* le protocole d'accord.

 Laissez aux équipes 20 minutes pour préparer leurs arguments.

 Laissez-leur 25 minutes pour débattre avec l'équipe opposée.

Module 2 : Exercice facultatif 15 : Humanitarisme - impératifs et principes Document de travail (1 page)

En janvier 2000, toutes les ONG travaillant en région sud du Soudan dans le cadre de *Opération Life Line Soudan* (OLS, *Opération Ligne de vie au Soudan*) reçoivent une lettre dans laquelle le Mouvement populaire de Libération du Soudan (MPLS) exige qu'elles signent un protocole d'accord avec sa branche de secours humanitaire, l'Association Fachoda de secours et de redressement (AFSR). Dans ce protocole figure l'obligation de servir les objectifs de l'AFSR.

La date limite pour signer est fixée à fin février 2000 ; au-delà de cette date, les agences n'ayant pas signé seront tenues de quitter les zones contrôlées par le MPLS.

Cette lettre fait suite à des mois de négociations menées entre l'AFSR, les ONG et des bailleurs de fonds clés au sujet de l'esprit et de la lettre d'un protocole qui régirait les opérations des ONG et tracerait les grandes lignes des rapports entre ces dernières et l'AFSR. La plupart des agences avaient fait savoir qu'elles seraient prêtes à signer quelque accord, sous réserve d'un libellé approprié. Fin 1999, des ONG présentent à l'AFSR une liste de 19 points à modifier dans le projet de protocole d'août 1999. Les discussions se prolongent et traînent en longueur. L'aspect le plus révélateur sont les divergences publiques qui opposent le gouvernement américain et des responsables de l'UE sur le protocole tandis que l'ONU garde le silence, dans les coulisses, pratiquement jusqu'à la fin.

Peu de temps après, l'AFSR envoie la désormais célèbre lettre informant les ONG qu'elles peuvent, soit signer le protocole, dans sa version du mois d'août, sans aucun des changements demandés, soit quitter les zones contrôlées par le MPLS. Puis suit une valse diplomatique, les ONG et les bailleurs de fonds faisant pression sur l'AFSR pour qu'elle lève l'ultimatum du 1er mars et reprenne les négociations.

A la dernière minute, même un appel de Madeleine Albright, secrétaire américain du département État, à John Garang, laisse le MPLS de marbre.

Signer ou ne pas signer ?

A ce stade, chaque ONG doit décider de signer ou de ne pas signer le protocole. Dix jours environ avant la date butoir, l'AFSR informe les ONG qui n'avaient pas l'intention de signer qu'elles doivent retirer leurs effectifs du terrain, l'Association n'étant pas en mesure de garantir la sûreté du personnel des agences qui ont refusé de signer et qui resteraient sur les lieux après la date limite.

Module 2 : Exercice facultatif 15 : **Humanitarisme – Impératifs et principes** Document de travail (1 page)

Questions sur l'étude de cas

Étudiez le scénario qui vous a été distribué. Analysez les questions suivantes au sein de votre équipe, qui devrait être prête à communiquer et à discuter de ses réponses en plénière.

- 1 Est-ce que vous signeriez cet accord ? Si oui, pourquoi, et si non, pourquoi pas ?
 - 2 Est-ce que cet accord tient compte du droit international des droits de l'homme/humains ? Dans la négative, de quelle façon est-ce que cela pourrait influencer sur les activités entreprises à l'avenir dans ce contexte particulier et ailleurs ?
 - 3 En négociant ce type d'accord, sur quel(s) corps de loi les agences de secours devraient-elles se fonder ? Est-ce que d'autres sources de principes pourraient aussi être utiles ?
 - 4 Convient-il d'inclure dans un même et seul accord à la fois les modalités d'assistance et les normes relatives au respect des droits de l'homme ou est-ce que vous préféreriez que les deux soient séparés ? Expliquer la logique de votre réponse.
 - 5 Est-ce que vous relevez d'autres problèmes au fil de votre étude de l'accord ? Y a-t-il des points que vous aborderiez autrement si l'on vous donnait une deuxième chance ?
 - 6 S'agissant de la situation dans laquelle vous opérez, est-ce qu'un document analogue vous serait de la moindre utilité ? Dans votre contexte particulier, quels sont, à votre avis, les avantages et les inconvénients d'adopter un accord similaire ?
-